

Préparation p. 3

Lettre adressée au G.C. et au P.C. yougoslave (septembre 1948) p. 5

Résolution du C.P.I. d'août 1948 sur l'affaire yougoslave et la crise
du socialisme p. 9

Lettre ouverte aux dirigeants communistes et aux membres des
Partis Communistes p. 13

Résolution sur la crise du socialisme et les développements de la révolution
yougoslave p. 21

Résolutions soumises et votées par les congrès de Genève et Ginevini p. 25

Le S.T. en l'Europe orient p. 31

Le comité Tro-Staline (déclaration du Comité Central du Parti
Workclass Party p. 43

La question yougoslave, la question de la Yougoslavie soviétique et leur
implication dans la théorie marxiste (octobre 1949) p. 57

Le CERMTI
dirigé par p. 61

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

DOCUMENTS de la IV^{ème} INTERNATIONALE sur la YUGOSLAVIE (1948-1950)

*Centre d'Etudes et de Recherches
Sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

SOMMAIRE

Présentation.....	p. 3
Lettre ouverte au C.C et au P .C. yougoslave (septembre 1948).....	p. 5
Résolution du C.E.I. d'octobre 1948 sur l'affaire yougoslave et la crise du stalinisme	p. 9
Lettre ouverte aux ouvriers communistes et aux membres des Partis Communistes (septembre 1949).....	p. 13
La 8° session du Comité Exécutif de la IV° Internationale (avril 1950)	
- Résolution sur la crise du stalinisme et les développements de la révolution	
- Yougoslave.....	p. 21
- Résolutions soumises au vote par les camarades Gabriel et Germain.....	p. 25
Le S.I. et l'Europe orientale par W. Hunter (mai 1949)	p. 31
Le conflit Tito-Staline (déclaration du Comité Central du Socialist Workers Party des Etats-Unis (septembre 1949)	p. 45
La question yougoslave, la question du glacis soviétique et leur implication dans la théorie marxiste [extraits] (octobre 1949)	p. 57
*	
* *	
- Le CERMTRI et la Recherche : répertoire des thèses et maîtrises détenues par le CERMTRI.....	p. 81

Présentation

Ce quatre-vingt-cinquième numéro des « Cahiers » est composé par une série de textes émanant de la IV^e Internationale entre 1948 et 1950 et consacrés au conflit entre le Kremlin et la Yougoslavie, à la caractérisation de l'état yougoslave et à l'évolution des positions politiques du P.C. yougoslave. Il s'agit de résolutions et de déclarations adoptées par les instances de l'Internationale et d'articles de discussion.

Certes, le choix des textes reproduits dans ce « Cahier » ne couvre qu'une partie des textes publiés à ce sujet dans cette période. Mais il nous paraît cerner les problèmes essentiels posés dans cette discussion.

On imagine mal, à un demi-siècle de distance, ce que représenta comme « choc » politique l'annonce publique, le 18 juin 1948, par une déclaration du Kominform (Bureau d'Information des Partis Communistes et Ouvriers) de la rupture entre Moscou et Belgrade.

La vision officielle et établie de l'ordre des choses était que le monde se divisait en deux « camps », séparés par ce que Churchill avait baptisé le « rideau de fer ». D'un côté le « camp » de la « libre entreprise et de la démocratie », de l'autre l'Empire du « totalitarisme soviétique » (qui, pour les dirigeants de celui-ci était, selon la formule de Jdanov « le camp de la paix et du socialisme »). Dans le « bloc de l'Est », Staline régnait sans partage...

C'est ce schéma que le conflit ouvert entre Staline et la direction du P.C. yougoslave faisait voler en éclats. Il amenait à s'interroger sur les racines de ce conflit, à revenir sur les développements que la Yougoslavie avait connus depuis 1943 – la portée révolutionnaire du mouvement des « partisans » remettant en cause les fondements de l'accord de Yalta n'entraînent-elle en contradiction avec la politique poursuivie par la direction stalinienne ? Pendant la guerre elle-même, le militant trotskyste américain J. Wright avait d'ailleurs commencé à analyser ces aspects. (« Les Cahiers du CERMTRI » n° 78 p. 40-48) .

Si la dénonciation des dirigeants du parti et de l'Etat yougoslave comme « traîtres à l'internationalisme prolétarien » par le Kominform provoqua d'autant plus de surprise que le P.C.Y. était présenté jusque là comme « parti frère » le plus loyal , la résistance de Tito et de ses collaborateurs parut encore plus incompréhensible. Et l'étonnement à ce sujet dû être partagé par les cercles dirigeants de Moscou. Khrouchtchev confia beaucoup plus tard que Staline lui disait en juillet 1948 « je secouerais mon petit doigt et il n'y aura plus de Tito ».

La première question à laquelle la direction de la IV^e Internationale devait répondre était bien évidemment : ce conflit n'était-il qu'une lutte entre cliques bureaucratiques rivales qu'il fallait ignorer ou, au contraire, fallait-il défendre la résistance du P.C.Y. à Staline ?

D'emblée la très large majorité des directions des sections de la IV^e Internationale considéra que défendre contre Staline le P.C. yougoslave et le gouvernement yougoslave était défendre la révolution yougoslave. A partir de là, d'autres questions se posaient : la rupture du Parti communiste de Yougoslavie avec la bureaucratie du Kremlin signifiait qu'il n'était plus défini comme l'exécutant de la politique internationale de cette bureaucratie. Il n'était donc plus, au sens strict du terme, un parti stalinien. En devenait-il pour autant un parti révolutionnaire ? Et pouvait-il, par un mouvement « naturel » devenir un tel parti ?

Question qui touchait non seulement à la manière dont devait se mener l'activité de défense de la révolution yougoslave, mais à la place de la IV^e Internationale.

Au delà, d'autres questions surgissaient. Quelle était la nature de l'Etat yougoslave? Sur quels fondements sociaux repose cet état? Comment ont-ils été produits? Dans cette mesure, l'Etat yougoslave peut-il être qualifié d'« état ouvrier » en relation avec la définition de l'URSS comme « état ouvrier dégénéré »? Quelles sont les contradictions politiques de ce état, est-il contrôlé par une bureaucratie échappant à tout contrôle, érigée en caste dominante? Questions qui renvoient aux conséquences des bouleversements révolutionnaires qui ont marqué la fin de la seconde guerre mondiale, aux développements de la lutte des classes internationale comme à la théorie marxiste de l'Etat et à l'enseignement légué par Trotsky.

L'élaboration politique au sein de la IV^e Internationale visait à répondre à ces questions et à fonder une activité pratique de défense de la révolution yougoslave, activité qui devait d'ailleurs largement se déployer dans les premiers mois de 1950.

La discussion sur la « question yougoslave » se combinait avec une autre discussion en cours dans les rangs de l' Internationale et qui portait sur la nature et le degré des transformations sociales opérées dans ce que l'on appelait « le glacis », c'est à dire l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est qui, à la fin de la seconde guerre mondiale, s'étaient trouvés placés dans l'orbite de l'URSS (les « états satellites ») . Pays où, sous la tutelle militaire et policière de la bureaucratie cette dernière avait d'abord reconstitué la façade des états bourgeois (allant jusqu'à rétablir parfois la monarchie), constituant des gouvernements de coalition. Divers éléments convergeaient dans cette discussion complexe où se rassemblaient déjà les éléments de la crise qui suivra. L'évaluation des conséquences mondiales de la vague révolutionnaire d'après-guerre et donc la place de l'action des masses y intervient naturellement comme un élément central ; mais c'est aussi une discussion sur la validité de la théorie marxiste de l'Etat et fondamentalement sur la nature du stalinisme.

C'est une discussion où les positions des uns et des autres ne sont pas encore achevées, ni les clivages nettement établis. Ce qui apparaît aussi c'est que les questions de méthode – qui seront ultérieurement décisives – sont plus importantes que les conclusions provisoires auxquelles aboutissent les uns et les autres.

C'est ce qui ressort, par exemple, des deux résolutions contradictoires, présentées lors de la session du Comité Exécutif International d'avril 1950 par Gabriel (c'est à dire Michel Raptis / Pablo) et par Germain (Ernest Mandel) qui sont publiées dans ce numéro des « Cahiers » comme dans les extraits de l'article de discussion de Mandel également reproduit ici.

Les textes publiés dans ce numéro des « Cahiers » s'arrêtent à mai 1950. Cette limite n'est pas arbitraire : avec l'éclatement de la guerre de Corée le contenu de la discussion suscitée par la Yougoslavie va changer.

Ces textes peuvent se regrouper en trois sections :

- la lettre ouverte au C.C. et au P.C. de Yougoslavie (septembre 1948) ; la résolution du C.E.I. sur « l'affaire yougoslave et la crise du stalinisme » (octobre 1948) la lettre ouverte aux ouvriers communistes (septembre 1949)
-
- des documents de la 8^e session du Comité Exécutif International d'avril 1950
-
- enfin, la résolution du Socialist Workers Party des Etats-Unis (septembre 1949) intitulé « le conflit Tito Staline » ; un article de discussion de W. Hunter (mai 1949) et de larges extraits de l'article d 'E. Mandel d'octobre 1949 intitulé « La question yougoslave, la question du glacis et leur signification dans la théorie marxiste ».

Dans quelle voie vous engagerez-vous ?

Lettre ouverte au Comité Central et aux Membres du Parti Communiste Yougoslave

(septembre 1948)

CAMARADES !

Bien que vous ayez cru nécessaire de limiter la participation à votre 5e Congrès aux seules délégations des Partis Communistes, dont aucun du reste n'a répondu à votre invitation, notre mouvement a accordé une importance particulière aux discussions et aux décisions de ce Congrès.

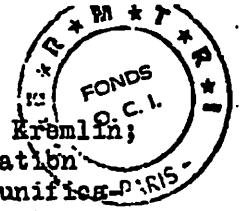
La ligne que vous avez adoptée est maintenant claire : elle est de vous défendre contre les accusations lancées par le Kominform, sans rompre avec le Parti Communiste russe et Staline, les véritables instigateurs de la campagne menée contre vous. Nous saluons votre détermination de ne pas capituler devant Staline, mais nous regrettons l'inconséquence de votre défense contre l'assaut du Kremlin, Vos dirigeants et vos délégués au Congrès ont insisté sur le fait qu'il n'existe aucune divergence programmatique entre votre parti et l'idéologie du Kremlin. Il semble que vous partagiez cette idéologie sur deux points fondamentaux : la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays; le "monolithisme" du parti révolutionnaire, ce qui entraîne l'exclusion des tendances idéologiques qui peuvent soutenir momentanément une politique différente de celle de la direction du parti.

"SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS" ?

Vos dirigeants et délégués au Congrès ont réaffirmé la position que votre parti souvient depuis longtemps, à savoir que la Yougoslavie est déjà un pays qui construit le socialisme, et qu'il est possible d'achever la construction de celui-ci, il est vrai en partie grâce à l'aide de l'URSS et des autres "démocraties nouvelles". Cette aide même est maintenant grandement réduite par les mesures de représailles économiques que le Kremlin a imposées à tous les satellites à votre égard.

La conception du "Socialisme dans un seul pays" n'a jamais été partagée par Marx ou par Lénine. C'est Staline qui l'a introduite à partir de 1924, dans le Parti Communiste russe et la IIIe Internationale comme une couverture théorique de sa politique nationaliste, reflétant les intérêts de la bureaucratie soviétique alors en formation et qui s'est montrée de plus en plus hostile à la révolution socialiste mondiale. Staline, en formulant cette "théorie" anti-marxiste et anti-léniniste se garda de généraliser le cas et insista sur le caractère spécial, "messianique" on peut dire, de l'URSS dont l'étendue et les richesses permettaient une telle réalisation.

Plus de 20 ans se sont écoulés, et l'URSS est toujours très loin de cet objectif. Au contraire, la victoire de la bureaucratie soviétique qui a réussi à exproprier politiquement le pouvoir aux masses, et à instaurer le régime le plus bureaucratique et policier que l'histoire ait jamais connu, afin de maintenir et d'étendre ses propres privilèges, ont fait que l'URSS a complètement dégénéré en tant qu'Etat Ouvrier. Cette dégénérescence, vous avez eu l'occasion de la discerner dans une série de faits qui, si limités soient-ils, n'en restent pas moins très significatifs, comme la vie embourgeoisée des envoyés militaires et civils russes; l'espionnage systématique de votre parti et de votre



gouvernement par le Guépéou, principal instrument de la politique du Kremlin; l'opposition du Kremlin à la Fédération Balkanique et à toute unification progressive des économies des différentes "démocraties populaires", unification si nécessaire à leur développement; le caractère bureaucratique et calomniateur des attaques du Kominform, dirigées par le Kremlin.

Quel sera donc, dans des conditions matérielles beaucoup moins favorables, le sort de la Yougoslavie si elle s'engageait dans la voie utopique de "construire le socialisme" à l'intérieur de ses propres frontières ? Une telle "théorie" risque ici aussi de servir de couverture à la politique nationaliste d'une caste bureaucratique privilégiée.

A notre époque de division mondiale du travail et du caractère universel des forces productives dont le développement est déjà entré dans les pays capitalistes en conflit avec les frontières nationales, le socialisme ne peut s'épanouir que sur l'arène mondiale. Concevoir que chaque pays séparément construira sa "société" socialiste et s'associera ensuite aux autres par parenté idéologique, c'est tomber dans un utopisme petit-bourgeois inconscient de la réalité de notre époque. La victoire sur le capitalisme, la victoire de la révolution prolétarienne est possible dans un seul pays, mais l'achèvement de la construction socialiste n'est pas possible sans les efforts conjugués au moins d'un grand nombre de pays, y compris des pays les plus avancés. Réaliser le socialisme en Yougoslavie signifierait atteindre un niveau de développement des forces productives plus élevé que celui des pays capitalistes les plus avancés, faire disparaître complètement les différences entre les villes et les campagnes, construire une société sans classes, dans laquelle règnerait déjà l'abondance matérielle et où l'Etat aurait déjà perdu ses fonctions de contrainte et se réduirait à la simple administration des choses, sans police, sans juges, sans prisons et sans bureaucratie. Dans quelle perspective historique un tel but peut-il être atteint en Yougoslavie, pays de prédominance agricole et disposant de réserves très limitées ?

Ce qui, par contre, est possible c'est de commencer la construction du socialisme, en attendant l'élargissement de la révolution prolétarienne à d'autres pays. Le véritable cadre d'un développement socialiste de la Yougoslavie c'est, pour commencer, la FEDERATION SOCIALISTE BALKANIQUE ET LES ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

PARTI "MONOLITHIQUE" ?

Quant à votre conception "monolithique" du parti révolutionnaire, elle ressort elle aussi de l'arsenal stalinien et non pas de celui de Marx et de Lénine. Le parti révolutionnaire est, par son essence, démocratique, permettant la libre confrontation des tendances idéologiques dans son sein.

Le Parti bolchevik de Lénine, jusqu'à la mort de celui-ci n'avait rien de commun avec son horrible caricature dressée par l'appareil bureaucratique et policier de Staline, qui a scellé sa victoire sur les masses soviétiques dans le sang de Kamenev, de Zinoviov, de Boukharine et de Trotsky, c'est à dire des hommes qui ont fait la Révolution russe et qui ont dirigé l'Internationale Communiste jusqu'à la mort de Lénine. La conception "monolithique" du parti révolutionnaire est le signe infallible d'une bureaucratie bonapartiste qui s'érige au dessus des masses et du Parti. Si vous maintenez cette conception, vous irez inexorablement à la perte de votre révolution et de votre Parti, vous irez à l'installation définitive en Yougoslavie d'une dictature bureaucratique et policière à l'image du régime de Staline.



QUE SIGNIFIE VOTRE SILENCE ?

Déjà le fait que votre Congrès n'a pas cru nécessaire d'approfondir le sens de votre conflit avec le Kominform et se soit contenté de constater le caractère calomniateur des accusations tout en couvrant le Parti Communiste russe et Staline, c'est à dire les véritables dirigeants de la campagne contre vous, est un signe de grave danger.

Pour quelles raisons faites-vous semblant d'ignorer qui se cache derrière un Hodja, un Rakosi, un Dimitrov, un Thorez, une Anna Pauker, quand ils attaquent votre parti, votre gouvernement, quand ils complotent pour renverser votre direction, quand ils décrètent des mesures de blocus économique contre la Yougoslavie. Que signifie votre silence sur le Kremlin et Staline dont tous ces hommes et femmes sont des marionnettes fidèles ? Et comment serait-il possible que ce Kremlin et Staline qui orchestrent cette campagne puissent vraiment représenter dans le mouvement ouvrier la direction fidèle au marxisme léninisme ?

S'il en était véritablement ainsi, l'Histoire ne serait qu'une farce sinistre, et votre conflit avec le Kominform une scène de cette farce inintelligible pour quiconque s'efforce de réfléchir.

Votre position est en réalité intenable et n'aura aucun autre résultat que de démoraliser le parti et les masses yougoslaves, et d'armer vos adversaires, les agents directs du Kremlin, qui ont juré la perte de votre direction et de votre parti. Votre conflit avec le Kominform a mis en réalité au grand jour une seule question : LA NATURE DU REGIME STALINNIEN QUI, DU KREMLIN, DIRIGE L'URSS ET LES PARTIS COMMUNISTES.

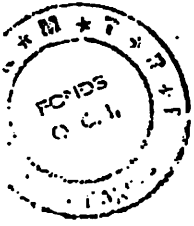
Ce régime n'a rien de commun avec la révolution prolétarienne et le socialisme. Il est l'expression de la bureaucratie soviétique, érigée en caste privilégiée incontrôlable en URSS et qui applique dans le monde une politique de défense de ses stricts intérêts. Les Partis Communistes lui servent d'instruments pour cette politique grâce à un contrôle direct et absolu de ceux-ci. Le Kremlin a voulu également établir un tel contrôle direct et absolu sur votre parti et sur votre gouvernement. Vous avez tenté de résister et, dès ce moment, un conflit à mort avec ce régime était inévitable.

VOTRE VOIE

Votre devoir et également votre intérêt sont d'élever l'explication de votre conflit avec le Kominform au niveau des véritables raisons idéologiques, lesquelles tiennent à la nature du stalinisme. C'est seulement sur cette voie que vous pourrez armer votre Parti et les masses yougoslaves, pour résister au formidable assaut déclenché contre vous par le Kremlin qui cherche maintenant à vous écraser.

Les bureaucrates ne misent que sur l'appareil policier pour leur défense.

Les révolutionnaires misent avant tout sur la mobilisation idéologique et politique des masses.



Laquelle de ces voies choisirez-vous ?

Staline comploté en Yougoslavie parce que votre résistance à son contrôle direct et absolu peut devenir un exemple dangereusement contagieux. Il ne peut pas chercher un terrain d'entente. IL DOIT VOUS ECRASER. Dans cette épreuve terrible, votre seule défense est l'appui conscient des masses yougoslaves et mondiales.

COMMUNISTES YOUGOSLAVES !

FAITES APPEL A CELLES-CI POUR CELA. ROMPEZ AVEC LE STALINISME ET DENONCEZ-LE OUVERTEMENT. INSTAUREZ UN VERITABLE REGIME DE DEMOCRATIE PROLETARIENNE DANS LE PARTI ET LE PAYS. BRISEZ TOUTE TENTATIVE BUREAUCRATIQUE DANS VOS PROPRES RANGS. ENGAGEZ-VOUS DANS LA VOIE DE LA VERITABLE REVOLUTION PROLETARIENNE FAITE PAR LES MASSES ET POUR LES MASSES.

FAITES APPEL A LA VERITABLE REVOLUTION PROLETARIENNE DANS LES AUTRES PAYS DE L'EUROPE ORIENTALE, DE TOUTE L'EUROPE ET DU MONDE. L'HEURE N'EST NI AUX LOUVOIEMENTS NI AUX CONSIDERATIONS OPPORTUNISTES.

IL FAUT ALLER DE L'AVANT. IL FAUT AFFRONTER STALINE AVEC LE VISAGE DECOUVERT DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE.

Septembre 1948

Le Secrétariat International de la
IVe Internationale

VI^e plénum du Comité Exécutif International
(Octobre 1948)

Résolution
sur
l'affaire yougoslave et la crise du stalinisme.

1. - Le conflit qui a éclaté entre Belgrade et Moscou est une expression de la crise du stalinisme, telle qu'elle se développe dans les nouvelles conditions créées par l'ascension des Partis Communistes au pouvoir dans les pays d'Europe incorporés dans la zone d'influence soviétique.
- 2.- Les rapports entre le Kremlin et les Partis Communistes sont réglés par le contrôle direct et absolu qu'il exerce sur ces partis pour les utiliser exclusivement comme agents de sa politique de défense des stricts intérêts de la bureaucratie soviétique.
- 3.- Ces rapports se trouvent modifiés par l'expansion soviétique en Europe et par le nouveau rôle des Partis Communistes dans ces pays. Ces partis disposent maintenant de leur propre appareil étatique, contrôlent l'économie et sont responsables de la politique générale de tout le pays. De ce fait ils sont sujets à un ensemble d'influences et de réactions qui peuvent ne pas tenir toujours compte des stricts intérêts de la bureaucratie soviétique.

Dans la mesure où s'établissent des rapports de forces sociaux et politiques dans lesquels le pouvoir de ces partis ne dépend plus directement de leur soutien par le Kremlin il se crée pour la première fois dans l'histoire du stalinisme, des conditions qui permettent une résistance des Partis Communistes contre les ukases du Kremlin.

Pour lutter contre ce danger de voir les Partis Communistes devenir des organismes de transmission, même partielle et déformée, d'autres intérêts que les stricts intérêts de la bureaucratie soviétique, le Kremlin n'a qu'un moyen, imposer à la direction de ces partis ses agents directs, en éliminant par des épurations successives tous les éléments qui échappent à son contrôle absolu ou qui potentiellement renferment des tendances pareilles.
- 4.- Cette attitude est la source d'une crise chronique qui ne peut que s'aggraver, la politique du Kremlin allant à l'encontre de ce qui est l'intérêt propre des masses de ces pays, et même des intérêts des appareils bureaucratiques de ces partis.

La bureaucratie soviétique poursuit dans tous les pays sous son contrôle, non pas une politique de "socialisation" afin de leur permettre le libre développement de leurs forces productives dans une orientation socialiste, mais une politique d'exploitation économique et politique conforme aux intérêts économiques et stratégiques de son régime en URSS.

D'autre part, ces pays auront de plus en plus besoin de se débarrasser de tous les fardeaux et entraves que fait peser sur eux la tutelle du Kremlin (réparations, entreprises soviétiques, traités commerciaux favorables à l'URSS etc..) de commercer librement entre eux et avec les autres pays et d'unifier leur économie.

Les difficultés que ces pays rencontrent pour leur développement dans leur état actuel d'isolement national, en raison de l'incapacité de l'URSS à leur fournir l'aide industrielle nécessaire (outils, matières premières et capitaux) et de la survivance d'un domaine d'économie capitaliste (paysans, artisans, commerce) encore prédominant qui entrave constamment les plans d'industrialisation et de planification économique et attise la lutte des classes, sont une autre source de mécontentement et de friction.

Toutes ces tendances se reflètent nécessairement dans les rapports à l'intérieur de chaque Parti Communiste, ainsi que dans les rapports de ces partis avec le Kremlin.

5.- L'éclatement de l'affaire yougoslave, ainsi que la résistance jusqu'ici effective aux assauts du Kremlin furent favorisés par les particularités de l'évolution de la situation en Yougoslavie.

Le Parti Communiste Yougoslave, grâce au rôle qu'il a joué durant la guerre où il a pris la tête d'un vaste mouvement des masses paysannes et ouvrières de Yougoslavie contre les occupants impérialistes et contre la bourgeoisie nationale, a eu sa composition sociale renouvelée et même renforcée par l'afflux des partisans et a pu sauvegarder un caractère autonome et plus indépendant que les autres Partis Communistes.

L'Armée Rouge s'était tenue en réalité à l'écart de toute intervention directe en Yougoslavie et le gouvernement Tito était parvenu au pouvoir en s'appuyant sur le mouvement plébéion des masses ouvrières et paysannes.

Les réformes profondes entreprises en Yougoslavie immédiatement après la "libération" reflètent les conditions particulières du développement de la lutte de classes dans ce pays pendant les années d'occupation et la poussée révolutionnaire instinctive des masses sur lesquelles s'appuyait Tito.

Ces particularités de la situation Yougoslave ont toutes joué dans le sens d'une résistance au contrôle direct et absolu du Kremlin et de sa politique.

Bien que Tito et la direction du Parti Communiste Yougoslave n'aient pas développé jusqu'au conflit d'opposition échouée et ferme à la politique du Kremlin (dont ils s'acharnent, encore maintenant, à se déclarer les fidèles disciples), le caractère autonome de leur Parti et de leur mouvement, laissé à leur propre développement, risquait réellement de faire surgir des divergences sérieuses avec le point de vue du Kremlin.

A la longue, ces divergences seraient celles entre les besoins de la "reconstruction socialiste" tels que les envisage la bureaucratie de

Tito d'une part et les intérêts propres de la bureaucratie soviétique d'autre part. Ces divergences ne seraient qu'une expression déformée des contradictions entre les intérêts et les aspirations des masses yougoslaves et la politique du Kremlin.

Pour éviter un tel développement, le Kremlin avait entrepris l'élimination de Tito et son remplacement par une équipe de ses agents directs.

Cependant cette opération a échoué en Yougoslavie, y ayant rencontré la résistance organisée d'un appareil disposant de l'Etat et s'appuyant sur un Parti et un mouvement de masses qui entourent encore celui-ci, malgré sa bureaucratisation récente d'une dévotion réelle.

6.- Tito et la direction du Parti Communiste Yougoslave représentent jusqu'à présent la déformation bureaucratique d'un courant plébéien, anti-capitaliste révolutionnaire.

Mais, si les masses yougoslaves ne trouvent pas la force d'imposer une issue révolutionnaire au conflit avec Moscou, la direction yougoslave n'aura à la longue d'autre alternative que de se voir éliminer par les agents directs du Kremlin ou de capituler devant l'impérialisme.

Tout l'appareil du Kremlin dirigé par Staline, est mis en marche pour écraser les "rénégats" de Belgrade, leur exemple pouvant devenir dangereusement contagieux.

En Yougoslavie même et dans tous les pays sous contrôle soviétique, les agents directs de Staline orchestrent fiévreusement la campagne politique et économique qui doit préparer la chute de Tito et de sa "bande" et ajustent les moyens policiers appropriés pour amener cette chute.

En évitant de rompre avec le Kremlin et de dénoncer publiquement le stalinisme, ce qui est le seul moyen d'armer idéologiquement la base du parti et les masses yougoslaves contre l'assaut du Kremlin, les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave se sont mis dans une situation intenable. - Isolés dans le glacis et aussi de plus en plus isolés d'un appui conscient des masses, ils seront forcés d'accentuer de plus en plus le caractère bonapartiste du régime, qui peut ainsi devenir à l'avenir, s'il n'est pas préalablement renversé par les agents directs du Kremlin, l'instrument d'autres intérêts de classe que ceux qu'il représente actuellement.

En effet, dans les conditions d'isolement, de difficultés intérieures inévitables et de l'accentuation de la pression impérialiste cet appareil bonapartiste peut devenir le porte-parole des forces réactionnaires à travers une série d'étapes.

Contre ces perspectives d'élimination par les agents directs du Kremlin ou de capitulation devant l'impérialisme, il n'y a qu'une solution : l'intervention directe de la base du P.C.Y. et des masses yougoslaves pour écarter toute résistance bureaucratique qui empêche de faire confiance aux masses yougoslaves et mondiales, s'appuyer entièrement sur elles, instaurer une véritable démocratie prolétarienne dans le parti et le pays, rompre avec le stalinisme et le dénoncer, appeler à la véritable révolution socialiste par les masses et pour les masses, en Yougoslavie même, dans tous les pays du glacis, de l'Europe et du monde.

7.- La politique de la IVe Internationale dans l'affaire Yougoslave comme dans l'ensemble de la situation qui se développe actuellement dans le glacis, doit être guidée par le souci d'approfondir la rupture idéologique des communistes de ces pays avec le Kremlin et de les orienter vers

le véritable programme de la Révolution Socialiste.

La IVe Internationale ne peut remplir ce rôle qu'en expliquant patiemment, pédagogiquement, sans sectarisme ni présomption, dans un langage qui soit à la portée des éléments de base des Partis Communistes et du mouvement des masses qu'ils influencent dans ces pays, les causes profondes de leur conflit avec le Kremlin, la nature du stalinisme et la voie à suivre.

De ce point de vue il est nécessaire que toutes les sections et tous les militants de la IVe Internationale comprennent qu'à partir du moment où il y a conflit et rupture entre un Parti Communiste et le Kremlin, ce parti cesse d'être un parti stalinien comme les autres et que toutes les possibilités de différenciation dans son sein sont désormais ouvertes.

Il dépend de l'action de l'Internationale de trouver un schéma grandissant dans les rangs de ces partis et d'accélérer leur détachement du stalinisme, au profit du programme et de l'organisation de la révolution socialiste mondiale.

8.- L'affaire yougoslave n'est, en réalité, que la première manifestation favorisée par des conditions particulières, d'un état plus général qui existe dans tout le glacis.

Ceci est déjà démontré par la crise qui a gagné le Parti Ouvrier Polonais et l'ample épuration qui sévit actuellement, un peu partout, dans tous les Partis Communistes des pays sous contrôle soviétique.

Ces événements démontrent que toutes les "théories" sur la stabilité de la bureaucratie soviétique et du stalinisme ou sur la possibilité d'étendre pour une période historique le régime du "collectivisme bureaucratique" ou du "capitalisme d'Etat" hors de l'URSS, pèchent par une incompréhension théorique de la nature du stalinisme et de ses contradictions incompatibles avec un processus d'expansion mondiale de ce système bureaucratique et policier d'une rigidité extrême.

En réalité l'expansion du stalinisme dans le glacis s'avère être un facteur décisif de déséquilibre de ce système, en y introduisant des forces centrifuges et des ferments nouveaux qui, en aiguissant toutes ses contradictions, accélèrent et précipitent la crise.

De ce point de vue, l'affaire yougoslave n'est que le premier signe du processus de dislocation convulsive dans lequel le stalinisme est entré.-

+++
+++
+++

Pourquoi Staline veut écraser Tito.

Pourquoi les révolutionnaires doivent défendre la Yougoslavie

Lettre ouverte

du secrétariat International de la IV^e Internationale et du Parti Communiste Internationaliste

aux ouvriers communistes et aux membres des partis communistes

(35 sections de la IV^e Internationale diffusent cet appel)

(septembre 1949)

CAMARADES,

Voici plus d'un an que le Kominform a provoqué la rupture avec Tito. De semaine en semaine, l'attaque contre les dirigeants yougoslaves est plus brutale. D'une simple dénonciation idéologique, la campagne du Kominform dégénère en blocus économique, en conflit diplomatique, en pression militaire. « L'affaire Tito » est aujourd'hui

« hostile » envers l'U.R.S.S. Même si cette affirmation était exacte, chaque communiste aurait le droit de se poser la question: L'Allemagne d'Hitler, l'Italie de Mussolini, avaient-elles donc avant la guerre une attitude « amicale » envers l'U.R.S.S.? L'Espagne de Franco et la Grèce des monarcho-fascistes n'ont-elles pas une attitude hostile envers le gouvernement soviétique? Néanmoins, l'U.R.S.S. n'a jamais décrété le blo-

la préoccupation n° 1 de tous vos dirigeants. Dans votre presse, les attaques contre Tito prennent presque plus de place que la lutte contre l'impérialisme américain.

Contre la Yougoslavie, le gouvernement russe recourt à des injures et à des procédés qu'il n'a jamais employés contre les gouvernements impérialistes les plus réactionnaires.

On essaye de justifier ces procédés en alléguant que Tito fait preuve d'une attitude économique contre ces pays, dirigés par les ennemis les plus implacables de l'Union Soviétique!

Faudrait-il donc penser que Staline préfère des gouvernements fascistes comme ceux de Franco ou de Tsaldaris, à des gouvernements constitués par des partis communistes ne suivant plus intégralement ses commandements?

L'impérialisme profite du conflit Staline-Tito

DEPUIS que le Kominform a rompu avec Tito, les gouvernements et l'opinion publique impérialistes ont suivi avec une attention soutenue le développement des relations entre Belgrade et Moscou. Ils n'ont pas manqué de tirer le maximum de profit de la nouvelle situation des Balkans. Menacé d'asphyxie par le blocus économique ordonné par Staline, le gouvernement yougoslave est obligé d'orienter son commerce extérieur vers les pays « occidentaux ».

L'impérialisme a réussi à infliger une grave défaite aux partisans grecs parce que le Kremlin a préféré détourner ceux-ci de leur lutte contre les monarcho-fascistes d'Athènes afin de les utiliser contre la Yougoslavie.

Exploitant habilement les conflits qui s'exacerbent dans les Balkans, l'impérialisme intensifie ses intrigues pour renverser le régime albanais et installer au pouvoir ses propres agents.

Mais le terrain sur lequel l'impérialisme a réalisé le plus de gains grâce à l'affaire yougoslave, c'est sur celui de la propagande.

Les gouvernements russe et ceux de l'Europe orientale chantent sur tous les toits leur amour de la paix, ils organisent dans le monde entier des conférences pour la Paix et en même temps ils lancent devant l'opinion publique mondiale une campagne inqualifiable contre un petit pays qui, de par les terribles ravages qu'il a connus durant la guerre, n'est capable de « menacer » personne, et certes pas l'U.R.S.S., première puissance militaire du continent européen.

La campagne contre la Yougoslavie mine toute la campagne de propagande pour la paix, organisée par les partis communistes du monde entier. Elle apporte de l'eau au moulin de la propagande impérialiste sur le soi-disant « agrasseur russe ».

Tito a-t-il trahi le camp de l'U.R.S.S. et de la « Démocratie nouvelle » ?

DANS tous les partis communistes du monde, l'attaque brutale contre Tito a provoqué un malaise croissant quant à la justice du cours suivi par les dirigeants de l'U.R.S.S. Ceux-ci s'efforcent, par tous les moyens, de rejeter la responsabilité de la situation actuelle sur les chefs yougoslaves. Staline a contraint toutes les directions communistes du monde entier à épauler sa campagne de calomnies contre la Yougoslavie. Tito, hier encore fêté comme le plus solide pilier de la « démocratie nouvelle », comme « l'ami le plus fidèle de l'U.R.S.S. », comme « le héros de la guerre des partisans », est en moins d'une année transformé en « traître

abject », « vil laquais de l'impérialisme américain », « bête fasciste aux abois ». Y aurait-il donc si peu de distance entre la « démocratie populaire » et le fascisme, que TOUTE LA DIRECTION D'UN PARTI COMMUNISTE puisse la couvrir en quelques mois ? Ces calomnies ne favorisent-elles pas de nouveau la propagande impérialiste qui, elle, s'efforce de convaincre l'opinion publique que fascisme et communisme sont la même chose ?...

STALINE, mettant tout son puissant appareil de propagande au service de sa mauvaise cause, fait déverser tous les jours, par tous les journaux communistes, des flots de mensonges contre les dirigeants yougoslaves. Ceux-ci falsifient systématiquement les faits et vous placent dans l'impossibilité de trier ou de vérifier cette masse énorme d'affirmations mensongères.

Ils passent systématiquement sous silence tous les démentis du parti communiste yougoslave.

Ils spéculent sur votre dévouement à la cause de l'U.R.S.S. et du communisme pour vous faire admettre qu'une liste tellement longue de crimes prétendument commis par Tito ne peut être inventée de toutes pièces.

Prenez une à une ces accusations et jugez-les objectivement :

Tito commerce avec les capitalistes, il conclut des accords commerciaux avec l'Angleterre, etc., il demande des prêts aux Américains et ces derniers les lui accordent.

Mais quelle « démocratie populaire » ne commerce pas avec les capitalistes ? Est-ce la Pologne dont le commerce extérieur en 1948 avec le monde capitaliste s'élevait à plus de la moitié de sa totalité ? Est-ce peut-être la Tchécoslovaquie qui venait, à la même époque, avec un pourcentage analogue ?

Et quelle « démocratie populaire » n'a pas demandé de prêts aux impérialistes, aux Américains et à la Banque Internationale ? La Pologne n'a-t-elle pas reçu en 1946 des Etats-Unis et de leurs banques 50 millions de dollars pour des achats des surplus de guerre ? Ne mène-t-elle pas des pourparlers en vue d'un emprunt de 58 millions de dollars à la Banque Internationale de Washington ? La Tchécoslovaquie n'a-t-elle pas reçu en 1946, 50 millions de dollars du gouvernement des Etats-Unis pour l'achat des surplus de guerre ? N'a-t-elle pas sollicité en 1948, à la même Banque, un emprunt de 25-50 millions de dollars, et en 1949 un nouveau crédit de 20 millions de dollars au Fonds Monétaire International ? L'U.R.S.S.

elle-même n'a-t-elle pas voulu obtenir un prêt d'un milliard de dollars de l'Amérique?

Commercer avec les capitalistes et utiliser leurs prêts pour développer les forces productives, est un procédé normal et indispensable, auquel Lénine et les bolcheviks ont eux-mêmes recouru au lendemain de la Révolution d'Octobre.

Mais Tito, objecte-t-on, vend aux Américains des produits « stratégiques », chrome, cuivre, zinc, qu'ils utiliseront pour la guerre.

Ces métaux font partie des exportations essentielles de la Yougoslavie. Ce sont les seuls produits qui intéressent les Américains qui, en échange, accordent à la Yougoslavie les dollars nécessaires à l'achat des machines dont elle a besoin.

L'U.R.S.S. et les « démocraties populaires » ayant décrété un strict blocus économique de la Yougoslavie, celle-ci a été obligée de détourner son commerce vers l'Ouest pour s'y procurer les machines qui lui manquent. Et pourquoi l'U.R.S.S. elle-même envoyait-elle alors jusqu'au début de cette année son chrome et son manganèse aux Etats-Unis? Elle n'a cessé ces exportations qu'à titre de contre-mesure au blocus que les Etats-Unis ont pratiqué envers elle et les autres « démocraties populaires ».

Mais les impérialistes accordent à la Yougoslavie, objecte-t-on encore une fois, les marchandises et les capitaux qu'ils refusent à l'U.R.S.S. et aux autres « démocraties populaires ».

Naturellement, l'impérialisme exploite à son profit et pour ses buts le différend Moscou-Belgrade et veut attirer peu à peu la Yougoslavie dans son orbite. Les dirigeants yougoslaves, à leur tour, peuvent très bien profiter de la volonté des capitalistes américains de leur accorder des crédits et des marchandises pour développer et consolider leur économie.

OU Y A-T-IL DANS TOUT CELA TRAHISON?

Autre accusation. : Tito a trahi la lutte du peuple grec en fermant la frontière, en tirant dans le dos de l'armée démocratique, en laissant les monarcho-fascistes grecs utiliser le territoire yougoslave.

Il est vrai que Tito, sous la pression de l'impérialisme qui exploite son isolement provoqué par l'abandon de l'U.R.S.S., a été obligé de fermer la frontière. Mais il est faux qu'il ait laissé entrer les monarcho-fascistes et qu'il ait tiré dans le dos de l'armée démocratique grecque. Ceci est attesté par les innombrables déclarations des soldats et des officiers de l'armée démocratique grecque qui se sont réfugiés, pressés par les monarcho-fascistes, en territoire yougoslave lors des derniers combats de Vitsi et de Grammos.

La presse yougoslave a donné une large publicité à l'accueil fait aux civils et militaires grecs en Yougoslavie, avec publication de chiffres, déclarations, noms des soldats et officiers, ainsi que celui de leur unité.

Pourquoi la presse des partis communistes ne mentionne-t-elle pas ces faits, ces chiffres, ces noms, ces déclarations, et ne s'efforce-t-elle pas de les démentir concrètement? Au lieu de cela, on préfère les ignorer et répéter les calomnies. Mais si Tito a trahi de toute façon en fermant la frontière, pourquoi en pleine bataille de Grèce, les gouvernements albaniens d'E. Hodja et bulgare de Kolavov déclarent-ils à leur tour qu'ils ferment la frontière et qu'ils désarmeront aussi bien les monarcho-fascistes que les démocrates grecs qui entreront dans leur territoire et qu'ils les mettront dans des camps de concentration?

En réalité, il y a quelqu'un qui a trahi la lutte du peuple grec! C'est Staline lui-même, qui a trahi en 1943-1944 le Parti communiste grec à la coalition avec la bourgeoisie alors qu'à cette époque le parti communiste contrôlait la Grèce et que la bourgeoisie n'était qu'une ombre impuissante. C'est Staline qui a fait désarmer les partisans, qui a décapité l'armée démocratique de Markos parce que ce dernier ne voulait pas servir d'instrument dans la lutte contre Tito. C'est Staline qui a détourné l'armée démocratique de la lutte contre les monarcho-fascistes, s'efforçant de la jeter principalement contre les dirigeants yougoslaves, désorientant et démoralisant ainsi les rangs des partisans grecs.

Tito complotte avec les impérialismes et le gouvernement d'Athènes pour dépêcher l'Albanie.

Cependant les autorités et la presse yougoslave ont publié des démentis répétés et déclaré que la Yougoslavie s'opposerait à toute tentative du gouvernement d'Athènes d'envahir et de démembrer l'Albanie.

Aucun journal des partis communistes n'a naturellement fait la moindre allusion à ces déclarations répétées.

Le régime interne en Yougoslavie et dans le parti communiste yougoslave

Le Kominform accuse aussi les dirigeants yougoslaves d'avoir introduit un régime de terreur dans le pays et dans le Parti communiste. Il est vrai que de nombreux partisans du Kominform ont été emprisonnés par la police secrète yougoslave. Il est vrai aussi qu'une répression implacable s'exerce en Yougoslavie contre les ennemis du régime actuel. Mais qui sont les accusateurs? De quel droit la presse communiste bulgare peut-elle se plaindre de pareille situation quand la police secrète bulgare a emprisonné Traicho Kostov, dirigeant du Parti communiste bulgare, pendant la guerre, ainsi que des milliers de militants communistes, anarchistes, trotskystes, socialistes et syndicalistes? De quel droit la presse communiste albanaise peut-elle se plaindre des méthodes policières de Tito, quand le gouvernement albanais, d'obédience kominformiste, VIENT D'ASSASSINER KOCI DOKE ET LA MAJORITE DES DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS? De quel droit Staline se plaint-il de la « police secrète » titiste alors que depuis 25 ans il terrorise avec son Guépéou tout-puissant les ouvriers russes, les membres du parti bolchevik, de toute l'Internationale Communiste? Comment Staline peut-il protester contre l'emprisonnement de militants communistes anti-titistes en Yougoslavie, alors que lui-même s'est fait emprisonner et assassiner TOUTE LA VIEILLE GARDE DU PARTI BOLCHEVIK RUSSE, TOUS LES CADRES DIRIGEANTS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, TOUS LES HEROS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET DE LA GUERRE CIVILE?

Qui est l'instigateur des infâmes procès de Moscou, et qui en prépare d'autres en Hongrie et ailleurs?

Que reste-t-il de la démocratie prolétarienne dans les syndicats et les Soviets en U.R.S.S.? Est-il possible en Russie ou dans n'importe quelle « Démocratie populaire » de critiquer soit dans le parti, soit dans les syndicats, soit dans les soviets, la ligne de la direction, de rappeler les fautes passées, les tournants?

Est-il possible, camarades Communistes, dans votre propre parti de critiquer cette ligne?

Est-il possible, par exemple et sur un sujet tout à fait concret, de demander à propos de la Yougoslavie que le parti vous communique tout simplement les arguments, les textes, les documents du Parti Communiste Yougoslave, jusqu'à hier parti frère et qui est à la tête d'un pays tout entier?

En Yougoslavie, Tito a publié la Résolution du Kominform qui le condamne, et toutes les notes soviétiques que Moscou lui a adressé ces derniers temps. Mais êtes un seul exemple d'information objective donnée par la presse des Partis communistes et leurs dirigeants sur ce que disent et écrivent les dirigeants yougoslaves pour se défendre!

Que Staline accuse Tito de bureaucratisme et de procédés anti-démocratiques, c'est d'un cynisme qui dépasse l'imagination.

Les calomnieurs pris la main dans le sac

DANS un tel mouvement de calomnies et de mensonges, il s'en trouve toujours un qui éclaire brusquement le caractère de tout le système et révèle d'un seul coup son absurdité. Récemment, les calomnieurs anti-titistes ont été pris la main dans le sac: Le jeudi 8 septembre, le journal du Parti Communiste Français, « L'Humanité », publia en première page une nouvelle concernant la répression anti-communiste, « fasciste » en Yougoslavie. Il s'agissait de la saisie, dans les kiosques de Belgrade, le soir du 7 septembre, de l'organe de l'Union des Ecrivains Yougoslaves « Knjizevne Novine ». La version officielle donnée par le gouvernement yougoslave était qu'un des articles « méinterprétait la politique étrangère de la Yougoslavie ». « L'Humanité » en conclut

que le journal avait été saisi parce qu'il ne « glorifiait pas assez la politique anti-russe » de Tito. C'était une preuve « définitive » du régime policier et anti-soviétique des titistes.

Or, ce journal a été saisi parce qu'il publia un article « d'un ton inconséquent et séditieux à l'égard de l'U. R. S. S. », dit le communiqué officiel yougoslave du 9 septembre qui condamne cet article.

Mais « L'Humanité », elle, fut forcée de mentir aux ouvriers communistes, car elle n'aurait pas pu « prouver » le « passage définitif du fasciste Tito dans le camp impérialiste » par... la suppression d'un article portant atteinte au prestige de l'U.R.S.S.

Pourquoi Staline veut écraser la Yougoslavie de Tito

AUJOURD'HUI, sous la pression de la campagne que les dirigeants russes ont déclenché contre eux, les chefs du P. C. Yougoslave sont obligés de reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un conflit avec le Kominform ou avec les pays de la « démocratie populaire ». Ils sont obligés de reconnaître que, dans cette affaire, le Kominform et les partis communistes de l'Europe orientale n'ont fait que jouer le rôle d'exécutant des ordres du gouvernement russe et de Staline. C'est Staline lui-même qui a déclenché la bataille contre Tito, c'est lui qui est responsable de la violence inouïe des calomnies, de la perfidie des méthodes de lutte, de la traîtrise du blocus économique.

Pourquoi un tel acharnement? Pourquoi une telle rage? Parce que Tito et la direction du Parti Communiste Yougoslave ont osé mettre en question le principe sur lequel est basé le pouvoir et l'idéologie du stalinisme:

La soumission absolue de tous les partis communistes du monde aux ordres du Kremlin.

Le véritable « crime » de Tito, ce n'est pas de faire du commerce avec les impérialismes, c'est d'avoir osé demander que la Yougoslavie soit traitée sur un pied d'égalité avec la direction du P.C. russe.

Le principe « D'ÉGALITÉ » entre partis communistes et entre pays de « démocratie populaire » que les dirigeants yougoslaves défendent aujourd'hui face au Kremlin et qui leur vaut l'accusation de « nationalistes bourgeois enragés », a une signification bien précise pour tous les pays de l'Europe orientale.

Dans tous ces pays, Staline a déjà capitulé au lendemain de la guerre les mouvements révolutionnaires des masses et il y a installé des gouvernements à sa solde, destinés à les exploiter au profit du Kremlin.

Les exactions opérées par les dirigeants russes sur ces pays ont provoqué dans les masses laborieuses des remous et des protestations. Elles ont déclenché de violents mouvements d'hostilité à l'égard de la Russie. Les dirigeants des P.C. qui voulaient conserver une base de masse réelle, étaient obligés de tenir compte de cette situation et de formuler des réserves, fussent-elles prudentes, à l'égard de la politique du Kremlin. Dans la rage avec laquelle Staline combat Tito se reflète sa peur que dans les autres pays

de la « démocratie populaire », les ouvriers communistes, dressés contre le despotisme auquel Staline soumet leur parti et leur pays, ne se joignent à la révolte de la Yougoslavie.

Le principe « d'égalité » entre partis communistes et entre pays de « démocraties populaires » et l'U.R.S.S. que les Yougoslaves défendent est en contradiction avec le principe fondamental de 25 années de politique stalinienne qui est:

Soumettre aveuglément, inconditionnellement, les intérêts des partis communistes du monde entier, les intérêts des travailleurs de tous les pays, aux intérêts du Kremlin.

Tito lui-même, éduqué à l'école stalinienne, ne mettait pas ce principe en cause quand il contribua à provoquer dans le passé les défaites terribles du prolétariat mondial. Ce n'est que sous la pression récente de sa propre expérience qu'il a été amené à formuler une critique de « principe » à la politique stalinienne. Mais cette critique de principe a déjà conduit les ouvriers et dirigeants du P.C. yougoslave à poser une nouvelle question:

S'il est vrai que Staline est prêt à écraser tout un pays pour la seule raison qu'il ne se soumet pas aveuglément aux ordres du Kremlin, n'a-t-il pas été prêt, dans le passé, à trahir les intérêts des travailleurs de différents

pays quand ceux-ci ne s'accordaient pas complètement avec les siens?

Qui est responsable des terribles défaites du mouvement communiste grec, alors que celui-ci contrôlait en 1943-44 presque tout le pays? Qui a ordonné aux ouvriers et partisans français de livrer leurs armes à de Gaulle en 1944? Qui a trahi le magnifique mouvement de révolte aux Indes en août 1942? Qui a poussé les ouvriers anglais et américains durant la guerre à collaborer avec leur bourgeoisie? Qui a appelé les travailleurs dans les colonies et semi-colonies à collaborer avec l'impérialisme qui les exploite?

On ne peut pas comprendre les raisons de l'attaque stalinienne contre la Yougoslavie sans remettre en question toute la politique stalinienne depuis 25 ans, politique qui a causé au mouvement ouvrier international de si terribles défaites.

Staline, ce n'est pas le communisme, ce n'est pas le prolétariat

LA cause de Staline n'est pas celle du socialisme. La cause de Staline n'est pas celle de la Révolution russe.

C'est celle des profiteurs de la révolution, d'une caste rapace et despotique de bureaucrates, fonctionnaires parasites, qui profitent des grandioses réalisations d'antan des travailleurs russes.

Ce ne sont pas les travailleurs russes qui se dressent contre les travailleurs yougoslaves parce que ceux-ci désirent être traités sur un pied d'égalité. Ceux qui sont responsables, ce sont les milliers de bureaucrates qui vivent

comme des parasites sur la propriété nationalisée russe, réduisant la masse de la population à un niveau de vie misérable alors qu'ils ne se refusent aucun luxe.

C'est cette bureaucratie qui a trahi depuis deux décades la révolution internationale.

C'est elle qui a supprimé et assassiné les véritables communistes russes, toute la vieille garde léniniste. C'est elle qui a empoisonné le mouvement communiste avec des méthodes dont tout l'approuve s'est fait sentir dans la campagne contre Tito.

Pourquoi les trotskystes défendent la Yougoslavie contre Staline

NOUS, trotskystes, nous avons reconnu dès 1923, suivant en cela les derniers avertissements de Lénine, la terrible menace que cette bureaucratie criminelle représente pour l'U.R.S.S. et le communisme. Nous l'avons dénoncé sans répit. Staline nous a pour cela voué une haine mortelle. Il nous a calomniés et persécutés mille fois plus qu'il ne calomnie et persécute aujourd'hui les partisans de Tito. Nos avertissements se sont, hélas ! par trop vérifiés. Pour éviter de futures défaites, pour préparer et assurer la victoire sur le capitalisme et le libre développement de l'humanité vers le socialisme, les trotskystes ont constitué dans tous les pays des *Partis Communistes Internationalistes* et une nouvelle Internationale, la IV^e. En elle est incarné le programme communiste véritable, le programme de Lénine et de la Révolution d'Octobre.

Si nous considérons aujourd'hui comme notre devoir de défendre sans réserve la Yougoslavie de Tito, et le Parti Communiste Yougoslave contre les attaques calomnieuses et les manœuvres d'étouffement de la bureaucratie russe, ça n'est pas que nous considérons Tito comme « trotskyste ». Sur le plan économique et social, nous avons de nombreuses critiques à formuler contre la politique de Tito en Yougoslavie. Sur le plan politique, nous restons inébranlablement opposés aux méthodes policières que Tito a imitées de Staline. Sur le plan idéologique, les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave n'ont fait qu'un premier pas sur la voie d'un examen critique des fausses positions stalinienne, pour le retour aux principes du léninisme. Nous avons dit ouvertement et nous le répétons :

Si les dirigeants du P.C. Yougoslave ne se basent pas sur l'aide que le prolétariat international peut leur apporter; s'ils ne s'engagent pas sur la voie de la démocratie prolétarienne en Yougoslavie même; s'ils ne retournent

pas à la politique de révolution prolétarienne mondiale en rompant avec toutes les conceptions stalinienne, la Yougoslavie, prise entre le marteau stalinien et l'enclume impérialiste, finira par succomber à l'un de ses deux ennemis puissants.

Mais indépendamment de notre jugement sur le passé et le présent des dirigeants du P.C. yougoslave; indépendamment de toutes les critiques que nous devons leur adresser, il est de notre devoir de communistes de défendre les droits à la parole et à la critique de toute tendance du mouvement ouvrier contre toute tentative d'y porter atteinte.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, alors que la presse aux ordres de Staline accuse injurieusement les trotskystes « d'être au service de l'impérialisme américain », le Socialist Workers Party (parti trotskyste américain) combat sans relâche la répression du gouvernement Truman contre le P. C. américain.

Les chefs stalinien, eux, se sont solidarisés pendant la guerre avec la répression du gouvernement américain contre les trotskystes. Nous prouvons ainsi que nous prenons au sérieux, non seulement en paroles mais aussi en actes, la lutte pour la démocratie prolétarienne intégrale.

La défense de la Yougoslavie est aujourd'hui la tâche de tous les communistes qui veulent empêcher que la calomnie et le gangstérisme ne gagnent le mouvement ouvrier. C'est la tâche de tous les travailleurs qui comprennent que le mouvement ouvrier ne peut plus progresser si l'on ne rétablit pas pleinement les principes de la démocratie prolétarienne, le droit à la libre discussion et à la critique accordé sans réserves à tous les militants.

Ouvriers communistes,

NOUS ne vous demandons pas de nous croire sur parole. Faites vous-mêmes votre expérience.

Exigez qu'on vous communique tous les documents du P.C. Yougoslave défendant sa cause contre les attaques du Kominform!

Exigez qu'une libre discussion s'ouvre partout dans vos organisations au sujet de l'affaire yougoslave!

Soutenez toutes les tentatives prises par les organisations révolutionnaires en vue de l'éclaircissement de l'affaire yougoslave. Assistez aux réunions contradictoires que les révolutionnaires doivent organiser dans chaque pays autour de cette affaire. Demandez à vos représentants d'y apporter leur point de vue.

Exigez l'envoi de délégations ouvrières démocratiquement élues en Yougoslavie. Exigez que des délégations ouvrières yougoslaves puissent librement vous exposer leur point de vue.

Exigez qu'on abolisse immédiatement le blocus économique de la Yougoslavie tendant à pousser celle-ci délibérément dans le camp impérialiste.

Luttez pour le rétablissement d'une pleine liberté d'expression dans toutes vos organisations.

Septembre 1949.

CONTRE le capitalisme décadent, fauteur de guerre et de fascisme!

CONTRE la bureaucratie stalinienne qui a saisi le drapeau du communisme de crises innombrables.

POUR la défense de la Yougoslavie contre la campagne calomnieuse du Kremlin et du Kominform.

POUR la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme.

POUR le renversement de la dictature stalinienne et le rétablissement d'une démocratie prolétarienne véritable!

POUR la révolution communiste mondiale!

**LE SECRETARIAT
INTERNATIONAL
DE LA IV^e INTERNATIONALE.
LE PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE**

La 8^e session du Comité Exécutif de la IV^e Internationale (avril 1950)

Résolution sur la crise du stalinisme et les développements de la Révolution Yougoslave

I. — Environ deux ans après la rupture entre le parti communiste yougoslave et le Kominform, les signes d'aggravation de la crise du stalinisme se multiplient de par le monde, et les tendances générales du développement de cette crise se précisent plus clairement.

Une période nouvelle est ouverte dans le développement du mouvement ouvrier international. Une analyse correcte doit contribuer à intervenir dans le processus objectif pour cristalliser les nouvelles forces révolutionnaires qui surgissent de cette crise du stalinisme, sur une plate-forme politique permettant la reconstruction d'un puissant mouvement marxiste-révolutionnaire international.

II. — Pour la première fois depuis la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et de la III^e Internationale, il est possible, grâce aux nouvelles conditions objectives, d'élargir le front de l'avant-garde marxiste-révolutionnaire et de reconstruire sur une large échelle le mouvement révolutionnaire international.

La raison fondamentale qui rend actuellement possible une telle évolution, réside dans la combinaison historique de l'aggravation du déséquilibre et la crise du système capitaliste, et de l'aggravation de la crise du stalinisme, dans les conditions nouvelles créées par la dernière guerre.

Avant celle-ci, le capitalisme et le stalinisme avaient atteint un équilibre relatif dans lequel ils se renforçaient réciproquement l'un et l'autre. Les bouleversements que la guerre a provoqués à l'échelle internationale, la rupture de l'équilibre sur tous les plans, l'entrée en action ou la fermentation révolutionnaire d'énormes masses, tant en Europe qu'en Asie et dans les autres parties du monde, ont créé une situation d'un dynamisme tel que ni le capitalisme, ni la bureaucratie soviétique ne parviennent à la contrôler efficacement.

Au contraire, cette nouvelle situation se développe fondamentalement aussi bien contre le capitalisme que contre la bureaucratie soviétique. En effet, tous deux représentent des forces historiques réactionnaires incompatibles avec les impératifs historiques actuels qui peuvent se résumer ainsi : nécessité d'une organisation rationnelle et harmonieuse de la vie économique et sociale internationale qui respecte la libre disposition des masses de chaque nation et des rapports des nations entre elles.

III. — Contrairement aux théories

possibilistes développées sous l'influence des traits de dégradation sociale et de barbarie inhérents aux contradictions du régime capitaliste et à sa décomposition avancée, et de la soi-disant toute-puissance de la bureaucratie stalinienne, notre mouvement international base ses perspectives révolutionnaires et élitie son action sur la suprématie du processus objectif révolutionnaire de notre époque, et son dynamisme ; sur l'impossibilité pour la bureaucratie soviétique d'étendre et de consolider internationalement son contrôle du mouvement révolutionnaire ascendant nourri constamment par le processus objectif. Cette attitude est pleinement confirmée à l'heure présente par les diverses manifestations de la crise du stalinisme auxquelles nous assistons.

IV. — Dans les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique, aussi bien que dans les pays du glacis et les pays asiatiques, la crise ouverte ou potentielle du stalinisme est due en dernière analyse au fait que le contrôle direct et absolu que le Kremlin entend exercer pour servir exclusivement les intérêts de la bureaucratie soviétique, se heurte à l'ampleur, au dynamisme et l'expérience du mouvement des masses, qui n'a connu depuis la guerre aucune défaite décisive, aucun écrasement de portée internationale.

Ce conflit fondamental entre les intérêts réactionnaires de la bureaucratie soviétique (et les moyens bureaucratiques avec lesquels elle les défend en utilisant le mouvement ouvrier) d'une part, et le libre développement de celui-ci d'autre part, revêt des formes spécifiques suivant les trois catégories des pays mentionnés.

V. — Dans les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique, la crise du stalinisme se manifeste par la désaffection (depuis 1948 en particulier) des masses à l'égard des Partis communistes, ou par la perte de la confiance aveugle dans la direction stalinienne. La désaffection est illustrée principalement par les résultats de toutes les élections qui ont eu lieu depuis cette date, qui démontrent la stagnation, le recul et parfois même l'écrasement de certains Partis communistes. La perte de position et d'influence syndicales, et la baisse des effectifs et des tirages de la presse des P. C., ne sont pas moins significatives de leur affaiblissement général dans ces pays.

Cette désaffection qui porte avant tout sur la clientèle petite-bourgeoise des P. C., est due, d'une part, à un facteur objectif : l'amélioration rela-

tive de la situation économique consistive au Plan Marshall, et d'une manière générale au changement du rapport de forces en faveur de la bourgeoisie dans les pays en question ; et, d'autre part, à un facteur subjectif : la politique suivie par les P. C. depuis la liquidation de la guerre.

Cette politique s'est développée essentiellement en contradiction avec le développement de la situation objective. Elle fut opportuniste et droitiste entre 1943-1946, à un moment où la potentialité et même l'activité révolutionnaire des masses avaient atteint leur point culminant. Elle devint aventuriste dans ses méthodes et socialiste à partir de 1947 en présence d'un fléchissement net de l'activité révolutionnaire des masses, dû au changement relatif de conjoncture et à leur méfiance à l'égard de la direction stalinienne, ou raison de son cours précédent opportuniste et droitier, qui avait gâché les chances révolutionnaires exceptionnelles existantes à la fin de la guerre.

Dans les deux cas, la politique des directions des PC était subordonnée aux intérêts de la bureaucratie soviétique et à ses rapports avec l'impérialisme.

Mais, à l'encontre de ce qui se passa avant la guerre, où la passivité et même la prostration du mouvement ouvrier (consécutives aux défaites subies) favorisaient le maintien de l'emprise bureaucratique en son sein, actuellement le niveau élevé auquel se situent la potentialité et l'activité révolutionnaire du prolétariat et des masses coloniales, permet aux masses de faire une expérience critique du stalinisme et de mûrir à chacun de ses tournants opportunistes.

VI. — Dans les pays du Bloc, la désaffection des masses à l'égard du stalinisme est le résultat d'une expérience directe du stalinisme au pouvoir.

Cette expérience a commencé au lendemain de l'entrée de l'Armée rouge dans ces pays et de l'étranglement bureaucratique de la montée révolutionnaire qui eut lieu à ce moment. Elle se poursuivit ensuite à travers l'installation bureaucratique forcée au pouvoir de l'appareil stalinien et le contrôle de l'économie de ces pays, qui, tout en éliminant la bourgeoisie de ses positions politiques et économiques, aggravèrent les conditions de travail des masses en les privant de toute possibilité d'organisation et d'expression démocratiques.

Dans ces pays les masses réagissent contre le régime bureaucratique et policier qui tient tout à la bureaucratie soviétique, par une opposition passive. Celle-ci empêche de les mener directement dans le sillage de la politique gouvernementale et crée des difficultés supplémentaires à la solution des problèmes auxquels ont à faire face les « démocrates populaires ».

VII. — Mais les manifestations de beaucoup les plus importantes de la

crise du stalinisme dans ce pays, sont constituées par les procès et les épurations qui atteignent les milieux dirigeants même des PC.

Les procès montés à Tirana, Budapest, Sofia, ont décapité les PC de ces pays et les ont privés d'une série d'éléments dirigeants les plus liés à la base de ces Partis et au mouvement révolutionnaire que ceux-ci ont dirigé pendant la guerre.

D'autre part, une épuration s'appliquant a déjà profondément désorganisé les Partis communistes de toutes les « démocraties populaires », particulièrement ceux qui représentaient une force réelle : le PC bulgare, le PC tchécoslovaque, le PC polonais.

Dans le seul PC bulgare, plus de 40 dirigeants de premier plan de ce parti, parmi lesquels les dirigeants les plus populaires par leur action durant la guerre, ainsi que 12 membres du CC élus en 1948 au 5^e Congrès ont été exclus récemment.

La campagne d'épuration menée activement par les hommes à la solde du Kremlin se développe sur le thème de la lutte contre les déviations « nationalistes », lesquelles consistent à mettre en doute le rôle « progressif » de la bureaucratie, même à s'opposer au contrôle que celle-ci exerce sur ces pays, et à ne faire confiance qu'aux forces propres de chaque pays.

VIII. — En réalité il s'agit de la manifestation d'un nouvel aspect de la crise du stalinisme dans les pays où les circonstances ont permis l'ascension des PC au pouvoir, ouvrent des perspectives nouvelles quant à l'évolution et à l'avenir du stalinisme en général.

Cet aspect est confirmé aussi bien par la rupture du P. C. Y. avec le Kremlin, que par ce qui se passe actuellement dans les PC des autres « démocraties populaires » (particulièrement ceux qui possèdent une force propre). Il réside dans la tendance que manifestent les PC au pouvoir possédant une force réelle, à s'affranchir de la tutelle de Moscou et à agir d'une façon autonome.

Ce mouvement auquel les PC semblent se laisser entraîner s'explique par le conflit entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et les intérêts propres des masses dans chaque pays ; la politique d'exploitation du Kremlin, qui aggrave les difficultés rencontrées par les partis communistes dans la gestion de l'économie et la politique de ces pays, et entrave leur libre développement ; le fait que les partis communistes, directement responsables du gouvernement de ces pays, subissent la pression des masses et ne peuvent plus comme autrefois agir comme de simples agents de transmission des directives du Kremlin sous peine de se priver complètement de l'appui des masses.

Pour faire face à la menace que représente cette tendance à s'affranchir de son contrôle, le Kremlin détruit les Partis communistes en tant qu'orga-

nis, mais tant soit peu autonomes, et les remplacer par des appareils de fonctionnaires directement sous ses ordres. L'impossibilité dans laquelle se trouve le Kremlin d'adopter une tactique plus souple, de manœuvrer avec plus d'élasticité, en raison du monolithisme bureaucratique du système aggrave davantage la crise.

Tel est le sens des événements qui marquent la situation dans toutes les « démocraties populaires » et les Partis communistes respectifs.

En l'absence de conditions subjectives favorables analogues à celles de la Yougoslavie, la crise dans le glacis s'enlise dans un long processus convulsif, les procès succédant aux procès, les épurations aux épurations, sans qu'il soit possible de voir réunis dans un avenir immédiat tous les facteurs nécessaires à une résilience victorieuse au Kremlin et au détachement de la tutelle réactionnaire de celui-ci. Cependant, à travers cette crise, la prise de conscience du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme dans les masses du glacis et du monde en général, mûrit rapidement.

IX. — Dans les pays asiatiques en révolte, le stalinisme semble parcourir une phase ascendante, les masses coloniales confondant la victoire de Mao-Tse-Tung avec une victoire stalinienne.

En réalité le développement organique des révolutions coloniales qui sont en cours en Asie comporte un dynamisme qui va fondamentalement à l'encontre de la possibilité pour le stalinisme, c'est-à-dire la bureaucratie soviétique, de s'identifier avec ces mouvements, de les juguler et les utiliser exclusivement pour ses propres intérêts. Les récents incidents dans le PC japonais sont un indice de la crise latente dans les PC des pays asiatiques.

La crise du stalinisme en Asie est encore potentielle mais elle est inévitable. Elle réside dans le développement spécifique des Partis communistes de Chine, du Viet-Nam et d'autres pays asiatiques en révolte, qui sont entraînés par le dynamisme propre du mouvement révolutionnaire des masses qu'ils dirigent, loin des objectifs et du contrôle direct du Kremlin. Elle implique, pour notre mouvement, des considérations théoriques et pratiques qui se trouvent résumées dans la résolution relative au développement des révolutions coloniales en Asie.

X. — Toutes ces manifestations de la crise générale du stalinisme sont dominées dans l'immédiat par l'importance du développement de la révolution yougoslave. La rupture du PCY avec le Kominform fut non seulement que dans tous les PC, particulièrement d'Europe, elle a permis d'amorcer dans ces partis des courants critiques qui atteignent même leurs sommets.

Les répercussions de l'affaire yougoslave ont déjà profondément distillé le Parti communiste allemand, en particulier son organisation d'Allemagne

occidentale, ainsi que les milieux dirigeants du PC espagnol.

En Autriche, en Grèce, en France, en Italie, les résultats visibles de l'affaire yougoslave sont pour le moment moins spectaculaires, mais la fermentation qui existe et fraye le chemin à la construction d'oppositions et à l'amorce de courants critiques qui sont possibles pour la première fois depuis longtemps dans ces partis.

XI. — Mais ce qui présente le plus grand intérêt dans l'affaire yougoslave, c'est l'évolution progressive propre du PCY qui a résulté de la rupture, évolution qui contient potentiellement la plus grande chance du mouvement ouvrier international depuis la Révolution russe pour renaitre sur la plate-forme du marxisme révolutionnaire.

Confirmation: l'affirmation faite par notre Internationale dès l'éclatement de l'affaire yougoslave que la rupture d'un parti stalinien avec le Kremlin entraîne nécessairement une différenciation par rapport au stalinisme, laquelle dans certaines conditions peut s'avérer éminemment progressive, le PCY a suivi un cours qui dépasse, deux ans à peine après la rupture, les pronostics les plus optimistes.

Les progrès idéologiques réalisés par le PCY, et les réalisations correspondantes en Yougoslavie, prouvent la profondeur du mouvement révolutionnaire qui a porté ce parti au pouvoir, et les qualités remarquables de son équipe dirigeante. Ces progrès sont en outre d'autant plus appréciables qu'ils se réalisent dans une conjoncture internationale où s'exerce une énorme pression conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique sur la révolution yougoslave, tandis que l'aide du prolétariat international reste encore très faible.

XII. — Le trait général de l'évolution du PCY et de la Yougoslavie est une affirmation de plus en plus claire et puissante (dans le domaine des idées et de l'organisation politique et économique du pays) et de l'essence éminemment démocratique de la dictature du prolétariat, qui comporte une lutte persévérante contre la dégénérescence bureaucratique.

Dans la mesure où le PCY persévère dans cette voie et, en se débarrassant des derniers vestiges idéologiques staliens, retrouvera le lien organique entre la progression de la révolution yougoslave et la révolution mondiale, ce qui exige le regroupement des forces révolutionnaires sur l'échelle internationale, il deviendra le tremplin le plus puissant d'où partira l'assaut décisif contre le stalinisme en crise.

Une telle évolution favoriserait d'autre part l'organisation de la nouvelle opposition communiste qui monte dans les partis staliens et avec laquelle il est permis d'envisager actuellement la construction dans un avenir proche de formations marxistes-révolutionnaires pour toute une série de pays.

Résolutions sur le caractère de classe de l'état yougoslave soumises au vote du 8^e plénum du C.E.I. à titre indicatif

I Résolution sur le caractère de classe de la Yougoslavie présentée par le camarade Gabriel

I. - Le 8^e Plénum du C.E.I. considère que les progrès de la discussion dans l'Internationale sur le cas de la Yougoslavie ainsi que l'orientation donnée de plus en plus à la campagne que nos sections mènent en faveur de la défense de la Yougoslavie, permettent, et même obligent, de trancher sans plus attendre la question du caractère de classe de la Yougoslavie.

II. - Dès avant la rupture du PCY avec le Kominform, l'Internationale avait tendance à considérer le cas de la Yougoslavie comme n'étant pas absolument identique au reste du glacis, et à plusieurs reprises depuis 1943, elle avait souligné aussi bien le caractère révolutionnaire du mouvement de masse qui a porté le PCY au pouvoir, que l'ampleur de transformations économiques et sociales qui ont marqué la vie de ce pays entre 1944-48.

Après la rupture, une attention particulière fut accordée au cas de la Yougoslavie et, dans la résolution du 7^e Plénum sur le glacis, l'analyse donnée de ce pays devait logiquement conduire à la conclusion que la Yougoslavie avait cessé, dès avant la rupture, d'être un pays capitaliste. Cependant, l'Internationale, retenue par des considérations portant sur l'ensemble du glacis, a hésité à apprécier à leur juste valeur les caractéristiques spécifiques du cas de la Yougoslavie et à tirer à temps les conclusions qui s'imposaient.

III.- Le mouvement révolutionnaire de masse qui a surgi déjà pendant la guerre en Yougoslavie et fut dirigé par le PCY, a joué fondamentalement dans le sens d'une révolution prolétarienne qui a mis progressivement bas l'ancien appareil étatique de la bourgeoisie et a radicalement transformé les rapports de propriété capitalistes.

Le PCY fut porté au pouvoir par ce mouvement révolutionnaire des masses, avec lequel il est resté constamment lié.

Les fluctuations connues dans son développement par la Révolution yougoslave, et particulièrement l'intermède de l'accord et du gouvernement Tito-Chouhatchich, s'expliquent principalement par la pression exercée conjointement par l'impérialisme et la bureaucratie soviétique entre 1944-45 sur la direction du PCY, elle-même fortement marquée encore par son éducation stalinienne.

IV. - Le parachèvement de la révolution commencée déjà pendant la guerre en Yougoslavie, se place dans la période 1946-48, pendant laquelle furent accomplis aussi bien le remplacement de l'ancien appareil étatique par un appareil basé sur les Comités en tant qu'organes du pouvoir unique sur tout le territoire, que la transformation radicale des rapports de propriété.

La période 1946-1948, loin d'être celle d'une inertie et d'une prostration pratique des masses et des comités, est au contraire celle de l'accomplissement de la révolution, le PCY maintenant et renforçant ses liens avec les masses, précisément à travers les réalisations de la Révolution. Ce qui explique la rupture à gauche qui a eu lieu en 1948 avec le Kominform et le Kremlin, et la résistance victorieuse dont a fait preuve à cette occasion le PCY, soutenu sans réserve par les masses.

V. - La rupture a permis à la Révolution yougoslave victorieuse d'atteindre des niveaux supérieurs, caractérisés avant tout par la lutte de plus en plus consciente entreprise depuis lors contre le danger de la dégénérescence bureaucratique de la révolution, par l'élargissement de la démocratie socialiste.

La Yougoslavie, étant un Etat ouvrier, un Etat de dictature du prolétariat, dès avant la rupture, évolue sous la pression des conditions objectives et subjectives créées par la rupture, vers une amplification constante de la démocratie socialiste, de la participation active et effective des masses à la gestion de l'Etat et de l'économie.

Cette évolution estompe de plus en plus les déformations bureaucratiques de cet Etat tel qu'il fut instauré avant la rupture, quand la pression de la bureaucratie soviétique, s'exerçant à travers l'appareil du P.C.Y., lui-même marqué par son éducation stalinienne, limitait l'organisation et le développement démocratique des masses.

VI. - Cependant, cette évolution progressive qui se reflète aussi bien sur le plan idéologique que sur le plan des mesures économiques et sociales prises en Yougoslavie depuis la rupture, a des limitations objectives inhérentes au caractère isolé de la Révolution yougoslave, dans un petit pays, à majorité paysanne. Dans le cas où la dynamique du mouvement révolutionnaire international s'avérerait incapable dans les années à venir d'alléger et même de briser la pression énorme exercée actuellement conjointement par la bureaucratie soviétique et l'impérialisme sur la Yougoslavie prolétarienne, la dictature du prolétariat dans ce pays peut commencer à connaître un nouveau cours de régression bureaucratique, qui mettra rapidement en danger son caractère de classe même.

D'où le devoir de l'avant-garde révolutionnaire internationale de se situer non pas en dehors de la révolution yougoslave, mais de la considérer comme un moment de la réalisation de la Révolution mondiale, dont le sort est organiquement lié au développement de celle-ci.

V O T E

POUR, 5 voix (INDES, GRECE, HOLLANDE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE).

CONTRE, 4 voix (BELGIQUE, AUTRICHE, SUISSE, VIET-NAM).

ABSTENTIONS, 2 (FRANCE).

II Résolution sur le caractère de classe de l'état yougoslave présentée par le camarade Germain

1.- Les événements qui se sont produits en Yougoslavie depuis la rupture entre le Kremlin et le PCY exigent de l'Internationale une révision de son analyse de la nature de classe de l'Etat yougoslave. Cette révision ne doit nullement avoir une portée rétroactive et peut s'établir au contraire sur les faits nouveaux survenus dans ce pays depuis l'établissement du blocus des pays "kominformistes" et le procès de Rajk. Ces faits consistent fondamentalement en une mobilisation des masses laborieuses yougoslaves par le PCY pour la défense et le parachèvement des conquêtes d'une révolution prolétarienne. Ce parachèvement se vérifie avant tout dans les facteurs suivants :

- a) La structure étatique devient effectivement basée sur les Comités populaires. Le fonctionnement de ces comités s'oppose à leur inertie pratique entre 1945 et 1948. Les dirigeants du PCY réévaluent eux-mêmes depuis 1948 la signification et le rôle de ces comités, tant dans le domaine pratique que dans le plan théorique.
- b) Le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises industrielles commence à s'installer sous l'impulsion du PCY, et un grand degré de contrôle et même de gestion directe par les masses s'introduit au sein des coopératives agricoles.

2.- Réalisées dans des conditions d'une nouvelle montée révolutionnaire, plus profonde que celle de la guerre des partisans, à la fois par le nombre de travailleurs qui y participent que par le degré de conscience des masses participantes, ces mesures ont été accompagnées par une tendance à la démocratisation de toute la vie sociale, qui se manifeste notamment :

- a) Par le desserrement du contrôle bureaucratique sur la pensée politique des militants communistes et des travailleurs d'avant-garde en général, - par l'établissement d'un climat de liberté de discussion à l'intérieur du mouvement communiste, faisant évoluer le régime politique de la Yougoslavie en direction d'une démocratie prolétarienne véritable.
- b) Par d'importantes mesures économiques (décentralisation de l'industrie), politiques (participation réelle des masses aux organes du pouvoir) et idéologiques (discours et articles du PCY) prises contre le danger du bureaucratisme, danger reconnu, dans la tradition des idées de Lénine et de Trotsky sur ce sujet, comme un danger social inhérent à tout Etat ouvrier.
- c) Par d'importantes réformes sur le plan de l'enseignement, de la vie culturelle et artistique, etc, où se manifeste la volonté de rejeter toute camisole de force de type stalinien.

Par conséquent, la IV^e Internationale a le devoir de caractériser l'Etat yougoslave, en conformité avec tous ces faits, comme un Etat ouvrier (dictature du prolétariat) non dégénéré. Des déformations importantes subsistent, dues surtout au caractère arriéré du pays et à sa basse matérielle étroite, mais également au passé et aux survivances staliniennes dans la théorie et la pratique du PCY.

3.- Les conditions particulières dans lesquelles la révolution prolétarienne a triomphé en Yougoslavie découlent des conditions historiques particulières que ce pays a connues depuis 10 ans , à savoir :

- a) La destruction physique et sociale de la plus grande partie des anciennes classes possédantes au cours de la guerre de partisans et de la guerre civile 1941-44.
- b) La perte de toute possibilité d'action politique des résidus de ces classes possédantes , à partir de la fin de 1945.
- c) L'établissement de rapports de forces internationaux entre les classes et entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, qui rendirent impossible toute intervention suivie de la bourgeoisie internationale contre la révolution yougoslave.
- d) Le fait que le seul facteur qui arrêta cette révolution au seuil de sa victoire totale en 1944-45, fut l'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique.
- e) Le fait que pendant les années 1945-48 aucune bureaucratie ne se détacha du prolétariat et de la paysannerie pauvre yougoslave en tant que caste séparée et distincte, possédant d'importants privilèges sociaux et subordonnant la défense des conquêtes révolutionnaires à la défense de ses privilèges parasitaires.

Pour toutes ces raisons, le parachèvement de la révolution prolétarienne en Yougoslavie, c'est-à-dire la transformation du gouvernement ouvrier et paysan en dictature du prolétariat, dans des conditions de prostration complète des anciennes classes possédantes, a pris des formes particulières différentes de celles d'un parachèvement "classique" de la révolution prolétarienne en face d'un Etat bourgeois non dégénéré du point de vue de la bourgeoisie. Néanmoins, les événements qui se sont déroulés en Yougoslavie depuis 1948 comportent des bouleversements profonds sur tous les plans (Etat, économie, relations sociales, idéologie, mœurs, justice, culture, etc), beaucoup plus profonds en tout cas que tout ce qui avait été vu dans n'importe quel autre pays d'Europe depuis la Révolution d'Octobre, et justifient pleinement dans ce sens leur caractérisation comme une révolution prolétarienne parachéevée.

4.- Cette définition de la Yougoslavie actuelle se place complètement sur le plan de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat. L'Internationale a caractérisé à juste titre les appareils étatiques des autres pays du glacis, non issus d'une révolution prolétarienne, comme des appareils étatiques hybrides ne pouvant encore échapper à la définition d'Etat bourgeois dégénérés du point de vue de la bourgeoisie, tout en caractérisant la tendance de l'évolution de ces pays comme celle de leur assimilation structurelle à l'URSS. Ce caractère particulier des appareils étatiques des autres pays du glacis se manifeste en premier lieu dans la combinaison purement administrative et bureaucratique de l'ancienne structure étatique de ces pays avec la fiction de nouvelles formes étatiques. La Yougoslavie, dès le début, avait suivi une voie particulière, issue d'une destruction radicale de l'ancienne structure étatique à travers la guerre civile. On pourrait caractériser l'Etat yougoslave entre 1945 et 1948 comme une forme particulière d'une dualité de pouvoir, dans laquelle les anciennes formes de pouvoir reconstruites se vident progressivement de tout leur contenu, par suite de la disparition des anciennes classes possédantes, tandis que les nouvelles formes restent fictives faute d'une participation réelle des masses. C'est la transformation de ces formes nouvelles (comités) de fictives en réelles qui a entraîné une disparition de fait de toute fonction des résidus d'anciennes structures étatiques reconstruites en 1944-45 et qui constitue le saut dialectique transformant la Yougoslavie en une dictature du prolétariat. Cette transformation n'a été possible que par une nouvelle et puissante montée de l'activité des masses, confirmant de ce fait à nouveau la théorie marxiste-léniniste de l'Etat.

5.- La transformation révolutionnaire réalisée en Yougoslavie depuis la rupture avec le Kremlin, n'a été possible à un rythme aussi rapide et de façon aussi radicale que grâce au rôle dirigeant joué par le P.C.Y. dans ce processus. Rétrospectivement, il faut reconnaître que ce parti n'a plus été depuis 1941 un parti stalinien dans le sens propre du mot, subordonnant servilement les intérêts du prolétariat yougoslave à ceux du Kremlin. De par l'afflux des masses révolutionnaires dans ce parti, à travers la guerre de partisans, et de par l'évolution idéologique des dirigeants de ce parti, le PCY a constitué à partir de la guerre civile en Yougoslavie un parti qui s'est efforcé d'établir dans sa politique un compromis entre les intérêts de la révolution socialiste yougoslave et ceux de la bureaucratie soviétique. Cette évolution du PCY a introduit une différenciation dans son sein, une aile droitiste (Ycujoitch et Hebrang) tendant à représenter au sein du PCY la défense des intérêts du Kremlin, le reste de la direction tendant objectivement à représenter les intérêts du prolétariat yougoslave face au Kremlin. Avec la rupture en 1948, cette transformation était achevée sur le plan objectif. A partir de ce moment, le PCY ne représente plus un parti qui, comme les organisations réformistes et stalinienne, sert des intérêts sociaux autres que ceux du prolétariat (la bureaucratie syndicale des pays capitalistes, ou la bureaucratie soviétique), mais un parti qui s'efforce objectivement de représenter les intérêts du prolétariat de son pays. La transformation idéologique qui est encore en cours retarde, comme toute prise de conscience, sur le processus objectif qu'elle reflète, et peut encore passer à travers plusieurs stades intermédiaires.

6.- A la lumière de la position que la IV^e Internationale adopte aujourd'hui sur le problème de la nature de classe de l'Etat yougoslave, elle est obligée de soumettre à une autocritique serrée son analyse passée de la Yougoslavie. Cette autocritique doit porter notamment :

- a) Sur une sous-estimation de l'ampleur du mouvement révolutionnaire des masses et des bouleversements que celui-ci provoqua dans le pays dès 1943-45. Bien qu'à plusieurs reprises (article dans "Quatrième Internationale" fin 1943, thèses russes du III^e Congrès du PCI, 1946) ce facteur ait été mis en lumière par des textes officiels de l'Internationale, celle-ci n'en a pas tiré les conclusions nécessaires et a continué à considérer le glacis comme un bloc, sans introduire dans ses textes officiels la différence fondamentale entre la Yougoslavie et les autres pays, différence découlant de la nature fondamentalement différente de l'origine du pouvoir du PCY.
- b) Sur une incompréhension de la nature spécifique du PCY qui, tant par le rôle qu'il joua pendant la guerre civile que par sa composition, se différencie dès le début des autres partis communistes du glacis et de toute l'Europe.

de cette révolution et d'un recul du mouvement ouvrier international, est cependant limitée. Des conditions d'un recul pareil aboutiraient plutôt rapidement à l'écrasement de la Yougoslavie ouvrière entre Wall Street et le Kremlin.

V O T E

POUR, 1 voix (Belgique)

CONTRE, 7 voix (Indes, Grèce, Hollande, Grande-Bretagne, Italie, Suisse, Autriche).

ABSTENTIONS, 3 (France, 2. Viet-Nam).

Le S.I. et l'Europe orientale

Par W. Hunter

La résolution du S.I. intitulée "L'Evolution des Pays du Glacis" soumise au dernier Comité Exécutif International, ne donne aucune réponse satisfaisante à certains problèmes qui comptent parmi les principaux auxquels notre Internationale ait à faire face à l'heure actuelle. C'est le désir de s'en tenir à tout prix aux termes de la Résolution du Congrès Mondial, tout en admettant en partie les faits existants et qui sont en contradiction absolue avec des sections entières de cette résolution, qui semble avoir donné naissance aux formules mystiques dont est saturé le dernier document du S.I. Il était impossible lors du Congrès Mondial, et il est demeuré impossible depuis, de donner une analyse claire de l'évolution dans les Etats du Glacis, en prenant comme point de départ que ces Etats sont capitalistes. Les faits ont confirmé l'amendement soumis par le R.C.P. au Congrès Mondial affirmant que dans ces pays "le renversement fondamental des relations capitalistes de propriété a déjà été réalisé ou est en voie de l'être; que le contrôle du capitalisme sur le gouvernement et sur l'appareil d'Etat a été ou est en voie d'être aboli", et les faits ont de même confirmé l'amendement du Parti Bolchévik-Léniniste de l'Inde déclarant que "la bureaucratie soviétique se voit par conséquent contrainte dans ces pays du glacis, lentement mais sûrement, d'adapter les relations de propriété existant dans ces pays à celles existant en Union Soviétique".

La résolution du Congrès Mondial déclarait, au contraire, que la nature capitaliste de ces pays était "apparente". Le fait que le S.I. veut à tout prix s'accrocher à cette conception a pour résultat les contradictions inhérentes à la récente résolution du S.I., pour ne point parler du fait que cette résolution est amenée à traiter de moins en moins de rapports de classe et de définitions de classe et à s'occuper plutôt des aspects secondaires de ces Etats. L'on nous dit que "la définition la plus exacte que l'on puisse donner de la nature sociale de ces pays, est une définition par voie de description". Suit une liste de huit facteurs qui, dit la résolution, existent dans ces Etats. La description demeure toutefois... simplement une description. Ce qui manque dans cette méthode arithmétique, c'est précisément une définition marxiste de ces sociétés. Une description marxiste n'est point et ne peut être une énumération sans vie de différents aspects d'une société donnée; au contraire, elle doit chercher à situer ces aspects dans leurs rapports les uns avec les autres, en plaçant la société dans la catégorie qui lui est spécifique ou en en définissant les éléments essentiels, c'est-à-dire les rapports de classe. La méthode descriptive représente une tentative d'éviter une définition marxiste, d'éviter d'éclairer l'essence du phénomène. Lorsque Trotsky, dans la "Révolution Trahie" (p. 255 de l'édition Pioneer), décrit les forces contradictoires qui sont en oeuvre en Union Soviétique, il a déjà défini l'essence de la société russe. En conséquence de son analyse des rapports de classe, il a défini la Russie comme un Etat ouvrier, une société se trouvant à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme. Sa "description" est une description de forces dans le cadre des rapports de classe décisifs déjà analysés. Plus tard, dans "Défense du Marxisme", c'est préci-

sement cette méthode de "définition par description" qui devient l'objet de son dédain.

"Marx qui, contrairement à Darwin, était un dialecticien conscient, écrit Trotsky, découvrit une base pour la classification scientifique des sociétés humaines dans le développement de leurs forces productives et dans la structure des rapports de propriété qui constituent l'anatomie d'une société. A la vulgaire classification descriptive des sociétés et des Etats, qui jusqu'alors florissait encore dans les universités, le marxisme substitua une classification matérialiste dialectique. Ce n'est qu'en appliquant la méthode de Marx qu'il est possible de donner une définition juste de la conception de l'Etat ouvrier et de déterminer le moment de sa chute".

L'ouvrage "Défense du Marxisme" contient des enseignements très précieux sur la méthode d'analyse des sociétés. Citons un autre extrait de Trotsky : "Pour la sociologie marxiste, le point de départ de l'analyse consiste en la définition de classe d'un phénomène donné : d'un Etat, d'un Parti, d'une tendance philosophique, d'une école littéraire, etc., par exemple. Toutefois, dans la plupart des cas, une définition de classe pure et simple est inadéquate, car une classe comprend différentes couches, passe par des étapes de développement différentes, est soumise à des conditions différentes, subit l'influence des autres classes. Il s'avère donc nécessaire de relever des facteurs de deuxième et de troisième ordre, pour pouvoir compléter l'analyse. Ces facteurs sont analysés, soit complètement, soit partiellement, selon les buts spécifiques que l'on a en vue. Mais, pour un marxiste, il ne peut y avoir d'analyse sans une caractérisation de classe du phénomène examiné."-- Trotsky parle de relever les facteurs de deuxième et de troisième ordre pour compléter l'analyse. Nous nous attacherons à montrer dans les lignes qui suivent que ce sont précisément les facteurs de deuxième et de troisième ordre qui représentent l'essence de la position du S.I. D'autre part, le point de départ de Trotsky -la caractérisation de classe- c'est précisément ce dont nos camarades ne tiennent pas compte (ou qu'ils n'arrivent pas à saisir).

Lorsque le document caractérise les pays de l'Europe orientale comme capitalistes, le lecteur est invité à le croire sans preuve. Car, ni les faits ni la résolution ne prouvent que la bourgeoisie est la classe dominante dans ces pays, ce qui serait certes un critère décisif. Au contraire, la résolution elle-même exprime clairement le contraire. Elle développe la thèse que le stalinisme, dans le second stade de la politique qu'il poursuit dans les "pays du glaciais", est "obligé de s'engager dans la voie d'une "liquidation" graduelle et bureaucratique des forces capitalistes dans le glaciais". De fait, les auteurs du document ont amorti le choc en entourant de guillemets le mot "liquidation", semant ainsi des doutes sans l'esprit du lecteur sur la question de savoir si la bourgeoisie a oui ou non été éliminée. Toutefois, en poursuivant la lecture de la résolution, ces doutes se dissiperont. Car nous lisons que la description des sociétés des "pays du glaciais" "n'implique nullement la présence d'une bourgeoisie au pouvoir comme classe dominante dans ces pays".

Le document du Congrès Mondial partait évidemment d'un point de vue différent. Dans la liste des raisons démontrant que la nature capitaliste de ces pays est "apparente" on nous citait en premier lieu : "Nulle part la bourgeoisie n'a été détruite ou expropriée en tant que telle (à l'exception de certains groupes placés dans la catégorie des collaborateurs)". Comme le S.I. a maintenant abandonné ce point de sa liste descriptive, il a donc reconnu certains faits. Toutefois, en continuant de se raccrocher aux conclusions de la résolution du Congrès Mondial, le S.I. s'est vu obligé de dé-

...miner la nature de ces Etats, non par les rapports de classe mais par les rapports secondaires. Il est forcé d'utiliser une méthode mystique au lieu de la méthode dialectique.

DIFFERENCES QUALITATIVES?

L'essai de dialectique sur "L'évolution dans les pays du glacis" révèle la faiblesse d'une position qui ne tient pas compte des rapports de classe. Selon les idées développées dans ce document, les différences sociales entre l'Union soviétique et les "pays du glacis" revêtent un caractère quantitatif. Toutefois, du point de vue quantitatif, ces pays sont plus proches de l'Union soviétique que d'un pays capitaliste "normal", tant comme l'Union soviétique est, quantitativement, plus proche du capitalisme que du socialisme. Essayons d'éclaircir ces assertions.

La transformation qualitative d'Etat capitaliste en Etat ouvrier résulte de la transformation des rapports de classe, de la transformation des formes de propriété. Or, en quoi réside la différence qualitative existant entre l'Union soviétique et les pays de l'Europe orientale? Les rapports de classe sont-ils différents? Les rapports de propriété bourgeois sont-ils dominants? Le S.I. ne parvient pas à saisir clairement ces deux questions. Il les esquive. Mais, les faits lui donnent une réplique suffisamment claire en répondant par la négative.

L'examen de la résolution révèle que les différences dont il est fait état entre l'Union soviétique et les Etats satellites ne sont précisément que des différences quantitatives, alors que du point de vue qualitatif, il n'existe aucune différence.

Il suffit de poser la question : quelle nature ces Etats avaient-ils avant la guerre? Et l'on s'aperçoit que les transformations qui ont eu lieu sont qualitatives. Avant la guerre, ces nations étaient des Etats semi-féodaux ou des républiques bourgeoises où les capitaux étrangers jouaient, dans nombre d'entre eux, un rôle de premier plan. Aujourd'hui, la réforme de la propriété foncière a ébranlé les dirigeants féodaux, la bourgeoisie est privée du pouvoir politique et même éliminée de la vie politique, et, ce qui est plus important encore, sa possession de l'appareil industriel est complètement ébranlée. Selon le témoignage du S.I. lui-même, ces Etats n'ont-ils pas de toute évidence subi des transformations qualitatives. Le S.I. déclare que la bourgeoisie ne détient plus le pouvoir en tant que classe dominante, qu'à la place de la bourgeoisie nous trouvons les staliniens - une bureaucratie ouvrière - qui "possèdent leur propre appareil étatique, contrôlent l'économie et sont responsables de la politique générale de toute la nation". (Résolution du S.I. sur "La Yougoslavie et la crise du stalinisme" adoptée par le C.E.I. en octobre 1948). Au point de vue qualitatif, c'est-à-dire au point de vue des formes déterminantes de la propriété, du point de vue du rapport entre les classes et les moyens de production, comment pareille société diffère-t-elle de l'Union soviétique?

LA PLANIFICATION EN EUROPE ORIENTALE

Quelles sont les différences essentielles dénommées qualitatives par le S.I.? En les examinant attentivement nous constatons qu'il s'agit de différences conditionnelles mais non pas déterminantes.

Examinons tout d'abord la question de la planification. Le document

déclare : "... cette nouvelle orientation de la bureaucratie soviétique n'a pu éliminer de l'économie de ces pays les difficultés structurelles de la planification qui sont le résultat de la politique stalinienne dans la phase précédente : l'existence d'obligations envers l'Union soviétique pesant sur les économies de ces pays, l'étroitesse des limites nationales dans lesquelles ces pays avaient été confinés auparavant, le caractère capitaliste de l'agriculture, l'apathie et souvent l'hostilité passive du prolétariat devant les tentatives bureaucratiques de "planification", etc. C'est pourquoi la planification continue de présenter tout son caractère hybride et de plus difficile du point de vue structurel fondamentalement (souligné par nous) de la planification soviétique, qui est elle-même une déformation bureaucratique d'une planification socialiste réelle".

Dans l'analyse de la nature des sociétés, les différences fondamentales sont des différences de classe. Quelles sont donc les différences de classe à la base de la planification soviétique et de celle des pays du glacis? Jusqu'à présent nous connaissons deux types de "planification" : la "planification" d'un capitalisme dirigé, sur la base de la propriété privée, et la planification d'un Etat ouvrier, basée sur la propriété nationalisée. La planification de l'Europe orientale s'effectue-t-elle sur la base d'un contrôle et d'une limitation de la propriété privée, à la seule fin de préserver cette dernière? ou est-elle fondamentalement différente de la "planification" capitaliste, basée, comme en Russie, sur la possession par l'Etat de la majeure partie de l'appareil économique, sur la destruction de la bourgeoisie et de la classe de propriétaires fonciers et effectuée par une bureaucratie se basant sur la propriété collective? N'est-il pas évident que la différence fondamentale réside, non pas entre la planification de l'Union soviétique et celle de ses satellites, mais bien entre leurs types de planification et celui du capitalisme? L'existence d'obligations envers l'Union soviétique pesant sur les économies de ces pays, etc., sont des caractéristiques d'ordre secondaire. (Nous pouvons traiter ultérieurement le problème du "caractère capitaliste de l'agriculture"). En ce qui concerne les autres facteurs "fondamentaux", il suffit d'indiquer que la planification soviétique était elle-même confinée à d'étroites limites nationales, que la politique du "socialisme en un seul pays" accentuait ; que la planification soviétique telle qu'elle s'effectue aujourd'hui, rencontre "l'apathie et souvent l'hostilité passive du prolétariat". En vérité, les premières phases de la planification dans les pays de l'Europe orientale s'accompagnent, dans certains de ces pays, d'un degré d'enthousiasme du prolétariat qui est bien plus marqué qu'en URSS. N'apparaît-il pas avec évidence que ces différences fondamentales ne sont pas du tout fondamentales, mais peuvent uniquement être considérées comme des facteurs qui viennent déformer la réalité sous-jacente?

MARCHE INTERIEUR ET MARCHE MONDIAL

Selon la résolution du S.I., les facteurs qui déterminent les différences sociales ou qualitatives entre les pays du glacis et l'Union soviétique témoignent d'une situation où l'on peut constater "que la majeure partie de la production de ces pays du glacis est encore destinée au marché capitaliste (soit interne, soit externe)... Les conditions de la fusion du marché petit-bourgeois paysan avec l'industrie d'Etat et le marché capitaliste mondial, dont Lénine et Trotsky ont montré le danger pour l'URSS pendant la période de la NEP, représentent aujourd'hui les facteurs déterminants de la situation dans les pays du glacis".

Or, n'est-il pas évident que les facteurs déterminants pour caractériser ces pays doivent être recherchés non pas dans la sphère de l'échange, mais dans celle de la production? En Russie, sous la NEP, les processus dirigés et contrôlés par l'Etat étaient combinés aux processus incontrôlés et élémentaires du marché. Mais ceci ne signifie pas du tout que les relations de production sont capitalistes. Le point important est que l'Etat contrôle les opérations essentielles de l'économie et peut intervenir dans les opérations et les rapports sur le marché. Selon les informations que nous possédons, il apparaît que dans tous ces pays le commerce de gros est aux mains de l'Etat ou des coopératives. Une partie variable dans chacun de ces divers pays, ce commerce de détail demeure en mains privées, mais il est extrêmement douteux qu'une analyse statistique entreprise avec soin, puisse révéler que la proportion du capital privé dans le commerce atteigne 50 % comme ce fut le cas en Russie sous la NEP.

En ce qui concerne le commerce mondial, le fait d'échanges commerciaux avec les pays capitalistes n'a pas en soi pour effet de créer une différenciation sociale dans les rapports internes de ces pays, par comparaison avec les rapports prévalant dans l'Union soviétique. Le renversement du capitalisme dans un pays donné ne signifie pas la fin de la répartition mondiale du travail. Si la plus grande partie du monde est capitaliste, tout Etat ouvrier, sain ou dégénéré, doit forcément participer au marché mondial. Le degré d'une telle participation ne représente nullement une mesure de la différenciation sociale, bien que le danger d'une telle évolution puisse avoir son origine dans pareille participation. La résolution du S.I. considère, semble-t-il, qu'un "renversement des accords économiques et commerciaux avec l'Occident" serait une des mesures progressistes qui "modifieraient" son évaluation actuelle de la situation dans les pays du glacis. Sommes-nous en droit d'en conclure que les Bolcheviks avaient tort quand ils essayaient d'intensifier leurs rapports commerciaux avec le reste du monde? (+). Trotsky avait-il tort d'écrire : " Dans notre commerce extérieur, effectué par l'Etat, qui s'ajoute et peut être adapté au travail des industries étatiques et du marché interne, nous avons un puissant moyen d'accélérer notre développement économique" ("Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme", p. 92 ; édition anglaise). Le point essentiel dans cette question du commerce avec

--

(+) Il convient de rappeler, sous ce rapport, le conseil donné par Lénine aux communistes des républiques soviétiques du Caucase:

"Faites l'usage le plus ample, le plus intense et le plus rapide de l'économie capitaliste occidentale par la voie d'une politique de concessions et de relations commerciales.... Dans le domaine économique, basez-vous dès à présent sur des relations commerciales avec les pays capitalistes ; ne regardez pas à la dépense; fournissez-leur d'importants minerais valant des dizaines de millions".

(Aux Communistes de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de l'Arménie, du Daghestan et de la République de Gorsky, - Oeuvres choisies, Vol. XI, p. 203, édition anglaise).

capitalisme, c'est de maintenir le monopole du commerce extérieur, en déplaçant le commerce extérieur comme annexe à la planification étatique.

La résolution déclare que la fusion du marché petit-bourgeois paysan, de l'industrie étatique et du marché capitaliste mondial est le facteur déterminant de l'Europe orientale, à l'heure actuelle. Comment cette fusion s'opère-t-elle? Qu'entend-on par le facteur déterminant? Le marché paysan petit-bourgeois dicte-t-il la politique extérieure? Le danger pressenti par Lénine et Trotsky était évidemment celui d'un effondrement du monopole de l'Etat et de la création de relations directes entre les paysans et le capitalisme mondial ou l'abandon de l'industrialisation du fait de l'importation de produits manufacturés pour satisfaire la paysannerie qui recevrait des prix plus élevés pour son blé. En ce qui concerne les pays d'Europe Orientale, les stalinieniens maintiennent fermement le monopole du commerce extérieur et le facteur déterminant de ce commerce n'est pas le marché paysan, mais est représenté par les plans stalinieniens d'industrialisation.

NATIONALISATION DE LA TERRE - EST-CE UN CRITERE DECISIF?

Abordons maintenant la question de la nationalisation de la terre. L'absence de nationalisation de la terre est-il un facteur qualitatif? En discutant de la nationalisation de la terre, l'on doit tenir compte des relations précises prévalant dans l'industrie et dans l'Etat. Les rapports dans l'agriculture ne représentent pas en eux-mêmes un élément décisif dans la caractérisation de l'économie de ces pays. L'élément décisif c'est que les secteurs de base de l'économie sont aux mains de l'Etat. La bureaucratie stalinienne est forcée de développer industriellement ces pays, augmentant par là même le poids spécifique des secteurs étatiques.

L'importance de la nationalisation de la terre réside en ce qu'elle permet la lutte pour une agriculture collective et empêche le développement de nouvelles couches capitalistes - problème lié au développement de l'industrie et au niveau technique atteint par l'agriculture. Malgré leurs processus opportunistes précédents, les stalinieniens, ayant consolidé leur pouvoir, suppriment actuellement ces couches sociales et se préparent à collectiviser la terre de la façon la plus brutale. Comme la bureaucratie russe se base sur la propriété collective, elle est forcée de lutter contre tout danger qui pourrait la menacer de la part d'éléments koulaks, soit en Union soviétique soit en Europe orientale. La lutte peut avoir un caractère empirique, elle peut même donner lieu à des frictions au sein de l'appareil bureaucratique lui-même; cela n'empêche que la bureaucratie est forcée de collectiviser l'agriculture, avec ou sans nationalisation de la terre.

LA QUESTION DE L'ETAT

Le S.I. nous dit qu'il est nécessaire, en Europe orientale, de faire disparaître l' "appareil d'Etat hybride actuel, et de constituer un appareil d'Etat de type nouveau, qui serait évidemment à l'image de celui de l'URSS". Il existe donc, semble-t-il, une différence qualitative entre l'appareil d'Etat de ces pays et celui de l'Union Soviétique. Mais la résolution du Congrès Mondial déclarait très clairement que la bureaucratie était obligée de maintenir la fonction et la structure bourgeoise de l'Etat. Si la fonction bourgeoise a été maintenue, il est évident que ces

Etats diffèrent qualitativement de l'Etat soviétique. Mais, en fait, bien que la structure de l'Etat dans les pays du glacis apparaisse semblable à celle d'un Etat bourgeois, comme c'est également le cas pour l'Etat de la bureaucratie soviétique, la fonction de ces Etats est entièrement différente. La classe ouvrière aurait besoin, pour construire le socialisme, pour satisfaire ses besoins, d'un Etat avec lequel elle puisse entretenir des relations directes et vivantes, mais l'Etat de la bourgeoisie aussi bien que l'Etat dominé par la bureaucratie stalinienne sont identiques en ce qu'ils sont séparés des masses.

Dans les conditions spécifiques d'après-guerre régissant l'Europe orientale, une bourgeoisie extrêmement faible, dont l'appareil étatique fut ébranlé et affaibli de façon décisive par l'avance de l'Armée Rouge ainsi que par les actions des masses, n'avait d'autre alternative que de laisser les staliniens édifier leurs organes de répression; essence de l'Etat: corps d'hommes armés, sous contrôle stalinien. Toute résistance de la bourgeoisie se heurtait à la pression de Moscou ou la pression contrôlée des masses.

En vérité, il existait pendant une certaine période des conditions avec la bourgeoisie ou un reflet de la bourgeoisie. Toutefois, dans tous les cas, les staliniens s'assurèrent le contrôle des forces armées et de répression. Dans toute coalition normale avec la bourgeoisie, les représentants ouvriers en sont les otages. Dans la situation concrète de l'Europe orientale, la bourgeoisie devint l'otage, bien que dans la première période de la "libération" les staliniens les utilisèrent pour réprimer le mouvement ouvrier. La bourgeoisie espérait maintenir une certaine base politique et économique jusqu'au moment du retrait des troupes russes ou jusqu'à ce que l'équilibre des forces tant sur le plan national qu'international, lui fût plus favorable.

Dans la première période qui suivit la guerre, l'ombre de la bourgeoisie eût pu devenir plus substantielle et a effectivement gagné une certaine substance. Si le rapport de forces sur le plan international avait été différent, l'évolution aurait pu être entièrement différente. Toutefois, la bureaucratie stalinienne ne pouvant courir le risque d'un partage du pouvoir, et en raison de sa lutte contre l'impérialisme mondial, détruisait complètement la bourgeoisie en faisant appel à la pression des masses.

La forme générale et la structure de l'Etat en Europe orientale peuvent paraître identiques à celles de la société bourgeoise, comme c'est le cas, nous le répétons, pour l'Etat soviétique. Mais on aurait tort d'en conclure que leurs fonctions sont encore bourgeoises. Il est clair que si ces pays s'assimilaient à l'Union soviétique, la machine étatique n'exigerait que des changements de détail. En examinant la fonction et non la forme de ces Etats, il s'avère qu'il n'existe pas de différence qualitative entre les Etats de l'Europe orientale et ceux de la Russie. C'est aller absolument à l'encontre des faits que de déclarer que l'Etat a une fonction bourgeoise -- de défendre la propriété privée bourgeoise. L'Etat dans ces pays a assumé la fonction de liquider la bourgeoisie (non par la suppression politique ou en la limitant économiquement comme le ferait un Etat capitaliste bonapartiste, mais en la privant de sa base économique et en la détruisant dans tous les secteurs économiques décisifs). L'Etat, tout en veillant à la protection de la propriété étatique et en la développant en se servant de la pression des masses, étouffe l'initiative des travailleurs et prive ceux-ci de droits politiques. Ce sont là des fonctions appartenant non pas

à un Etat bourgeois, mais à un Etat ouvrier dégénéré et bureaucratique.

Nous pensons que cette analyse suffit pour établir que le S.I. intervertit quantité et qualité et qu'il ne démontre nulle part que les différences entre les pays du glacis et de l'Union soviétique sont autre chose que des différences quantitatives.

LE S.I. et L' "ASSIMILATION"

Nous en arrivons à ce qui paraît être l'essentiel de la position du S.I. lorsqu'il récapitule sa description des pays du glacis. Ces pays sont des pays capitalistes en "voie d'assimilation structurelle à l'URSS". Le S.I. devra modifier son évaluation de la nature sociale de ces pays lorsque les conditions de cette assimilation ont effectivement été remplies, c'est-à-dire : "suppression des frontières nationales entre les pays du glacis".

Si nous prenons la présence de frontières nationales comme clé de la nature des Etats, nous ne verrons jamais d'Etat ouvrier avant que le communisme ne soit devenu une réalité sur toute la terre et que les frontières, en même temps que les Etats "n'aient dépéri". Il convient d'exprimer ici --comme le fit Lénine à propos des sociaux-démocrates polonais-- que nos camarades "auppont que l'Etat démocratique du socialisme victorieux existera sans frontières (comme un "complexe de sensations"), sans matière".

Le degré d'assimilation des pays satellites à l'Union soviétique ne détermine pas leur nature sociale. Le S.I. renverse les problèmes lorsqu'il déclare que l'assimilation est le facteur décisif pour l'évolution de la situation.

La résolution du Congrès Mondial déclare : "La bureaucratie soviétique est incapable de par sa nature sociale d'intégrer les "pays du glacis" à l'économie soviétique sans la destruction complète du capitalisme dans ces pays". Ceci est exact. C'est seulement la destruction des rapports capitalistes qui peut permettre l'élimination des frontières et l'assimilation. Toutefois, il est faux de mesurer cette destruction par le degré auquel se manifestent des phénomènes qui en sont la conséquence.

Ces phénomènes peuvent être causés par des facteurs autres que celui de la destruction de la bourgeoisie.

Le caractère insoutenable de cette position se révèle lorsque l'on examine les conclusions qui en découlent. Si nous mesurons les transformations sociales dans ces pays par le degré d'assimilation, alors tout événement allant en sens contraire doit être considéré comme réactionnaire. Ceci ne signifie point que la sécession de la Yougoslavie, qui a raffermi les barrières nationales, doit être condamnée comme rétrograde et qu'il faille donc accorder tout son soutien à la revendication du Kominform relative à l' "unité organique". En appliquant le même raisonnement, la revendication pour une Ukraine soviétique indépendante --renforçant donc les frontières nationales-- devient rétrograde tout comme le devient d'ailleurs la revendication de Lénine demandant la liberté complète de sécession pour les nations sous un Etat ouvrier.

Il n'est pas certain que le Kremlin abolisse complètement les frontières nationales de ces Etats. Il se peut bien qu'une indépendance formelle

serve mieux ses intérêts au stade actuel, et peut-être même à l'avenir. Toutefois, le Kremlin maintient un contrôle rigide sur ces pays, tient sous sa domination les partis nationaux staliniens ainsi que l'appareil étatique. Si nous voulons analyser le problème de l'assimilation, il nous faut bien constater que ces mesures sont des témoignages de l'assimilation. Les mesures d'étatisation poussent elles-mêmes à une intégration des économies de ces pays. Dès à présent, toutes les nations de la région des pays du glacis sont liées à l'Union soviétique et entre elles par un réseau d'accords économiques et militaires. Si ce processus ne se terminera pas par l'intégration de ces pays à l'U.R.S.S. en tant que Républiques formelles de celle-ci, ce sera non pas parce que le capitalisme n'a pas été détruit, mais pour d'autres raisons.

Les méthodes dont use la bureaucratie soviétique pour dévier les économies des pays du glacis à son profit, pour orienter arbitrairement leur politique économique et leur stratégie militaire sont à rejeter. Toutefois, la directive du S.I. va en sens inverse. Le S.I. estime que l'assimilation, c'est-à-dire la suppression de l'indépendance formelle elle-même de ces pays, leur contrôle direct et absolu par la bureaucratie russe, est le processus qui transformera la nature sociale de ces Etats. Ceci amène immédiatement la conclusion qu'il faut appuyer ce processus.

Bien entendu, le S.I. n'accepte pas pareille conclusion. C'est pourquoi il soutient que les formes d'exploitation de ces pays par la bureaucratie russe ne constituent pas une assimilation, mais qu'elles y font obstacle au contraire. On pourrait admettre le bien-fondé d'une argumentation se basant sur le fait que "les formes spécifiques d'exploitation introduites par la bureaucratie" engendrent la haine nationaliste dirigée contre cette dernière, ce qui constitue un obstacle à l'assimilation. Toutefois, il semble que la position du S.I. soit différente ; que selon celle-ci, "les formes spécifiques d'exploitation" renforcent la nature capitaliste de ces Etats et empêchent ainsi l'assimilation, qui ne peut avoir lieu sans "la destruction complète du capitalisme".

Le rapport du Congrès Mondial déclare que "les formes spécifiques d'exploitation apparaissent, dans le cadre de ces pays, comme des formes d'exploitation capitaliste". Toutefois, la participation de la bureaucratie soviétique aux sociétés à capital mixte en Hongrie et en Roumanie, l'annexion par celle-ci des mines d'uranium de Tchécoslovaquie, ne sont pas plus une mesure d'exploitation capitaliste que l'annexion complète de la Bessarabie, des pays baltes et de la Pologne orientale. Elles sont une expression des méthodes bureaucratiques par lesquelles la bureaucratie tente d'élargir la sphère de ses intérêts propres et c'est en tant que tels que ces procédés doivent être réprochés.

Il ne nous sera possible de situer avec exactitude ces conflits qu'engendrent les formes spécifiques de domination de la bureaucratie soviétique, que si nous saisissons que le renversement social a déjà eu lieu dans ces pays. La bureaucratie tente d'amortir les difficultés dans lesquelles se trouve sa propre économie, par une participation directe à un nombre d'industries de certains de ces pays, par des traitements préférentiels, etc. En tant que force bonapartiste arbitraire, elle est obligée de chercher à accaparer 100 % du contrôle sur l'appareil étatique dans ces pays, afin de conserver intacte sa liberté de manœuvre. C'est la raison des condamnations infligées à certains individus qui, sous bien de rapports, agissent sous la

possession des forces sociales de leur pays ou bien encore possèdent une base propre, et c'est également la raison des tentatives faites pour placer les leviers de commande entre les mains d' "hommes de Moscou". C'est ce qui a entravé le cadre des conflits en Europe orientale. La déclaration selon laquelle le différend avec le Parti communiste de Yougoslavie est une lutte contre le nationalisme bourgeois, était rédigée par le Kominform. Si le S.I. veut tirer une conclusion claire de sa position qualifiant la Yougoslavie d'Etat capitaliste, il doit en toute logique accepter également la caractérisation de la lutte indiquée par le Kominform.

LA YOUGOSLAVIE

La contradiction la plus flagrante du rapport apparaît dans sa position à l'égard de la Yougoslavie. Bien que la Yougoslavie, tout comme les autres pays de l'Europe orientale, soit "qualitativement" différente de l'Union soviétique, bien que ce soit un Etat capitaliste, on nous encourage à soutenir Tito contre Staline! La raison avancée est que : "La défense de la Yougoslavie se situe dans le cadre de notre évaluation du mouvement ouvrier de ce pays, de l'origine de son Etat, des possibilités révolutionnaires manifestes présentées par le mouvement ouvrier, qui priment sur les considérations d'ordre purement économiques" (et de classe? W.H.).

La résolution du S.I. déclare que nos tâches en ce qui concerne ces Etats d'Europe orientale restent les mêmes que celles définies au Congrès Mondial. Mais la résolution du Congrès Mondial préconise le défaitisme révolutionnaire dans les pays du glacis en cas d'agression impérialiste. Ainsi donc, bien que nous défendions la Yougoslavie contre la bureaucratie russe, nous ne devons pas faire de même, semble-t-il, contre l'impérialisme!

Comme on le voit, la confusion devient de plus en plus profonde. Elle s'empire davantage lorsque nous examinons de près ces formules : "évaluation du mouvement ouvrier", "origines de son Etat". Qu'entend-on par les "origines de son Etat"? Il est dit aussi que cet Etat "a été créé par l'action des masses". Mais qui le domine actuellement? Le dernier Bulletin du C.E.I. (octobre) nous informe que les Etats d'Europe orientale sont dominés par les partis communistes et que la "direction du PC yougoslave (qui domine l'Etat. W.H.) représente jusqu'à présent une déformation bureaucratique d'un courant révolutionnaire anti-capitaliste (souligné par nous) plébéin". L'Etat donc est dominé par une déformation d'un courant anti-capitaliste. Examinons maintenant quels rapports de propriété sont défendus par cet Etat. Au dernier Congrès du PC yougoslave, Kidric déclara que "deux ans après la guerre, l'Etat yougoslave détenait 55 % des industries et contrôlait 27 % des industries restantes. A présent toute l'industrie fédérale et de la République est nationalisée, comme c'est également le cas pour 70 % de l'industrie locale, ainsi que pour les banques, tous les moyens de transport, tout le commerce extérieur, tout le commerce de gros et la plus grande partie du commerce de détail." Il indiqua qu'en comparaison, la situation en Union soviétique en 1926-27 était la suivante : 14 % de l'industrie, 32 % du commerce et 5 % du commerce de gros étaient en mains privées. Acceptant cette présentation des faits par Kidric, et acceptant la résolution du CEI sur la nature des forces qui contrôlent l'Etat yougoslave, quel éléments reste-t-il pour qualifier la Yougoslavie d'Etat capitaliste ?

La déclaration du S.I. selon laquelle notre attitude vis-à-vis de la Yougoslavie est dictée par une évaluation du mouvement ouvrier est exacte si l'on ajoute une considération : que ce mouvement ouvrier a pris le pouvoir et qu'il est en train d'éliminer le capitalisme.

DES CAMARADES A MI-CHEMIN

L'occasion se présente ici, semble-t-il, pour examiner la position des camarades qui, s'arrêtant à mi-chemin, déclarent que la Yougoslavie est un Etat ouvrier mais se refusent à faire cette déclaration ou ce qui concerne les autres pays d'Europe orientale. Ces camarades ne peuvent rester longtemps sur cette position. Du fait qu'il n'existe pas de différences fondamentales entre l'économie de la Yougoslavie et les économies des autres Etats du glacis, la logique des choses doit forcément pousser ces camarades à accepter le fait que dans toute l'Europe orientale un renversement social s'est produit.

En Yougoslavie, la terre n'a pas non plus été nationalisée; les capitalistes nationaux et étrangers furent indemnisés. La Constitution est basée sur celle de l'Union soviétique, mais c'est le cas également des Constitutions des autres Etats. Il est à peine besoin de déclarer que l'assimilation structurelle -avec l'Union soviétique- y est moins avancée que dans les autres pays du glacis.

Il semblerait que le seul argument que ces camarades puissent avancer en faveur de leur position est celui relevant l'étendue et la profondeur du mouvement de masse sur lequel le nouvel Etat yougoslave est basé. C'est là un point important dans l'appréciation du conflit Staline-Tito. Toute la signification du conflit qui oppose la Yougoslavie au Kominform découle du fait que pour la première fois, au sein même du stalinisme, la bureaucratie du Kremlin se vit opposée par des éléments possédant une base propre ayant sa racine dans un appareil étatique séparé et dans les masses. Toutefois, ceci a introduit pas une différenciation sociale décisive entre la Yougoslavie et les autres Etats d'Europe orientale. Le renversement du régime n'a peut-être pas été effectué de façon classique; néanmoins, les événements ont forcé le stalinisme à opérer ce renversement dont les conditions furent dictées par les circonstances spécifiques de la situation. Au début de la guerre, Trotsky a pu parler d'une guerre civile en Finlande, bien que la lutte ne fût pas menée sous la direction d'un parti révolutionnaire se basant sur le soutien des masses. Dans "Défense du Marxisme", Trotsky écrit (p.98 de l'édition anglaise) :

"Bien entendu, il s'agit ici d'une guerre civile de type spécial. Elle ne surgit pas spontanément des couches profondes des masses populaires. Elle n'est pas menée sous la direction d'un Parti révolutionnaire basé sur le soutien des masses. Elle est introduite de l'extérieur à l'aide de baïonnettes. Elle est contrôlée par la bureaucratie de Moscou. Nous avons examiné tous ces problèmes en discutant le cas de la Pologne. Néanmoins, il s'agit précisément d'une guerre civile, d'un appel aux déshérités, aux pauvres; d'un appel conviant ceux-ci à exproprier les riches, à les chasser, à procéder à leur arrestation, etc. Je ne pourrais trouver de nom pour caractériser ces actions si ce n'est celui de guerre civile".

Les baïonnettes de l'Armée Rouge, même si elles demeurèrent parfois seulement à l'arrière-plan, le contrôle effectué par la bureaucratie de Moscou, les appels aux déshérités, ce furent les instruments utilisés dans les pays du glacis pour effectuer un renversement de régime similaire à celui de la Yougoslavie. Nous attendons avec intérêt les arguments que ces camarades avancent pour réfuter notre exposé et pour justifier leur position selon laquelle il existerait une différence qualitative entre la Yougoslavie et les autres pays satellites.

UNE RECTIFICATION NECESSAIRE

Les faits sont des phénomènes persistants et, tôt ou tard, on est forcé de les reconnaître. Les amendements du R.C.P. présentés au Congrès Mondial gagnent en justesse et se trouvent renforcés, parce qu'ils ont les faits de leur côté. A cet égard, le memorandum soumis par le camarade E.R. Frank au dernier C.E.I. doit être bien accueilli par le R.C.P.

Le brouillard dans lequel la question de l'Europe orientale a été plongée par la résolution du S.I. montre ce qui arrive lorsque l'on abandonne les faits et lorsqu'on essaye d'analyser la nature d'une société sans tenir compte des rapports de classe.

Il serait tout à fait faux de s'imaginer qu'une reconnaissance du renversement social dans les zones du glacis signifie que nous devions abandonner les fondements de notre analyse extérieure du stalinisme. Trotsky exprime, à propos de la Pologne en 1939, que "l'oligarchie du Kremlin est obligée, au cours de sa lutte pour sa propre survie, effectuée dans des conditions spécifiques, de procéder à ce renversement de régime".

Cette même lutte d'auto-conservation fut le facteur déterminant de la politique d'après-guerre du Kremlin. Notre analyse du stalinisme découle d'une analyse des origines et du développement de l'Union soviétique, de la nature du régime soviétique et de ses rapports avec l'évolution révolutionnaire mondiale. Le fait que le stalinisme prend des mesures révolutionnaires dans certaines circonstances spécifiques ne supprime pas son passé, ses origines et ses aspects conservateurs et contre-révolutionnaires, sa base bureaucratique et l'effet néfaste de ses méthodes sur le mouvement ouvrier mondial. D'autre part, les mesures progressives que le stalinisme est obligé de prendre par suite de la vitalité de la forme de propriété sur laquelle il repose, ne doivent pas nous aveugler. La IV^e Internationale ne peut se justifier en ignorant les faits ou en tentant de les comprimer dans des cadres théoriques préconçus. Cette voie-là ne peut mener qu'aux brumes mystiques.

Proclamer que dans toutes les circonstances particulières la bureaucratie stalinienne doit forcément pactiser avec la bourgeoisie, c'est n'avoir rien compris aux événements d'Europe orientale. La situation du monde d'après-guerre et la prédominance de la bureaucratie soviétique dans certaines régions ont fait que sa lutte d'auto-conservation a pris la forme d'un renversement social. Toutefois, ceci ne signifie pas que la bureaucratie ait levé la bannière de la révolution mondiale. Sa lutte demeure sur la défensive, avec pour objectif d'obtenir le meilleur compromis possible avec l'impérialisme mondial. Toutefois, la bureaucratie stalinienne est prête, à ce stade, à pousser à la mobilisation des masses là où elle peut garder le contrôle du mouvement et

où les impérialistes sont trop paralysés pour pouvoir intervenir. Demain, la bureaucratie stalinienne sera tout aussi prête à aider les impérialistes pour supprimer les mouvements de masse, pour maintenir un pacte avec l'impérialisme. Cette mobilisation engendre elle-même un surcroît de difficultés pour la bureaucratie, comme l'ont montré les événements de Yougoslavie et comme la Chine le prouvera certainement à l'avenir. Ces conflits au sein du stalinisme rehaussent le caractère conservateur de la bureaucratie, qui craint le développement de tendances "titistes" là où des staliniens locaux prennent le pouvoir par suite d'un mouvement de masse. Ceci ne peut qu'affaiblir la certitude que la bureaucratie a incontestablement acquise au cours et après la guerre, de pouvoir manoeuvrer à sa guise le mouvement ouvrier.

Les problèmes qui nous confrontent, suite à l'évolution des pays du glacis, sont complexes. Notre mouvement les résoudra. Toutefois, retenons une vérité évidente : aussi longtemps que la majorité de la IV^e Internationale n'aura pas établi une position claire et précise sur cette évolution, c'est-à-dire une position qui ne fasse pas fi des réalités, nous nous démènerons dans un cauchemar qui viendra s'appesantir sur tous les aspects de notre activité.

W. Hunter

Mai 1949

+++++ } +++++

Le conflit Tito-Staline

(Déclaration du Comité Central du SOCIALIST WORKERS PARTY)

I.- LA CRISE EN EUROPE ORIENTALE

L'attaque du Kremlin contre la Yougoslavie illumine la crise en Europe orientale. Source temporaire de force, l'expansion de la puissance stalinienne dans cette région engendre les contradictions les plus vives qui peuvent finalement se montrer fatales pour tout le système. La bureaucratie russe n'a pas mieux réussi à stabiliser l'Europe orientale et à résoudre ses multiples problèmes nationaux et économiques, que les impérialistes qui exploitaient et subjuguèrent ces pays avant la guerre.

Il n'y a pas d'autre solution pour l'Europe orientale qu'une unité économique et qu'une fédération politique dans un système socialiste. L'élimination du joug impérialiste dans cette zone au cours de la période qui suivit la dernière guerre mondiale, aurait pu être le premier pas dans cette direction. Mais cette solution, entravée dans le passé par l'impérialisme, est maintenant empêchée par un nouveau maître: la bureaucratie russe. Son conflit actuel avec la Yougoslavie prouve que tout comme le capitalisme, mais pour des raisons différentes, elle est incapable d'unifier ces nations. Le Kremlin a employé sa force politique et militaire pour écraser les courants ouvriers indépendants qui tendaient vers une unification socialiste. Le Kremlin cherchait à transformer l'Europe orientale en un avant-poste militaire, en un pion dans ses manœuvres diplomatiques vis-à-vis de l'impérialisme occidental et en une source de pillage et de tribut économique.

Sous l'hégémonie stalinienne, la crise chronique des Balkans a persisté, bien que son caractère se soit modifié. Les économies peinent sous une lourde hypothèque russe qui arrête et déforme leurs tendances progressives. La nationalisation de l'industrie n'a fait qu'aggraver le conflit entre le développement des forces productives et les frontières nationales surannées.

Le conflit irrésistible dans les Balkans acquiert à présent un double caractère. Les éléments capitalistes, sous le couvert de l'Eglise catholique, exercent une pression constante, tant économique que politique pour s'évader de l'orbite russe, retourner à la domination capitaliste et aux relations d'avant guerre avec le capitalisme occidental. Les éléments socialistes, tendant à achever leurs révolutions avortées, sont plongés dans un conflit contre les maîtres russes qui ferment la route du progrès. Au fond du mouvement contre le Kremlin se trouve la résistance à la politique nationaliste du stalinisme qui cherche à exploiter et à piller

ces pays qu'il domine au profit de la bureaucratie russe. Les éléments socialistes constituent le plus grand danger immédiat pour la bureaucratie russe. Bien que l'on puisse concevoir que le stalinisme puisse survivre comme il le fit avant la guerre sans contrôler l'Europe orientale, l'existence d'Etats socialistes indépendants unis dans une fédération balkanique -- et le Kremlin bloqué toutes les mesures à cette fin-- constituerait une menace mortelle pour son influence à l'échelle mondiale et minerait sa domination totale en Union soviétique.

C'est en cela que réside l'explication de la rage du Kremlin contre la Yougoslavie et de ses attaques meurtrières contre le régime de Tito. Après une année de pression politique ininterrompue et de sanctions économiques, il est devenu évident même au Kremlin, que ces moyens ne convenaient pas pour briser la résistance de la Yougoslavie. Loin de miner le régime de Tito ou de le forcer à capituler, le Kremlin n'a réussi ni à créer une faille sérieuse dans sa direction, ni à affaiblir son appui dans les masses.

Plus encore, la Yougoslavie est devenue le pôle d'attraction pour l'opposition à la domination totalitaire russe en Europe orientale. Le "titisme" ou la résistance à la domination du Kremlin a commencé à gagner des adhérents dans chaque pays du glacis stalinien et a entraîné des épurations de dirigeants staliniens, parmi lesquels Gomulka en Pologne, Kostov en Bulgarie, Rajk en Hongrie, Xoxi en Albanie, etc. Bien que jusqu'à présent les épurations staliniennes aient réussi à décapiter cette opposition, la survivance même de la Yougoslavie hors de l'orbite impérialiste et sa résistance à la domination de Staline constitue une source constante de nouvelles résistances au régime du Kremlin.

Le Kremlin ne peut différer longtemps un règlement décisif. Tout comme les procès de Moscou dans les années d'avant guerre, la machination actuelle de Budapest contre Rajk et autres "titistes", est destinée à tracer une ligne de sang entre Staline et la nouvelle opposition. Elle doit justifier l'assassinat, la guerre de guérillas et une agression militaire franche par des détachements du Guépéou de l'armée soviétique contre le régime de Tito. Le règne de la terreur est également destiné à intimider et à écraser tout appui pour Tito dans les pays satellites, et à les préparer à servir de bases pour une offensive contre la Yougoslavie.

II.- L'EVOLUTION DE LA RUPTURE

Stalinienne par son origine et son idéologie, la direction Tito a cependant été obligée par la logique de la lutte à mettre en question quelques unes des prémisses fondamentales sur lesquelles repose le stalinisme. Ceci en soi était anathème pour Staline et lui aurait suffi à signer l'arrêt de mort de Tito. Mais, indépendamment des conséquences, la direction yougoslave n'avait d'autre issue que d'engager une lutte idéologique. Elle n'avait pas d'autre moyen que de mener la lutte publiquement pour justifier sa politique devant les masses yougoslaves, afin de conserver et de consolider son soutien populaire et d'influencer l'opinion publique mondiale. Ainsi se trouvait confirmé d'une façon dramatique le pronostic trotskyste à savoir : que la pression des forces de classe produirait une crise dans les rangs de la bureaucratie elle-même, ce qui obligerait une partie ou les deux à faire appel aux masses pour résoudre le conflit, et accélérerait ainsi le processus de désintégration de la bureaucratie dans son ensemble.

Au début du conflit avec le Kominform, la direction Tito s'efforça par tous les moyens de maintenir la lutte dans les limites bureaucratiques,

La critique, d'un caractère purement défensif, était uniquement dirigée contre le Kominform. Elle était dictée à la fois par le respect de la fonction bonapartiste de Staline dans la sphère d'influence russe et par l'espoir qu'en cette qualité il agirait en médiateur dans la querelle. Staline était dépeint comme étant au-dessus de la mêlée si ce n'est au côté de la Yougoslavie. On le citait comme paroles d'Évangile contre le Kominform.

Mais il fut bientôt évident que le Bonaparte russe, loin d'être au-dessus de la mêlée, dirigeait effectivement l'attaque contre la Yougoslavie. Un compromis sur toute autre base qu'une capitulation complète suivie par une épuration sanglante de la direction Tito et du PCY et par la domination du Guépéou sur le pays, était exclu. Les demandes de Tito pour une discussion furent répondues par le blocus économique, ses demandes de négociation par des intrigues, des complots et des appels à l'assassinat. La direction Tito ne pouvait plus longtemps dissimuler l'origine des attaques contre la Yougoslavie. Il est impossible de surestimer l'importance de ce développement. Pour la première fois depuis plus de 25 ans que Staline a usurpé le pouvoir, un parti communiste officiel a tourné ses feux contre le Kremlin.

Pas à pas, les exigences de la lutte, les questions soulevées par la direction Tito sont devenues d'un caractère plus fondamental et ses critiques plus approfondies. Enumérons-en les plus importantes :

Dénonciation des extortions du Kremlin.

1.- Une dénonciation terrible des méthodes économiques du Kremlin en Europe orientale a été faite. Des faits irréfutables ont été publiés sur les pratiques discriminatoires de commerce par la bureaucratie russe : achat de matières premières au dessous du coût de la production, ou au mieux à des prix inférieurs aux prix mondiaux; absence de fourniture ou retard de livraison des marchandises soviétiques; refus d'investir du capital dans les sociétés mixtes, tout en leur soutirant plus que la part de l'URSS. Ces méthodes ont été correctement stigmatisées comme des méthodes pratiquées par des pays capitalistes envers des pays plus faibles ou des pays semi-coloniaux. Ces accusations constituent une condamnation implicite de la bureaucratie russe qui place ses propres intérêts et privilèges de caste par dessus les intérêts des masses de l'Europe orientale et du monde.

Régime entre partis.

2.- Une condamnation de la subordination aveugle et sans réserve des partis communistes dans le monde aux ordres du Kremlin. Ainsi se trouve mis en question le système qui a rendu possible les zigzags fantastiques de la politique stalinienne et les épurations constantes des directions de parti sans consultation ni approbation de la base des partis.

Condamnant le système basé sur le fait "de recevoir et d'obéir aux ordres", Mosa Pijade, théoricien du PCY déclare, dans un discours lors du 30^e anniversaire du parti, que ce système provient "d'hommes qui là-bas s'imaginent qu'ils ont été appelés à diriger et à réglementer les activités et les développements de tous les autres partis communistes (qui) doivent accepter ces ordres sans discussion ni hésitation ... Dans cette revision de l'internationalisme qui nous est prêchée au moyen d'une pression exorbitante et d'actions inamicales, se trouve cachée une doctrine selon laquelle aucun autre parti communiste ne peut imaginer avoir des droits égaux au Parti bolchevik; aucun autre Etat socialiste ne peut imaginer avoir des droits égaux à l'Union soviétique; aucune autre direction communiste quelque part dans le monde ne peut s'élever plus haut qu'il ne lui est permis de le faire. Ce n'est plus

de la direction par droit de primogéniture, cela a été transformé en un droit naturel ou en une loi de la nature".

Ici aussi, pour la première fois depuis l'exclusion des trotskystes, le parti communiste officiel a soulevé la question de la démocratie dans le mouvement ouvrier international. "Nous croyons en la discussion ouverte, dit Pijačević. Nous nous présentons franchement et ouvertement devant nos masses travailleuses et les ouvriers du monde entier avec nos critiques et nos accusations justifiées. Nous sommes conscients de remplir ainsi notre devoir envers le mouvement ouvrier international dont nous sommes une partie intégrante et sans laquelle ni nous ni nos "critiques" ne sont rien".

On notera que la critique est ici dirigée entièrement au manque de démocratie entre partis et non à son absence au sein des partis. La question du régime intérieur est la plus explosive de toutes dans le monde stalinien. Un examen de ce problème impliquerait une dénonciation des méthodes de la bureaucratie, non seulement en Union soviétique et dans les pays du Kominform, mais aussi en Yougoslavie.

Subordination de la révolution mondiale.

3.- Les titistes ont dénoncé le stalinisme pour avoir subordonné les intérêts de la révolution mondiale aux intérêts nationaux égoïstes de l'Etat soviétique. Ce sont les termes de Djilas, secrétaire du B.P. du PCY, qui, on le notera, continue à identifier la bureaucratie russe avec l'Union soviétique.

Ils ont été repris sous une forme différente par Tito un peu plus tard dans une déclaration à une délégation de mineurs: "Ils (les staliniens) se trompent en avançant l'idée du rôle révolutionnaire exclusif de l'Armée rouge, ce qui en fait signifie la démobilisation des forces révolutionnaires latentes dans chaque peuple et dans chaque classe ouvrière". Il est clair que tous les points ne sont pas mis sur les i dans l'examen de cette question qui est limitée à la guerre et à ses suites. Mais il en est dit suffisamment pour créer parmi les militants révolutionnaires un profond intérêt à une discussion fondamentale et à une réévaluation des trahisons staliniennes dans le monde pendant le dernier quart de siècle.

4.- Finalement, il faut observer que les Yougoslaves ont été obligés de dénoncer les campagnes de calomnies des staliniens, leur suppression de la critique, leurs amalgames et leurs machinations. Verant d'un gouvernement qui hier encore était salué comme le plus éminent dans les "démocraties populaires", cette dénonciation est un coup formidable au prestige et à la puissance du stalinisme sur l'échelle mondiale.

Des erreurs fondamentales subsistent.

Il n'est pas dans nos intentions d'exagérer la signification de ces critiques ou de créer l'illusion que le groupe Tito est devenu ^{constitué} des marxistes révolutionnaires, de trotskystes. Jusqu'à présent ils n'ont effectué que des démarches partielles dans la dénonciation et l'analyse du stalinisme, procédant d'une façon morcelée, empirique et sur la base de leurs propres expériences récentes. Ils ne comprennent pas encore ou bien ils dissimulent le fait que le stalinisme a ses racines matérielles dans la caste bureaucratique privilégiée de l'URSS, caste qui joue un rôle contre-révolutionnaire en URSS et sur l'arène mondiale. Ils ne comprennent pas ou bien ils dissimulent la vérité que la base idéologique de la révision stalinienne du marxisme et de ses politiques contre-révolutionnaires dans le monde, c'est la théorie du "socialisme dans un seul pays". En fait les dirigeants yougoslaves continuent encore à reformer les conceptions de Lénine et à s'opposer à Trotsky, continuent à

adhérer à cette même théorie. Ce à quoi ils objectent c'est à la conséquence de cette théorie, c'est-à-dire que le "socialisme dans un seul pays" ne s'applique pas à des autres pays que l'Union soviétique, pas même à la Yougoslavie.

De même sur la question de la démocratie du parti, les Yougoslaves continuent à se maintenir sur la conception stalinienne du parti "monolithique" où l'unité de la pensée est l'objet de la discipline du parti et où toutes les fractions sont interdites. Des informations disponibles, il apparaît également que ces conceptions staliniennes régissent aussi la vie intérieure du PCY ainsi que les organes du gouvernement. Tito pose "...la règle que presque tout fractionnaliste n'est pas loin d'être un provocateur ou un ennemi similaire de la classe ouvrière".

Mais seule la pensée la plus mécanique pourrait concevoir cette adhésion à un corps de doctrine et de pratique staliniennes comme une condition fixe et invariable. Ce qui est décisif pour les marxistes, ce ne sont pas les défauts, les fautes et les conceptions révisionnistes mais les forces sociales qui propulsent le développement de la critique idéologique du Kremlin par une direction stalinienne.

III.- LES ORIGINES RÉVOLUTIONNAIRES DU CONFLIT.

Il faut chercher la raison sous-jacente au développement à gauche du mouvement contre le Kremlin en Yougoslavie dans les origines révolutionnaires du régime actuel. Ceci seul explique l'hostilité mortelle de cette force essentiellement réactionnaire et contre-révolutionnaire qu'est le stalinisme, envers la Yougoslavie.

La Yougoslavie est un des rares pays d'Europe où l'opposition à l'occupation nazi prit la forme d'un véritable mouvement de résistance des masses englobant la majorité de la population. La guerre contre l'Allemagne et l'Italie fut rapidement transformée en une guerre civile, car la plupart des anciens capitalistes et propriétaires fonciers étaient devenus des collaborateurs et des Quislings des forces occupantes. Le mouvement des partisans devint un centre de ralliement pour tous les opprimés, pour les nombreuses minorités nationales qui avaient été persécutées par la bourgeoisie serbe dirigeante, pour les paysans sans terre et pour les travailleurs agricoles, pour les ouvriers dont les organisations et les syndicats avaient été soumis à une répression meurtrière par les régimes monarchiques d'un type fasciste.

La lutte armée prit des proportions considérables. Tout le pays fut un champ de bataille entre les forces des partisans et les armées fascistes étrangères. A la différence du reste de l'Europe, les partisans formèrent une armée bien organisée groupant environ 300.000 hommes. Malgré huit grandes offensives, une force militaire nazi n'a jamais été capable de pacifier le pays ou de battre les partisans. Sous les exigences de la lutte, la direction Tito fut amenée à adopter des formes prolétariennes et révolutionnaires d'organisation et de stratégie militaire. De ce développement surgirent les premières frictions avec le Kremlin. Pijade écrit :

" De bonne heure le PCY comprit également la nécessité de créer une base saine pour une nouvelle armée populaire et de garantir son caractère révolutionnaire par la formation d'unités prolétariennes de partisans. Ceci ne fut également pas effectué dans d'autres pays occupés. Tout au contraire, nous fûmes critiqués au moment de l'organisation de la Première Brigade Proletarienne parce qu'on craignait que cela réduirait la base de notre lutte. L'expérience a tout au contraire montré que les unités prolétariennes jouissaient d'une grande popularité et contribuaient extraordi-

nairement à inclure les larges masses dans la lutte armée".

En ce qui concerne la stratégie militaire, il dit :

" Nous considérons qu'il était important d'attirer les ouvriers des villes et des agglomérations dans des unités de partisans et dans l'armée ; nous prétendions que les cités et les villes devaient être prises et que le pouvoir populaire devait être établi dans de vastes régions.... Contrairement à cette stratégie, certains partis communistes dans d'autres pays... théorisaient que la lutte ne devait être menée que par de petites unités de partisans, qui ne devaient pas être combinées dans des unités plus grandes et en une véritable armée ; que les villes ne devaient pas être libérées et que les ouvriers ne devaient pas être attirés dans les forces armées mais devaient rester dans les villes pour être en état de prendre le pouvoir... Les peuples de ces pays ont payé chèrement pour ces erreurs".

+
++

Création de nouveaux organes d'Etat.

Dans le cours de la lutte, de grandes régions furent libérées de la domination fasciste par les victoires des armées de partisans. Bien que la direction stalinienne en Yougoslavie comme ailleurs, crut espérer différer la question du pouvoir politique jusqu'à la fin de la guerre, elle a été obligée par la force même des circonstances de détruire le vieil appareil d'Etat bourgeois et d'établir de nouveaux organes de gouvernement. Cette transformation révolutionnaire eut une influence décisive sur l'issue de la guerre et dans la nature du nouveau régime. "Dès le début, déclare Pijade en tant que le Kremlin, le PCY vit clairement que pour assurer le succès final de la lutte du peuple, il était essentiel de détruire le vieil appareil d'Etat et de créer à sa place les organes d'une nouvelle autorité populaire. Aucun autre PC dans les pays occupés d'Europe n'eut la force de le faire".

faite

Abstraction des vantardises de Pijade selon lesquelles le PCY le conçut "dès le début", le fait reste qu'aucun autre pays d'Europe n'a connu un développement semblable. Partout ailleurs le pouvoir stalinien fut instauré par les baïonnettes de l'Armée soviétique. La méthode fondamentale qui fut suivie dans ces pays constitua à greffer un nouveau régime (dominé par le Kremlin) sur le vieil appareil d'Etat et à établir le pouvoir nouveau par une série d'épurations dans le personnel capitaliste de l'armée, de la police, de la magistrature et autres institutions gouvernementales. Les crises successives de ces pays sont le résultat d'un écrasement des forces vivantes de la révolution socialiste et de l'établissement des manipulations bureaucratiques. En Yougoslavie seulement existait à la fin de la guerre un pouvoir d'Etat stable, excluant les vieilles classes dirigeantes. Le marché passé avec le gouvernement monarchiste en exil, s'avéra n'être qu'un intermède temporaire.

Les forces révolutionnaires mises en mouvement en Yougoslavie eurent une influence profonde sur le développement du pays. En contraste avec la résistance morne à la "planification" qui imprègne les autres pays d'Europe orientale, il y a un énorme enthousiasme pour l'industrialisation dans les masses en Yougoslavie.

Attirées par cet esprit profondément révolutionnaire, des milliers de jeunes ouvriers et étudiants du monde entier ont afflué en Yougoslavie pour se joindre à la jeunesse de ce pays dans les brigades de volontaires pour la construction de routes, des chemins de fer et autres travaux publics. En présence de ce sentiment, la direction Tito n'aurait pas pu se soumettre aux tentatives de Staline pour maintenir la Yougoslavie comme une nation arriérée productive de matières premières sans susciter un mouvement d'opposition de masse. Ayant participé à une insurrection contre les envahisseurs étrangers et leurs Quislings capitalistes qui avait coûté près d'un million de vies humaines, les masses étaient résolues à employer leurs énergies pour construire un monde meilleur et non à devenir les serfs de la bureaucratie russe.

La question de la démocratie ouvrière.

Cependant les origines révolutionnaires du régime actuel de la Yougoslavie présentent un contraste étrange avec sa forme de domination bureaucratique et monolithique. Quelle est la raison de ce développement contradictoire? A première vue il semblerait que le vaste mouvement de masses mis en action pendant la guerre aurait dû produire une floraison de la démocratie ouvrière. Mais c'est juste le contraire qui s'est produit. Le régime est dominé par un parti stalinien monolithique qui imite le culte du leader, se vante de sa suppression brutale des fractions et interdit toute critique et opposition vitale à sa politique fondamentale.

Le développement a ses racines dans l'histoire du PCY. Commencé comme parti de masses après la Révolution d'Octobre, il fut enchaîné par les politiques fausses et les méthodes bureaucratiques imposées par le Comintern stalinisé. En 1937, sur l'ordre du Kremlin, tout le CC du parti à l'exception de Tito, fut épuré. La nouvelle direction a été éduquée à Moscou ou à l'école du Guépéou en Espagne. Tirant profit des conditions d'illégalité et de la répression officielle, elle consolida son emprise bureaucratique sur l'organisation en expulsant toutes les autres tendances et en accusant mensongèrement et en expulsant ses opposants et ses critiques.

C'est ce parti stalinisé qui réussit à gagner la direction de l'insurrection des partisans. Malgré la participation des masses ouvrières à l'action révolutionnaire, les méthodes bureaucratiques furent favorisées par les conditions de l'occupation étrangère et de la guerre civile qui dominaient dans le pays. La discipline militaire et l'obéissance aux ordres devinrent le code de procédure accepté et furent utilisés par la direction stalinienne pour étouffer toute tendance à une plus grande démocratie dans les rangs du parti ou du mouvement de masses. Il semble, d'après une étude des événements, que tandis qu'une certaine latitude fut accordée à des groupes et partis bourgeois, des expressions révolutionnaires indépendantes de gauche furent implacablement écrasées.

Le développement de la lutte de classes en Yougoslavie au cours du conflit avec le stalinisme déterminera si les conditions qui germent à présent pour une extension de la démocratie intérieure parviendront à maturité. Il est certain que les méthodes totalitaires du Kremlin, ses complots et ses campagnes débridées de calomnies freineront ce processus et fourniront des arguments à la direction Tito pour maintenir ses pratiques bureaucratiques

et son régime monolithique.

Les formes de propriété en Yougoslavie.

De tous les pays d'Europe orientale, la Yougoslavie a été le plus loin dans la destruction du capitalisme. En juin 1948, pratiquement toute l'industrie au dessus du niveau de l'artisanat et tout le commerce de gros, étaient nationalisés, sauf pour de petites entreprises, la bourgeoisie industrielle a été complètement éliminée. Son plan quinquennal pour l'industrialisation du pays est le plus ambitieux de tous les plans de l'Europe orientale. A vrai dire il y a encore d'importants éléments capitalistes dans l'économie. Dans l'agriculture la forme prédominante est encore la petite propriété paysanne perpétue et engendre des forces capitalistes à la campagne, particulièrement en l'absence de nationalisation du sol. Dans l'industrie, la force restante des éléments capitalistes est indiquée par le fait qu'en 1948 leur part dans le revenu national était estimé à 11,20 %, pour 25,07 % aux ouvriers.

Nous avons déjà souligné la transformation révolutionnaire des organes de pouvoir en Yougoslavie, en contradiction avec la méthode de greffe de nouveaux régimes sur le vieil appareil d'Etat dans les autres pays satellites. Ce changement a eu son parallèle dans les efforts du régime de Tito pour résoudre la question nationale en plaçant les nombreuses nationalités du pays sur un pied d'égalité pour la première fois. Partout ailleurs en Europe orientale la question nationale a été "résolue" par l'expulsion forcée des minorités nationales du pays ou par la soumission.

Cette description des transformations qui se sont produites en Yougoslavie est destinée à démontrer les ressorts de la lutte contre le Kremlin. Elle doit servir de matériel complémentaire pour donner une définition précise du caractère de classe des régimes en Europe orientale, question qui est à présent discutée dans le S.F.P. et dans les autres organisations trotskystes dans le monde.

IV.- REGIME EN EVOLUTION

L'évolution de classe de la Yougoslavie se développe dans les conditions d'une lutte à mort contre Staline d'une part et la pression impérialiste d'autre part. C'est un facteur contribuant au caractère bonapartiste du régime de Tito. Mais c'est une forme pour le moins transitoire parce qu'il est certain que l'acuité de la lutte produira des changements encore plus vastes que ceux qui se sont produits dans le passé. Une réconciliation avec l'impérialisme amènerait le régime au conflit avec les sentiments révolutionnaires des masses et l'isolerait de la classe ouvrière mondiale.

Inversement, dans la mesure où le régime de Tito résiste à l'absorption de la Yougoslavie par l'impérialisme, il sera obligé de s'appuyer de plus en plus sur la classe ouvrière et les éléments révolutionnaires dans la population à l'intérieur et internationalement. Ceci peut donner une formidable impulsion à un développement à gauche révolutionnaire du pays et à ses relations avec le mouvement ouvrier dans le reste du monde. En dernière analyse le sort de la Yougoslavie sera décidé sur l'arène internationale et non dans les limites étroites de ce petit pays.

La Yougoslavie est menacée non seulement par le stalinisme mais aussi par l'impérialisme mondial qui cherchera à l'envahir en cas de guerre et à l'utiliser comme base d'opérations militaires contre l'Union soviétique. On pouvait s'attendre que les impérialistes tenteraient d'exploiter à leur profit le conflit Tito-Staline. Ils ont accordé des emprunts limités à la Yougoslavie dans le but de l'entraîner dans leur orbite. Mais il faut noter que

ces emprunts furent réservés pendant toute une année en espérant que la Yougoslavie serait si affaiblie qu'elle paierait n'importe quel prix pour avoir une aide économique. Mais indépendamment des plans et espoirs à longue échéance des impérialistes, l'attaque de Staline contre l'indépendance de la Yougoslavie est déjà devenue une arme de propagande importante pour les impérialistes dans leur "guerre froide" contre le Kremlin.

La Yougoslavie n'est ni le premier ni le seul cas où les crimes du Kremlin ont été utilisés par les impérialistes. Les trotskystes ont souligné il y a longtemps que le régime de Staline est le pire ennemi intérieur de l'Union soviétique. Tant la défense de l'Union soviétique que la révolution mondiale dépendent avant tout du renversement du despotisme du Kremlin et de l'élimination de l'influence stalinienne dans le mouvement ouvrier. Des révolutionnaires ne peuvent s'arrêter dans leur lutte contre le stalinisme par crainte que les impérialistes puissent profiter temporairement de cette lutte.

Avant tout l'impérialisme doit la continuation de son existence aux trahisons du stalinisme. Et si d'autre part Staline continue à conserver l'allégeance et le soutien de nombreux ouvriers révolutionnaires, c'est seulement parce qu'ils ne voient pas d'autre alternative au stalinisme et au capitalisme. Incapable de dominer la Yougoslavie, Staline s'efforce délibérément de la pousser dans l'orbite de l'impérialisme mondial pour obvier au danger qui résulterait d'un développement dans un sens révolutionnaire.

V.- CRISE DU STALINISME.

Le conflit Staline-Tito est l'expression la plus claire de la crise mondiale du stalinisme. Les agents les plus souples et les plus dévoués de Staline ont été poussés dans une lutte avec le Kremlin afin de conserver leur influence et leur direction sur les masses. Le soutien du régime tyrannique et des méthodes de pillage du Kremlin les éloigne du peuple et en fait des instruments abjects d'une bureaucratie étrangère, soumis à un changement du jour au lendemain sur ordres de Moscou. La rupture en Yougoslavie est doublée dans d'autres pays d'Europe orientale d'épurations de dirigeants staliniens qui participèrent aux luttes ouvrières pendant la guerre, se construisant ainsi une propre base indépendante chez les travailleurs.

On conçoit que cette rupture avec le stalinisme ait lieu tout d'abord sur une base primitive et limitée, manquant de clarté idéologique, de fermeté programmatique et adhérant encore à de nombreuses conceptions staliniennes. La lutte yougoslave a donné lieu à une nouvelle forme de centrisme, à une tendance entre le réformisme stalinien et le marxisme révolutionnaire. Ce développement est inévitable dans des périodes de grandes convulsions sociales. Engendrées par la crise de la direction du mouvement ouvrier, des formations centristes oscillant entre le réformisme social-démocrate et le marxisme révolutionnaire, apparurent dans le passé après la première guerre mondiale et plus tard, après la venue d'Hitler au pouvoir.

Le caractère spécifique du nouveau centrisme représenté par les centristes est déterminé par le régime totalitaire du stalinisme d'où il émane. À part donné le manque complet de discussion politique et de libre expression des idées, l'opposition dans le camp stalinien tend à se développer principalement sur le plan des intrigues, des différences dans les méthodes organisationnelles et sur des questions politiques secondaires. Dans la plupart des cas, la lutte des tendances avorte par suite du système des épurations. Ceux qui réussissent à rompre ont encore à surmonter le terrible système de fausse éducation auquel ils ont été soumis dans les partis staliniens.

La faiblesse numérique du mouvement trotskyste mondial, qui limite son influence comme pôle d'attraction, explique en partie les aspects déformés du développement de nouvelles tendances centristes dans les PC et la continuation des idées stalinienne chez les groupes dissidents. D'autre part, la force du mouvement trotskyste réside dans un programme qui, forgé au cours de plus d'un quart de siècle de luttes et correspondant aux besoins quotidiens objectifs, ne peut être ignoré, même par ceux qui, comme les titistes en Yougoslavie, ont le pouvoir d'État. Dans la mesure où ils doivent recourir à des arguments révolutionnaires dans la lutte contre le stalinisme, ils doivent emprunter de plus en plus à l'arsenal idéologique du trotskysme.

VI.- N O T R E P O S I T I O N .

Des militants révolutionnaires ne peuvent rester neutres dans la lutte entre Tito et Staline et attendre que le mouvement oppositionnel ait développé une clarté idéologique sur toutes les questions importantes. Nous sommes aux côtés de la Yougoslavie contre le Kremlin. Nous participons à la lutte comme défenseurs d'une lutte fondamentalement progressive, tout en critiquant tout ce qui est faux et inadéquat dans la politique et le programme de Tito. Par notre soutien nous aidons à élargir la brèche dans le monde stalinien hermétiquement clos; brèche à travers laquelle des idées révolutionnaires peuvent pénétrer. Par notre critique, nous aidons à approfondir la lutte y introduisant notre analyse fondamentale du stalinisme et nos explications patientes sur la nécessité d'un retour au léninisme.

Devrions-nous refuser notre soutien par crainte que la Yougoslavie puisse être absorbée dans le camp impérialiste dans la guerre contre l'Union soviétique? Une telle position abstentionniste ne pourrait que jouer dans les mains du Kremlin. Une analyse marxiste des forces vivantes en jeu démontre que cette question est loin d'être réglée et qu'elle sera décidée seulement dans la lutte, le sort de la Yougoslavie ainsi que celui du stalinisme pourrait être décidé par l'intervention révolutionnaire des masses avant le déclenchement de la troisième guerre mondiale. En tout cas, la tâche des révolutionnaires est de lutter consciemment pour une telle solution et non de renvoyer passivement toutes les questions au règlement de la guerre qui vient.

Devrions-nous refuser de soutenir la Yougoslavie pour la même raison que les trotskystes refusèrent de défendre la Finlande quand elle fut attaquée par l'Armée rouge en 1939? Dans les deux cas, Staline viola l'intégrité nationale d'une petite nation et transgressa son droit à l'auto-détermination. Mais la similitude s'arrête là. La Finlande n'était pas seulement une petite nation de plus dont les droits étaient piétinés par une grande puissance. C'était un poste avancé de l'impérialisme mondial aux frontières de l'Union soviétique, et sa politique était déterminée par les impérialistes.

L'attaque du Kremlin contre la Finlande se produisit après que la 2e guerre mondiale eut commencée et était entièrement reliée au conflit impérialiste. Primo, les impérialistes alliés tentèrent d'utiliser la guerre russo-finnoise comme base pour transformer le conflit interimpérialiste en un assaut combiné contre l'Union soviétique. Plus tard, la Finlande devint un satellite de l'Allemagne nazi et une base militaire pour son offensive anti-russe. Il était clair à l'époque, et ceci fut confirmé par la suite par les événements, que le droit à l'auto-détermination était complètement obscurci par l'alignement sur l'impérialisme mondial. Soutenir la Finlande, par conséquent, aurait non seulement annulé notre position de défense de l'Union soviétique contre l'attaque impérialiste; cela eut été aussi un pas

Direction du social-patriotisme.

D'autre part, la Yougoslavie n'est visiblement pas maintenant un bastion de l'impérialisme mondial contre l'Union soviétique. Qu'elle puisse remplir effectivement cette fonction dépendra des rapports et des développements des forces de classe ainsi qu'indiqué ci-dessus. Mais le fait ^{est} que le régime actuel de ce pays, contrairement à celui de la Finlande d'avant guerre, naquit en opposition à l'impérialisme mondial et non par son soutien.

Les classes capitalistes et foncières ne disposent pas de pouvoir comme elles l'avaient en Finlande, mais elles furent chassées du gouvernement et des positions importantes dans l'économie par des luttes révolutionnaires pendant la guerre civile. L'attaque du Kremlin contre la Finlande, malgré les méthodes bureaucratiques employées et leurs effets réactionnaires sur l'opinion ouvrière mondiale, tendait à miner le régime réactionnaire et les rapports capitalistes de propriété ; son attaque contre la Yougoslavie tend à imposer un régime de Guépéou sur le pays, et à pervertir ses formes de propriété socialiste en une source de rapines et de tributs.

Le soutien de la Yougoslavie par la classe ouvrière mondiale dans les conditions actuelles, n'aide pas l'impérialisme mais agit comme contre-poids à son influence en encourageant les tendances révolutionnaires dans le pays qui tendent à un achèvement de la révolution socialiste dans ce pays.

La seule voie d'une résistance effective de la Yougoslavie contre le Kremlin est celle de Lénine et de Trotsky, la voie de l'Octobre russe. C'est la seule alternative au stalinisme contre-révolutionnaire et à l'impérialisme mondial.

Il n'y a pas de place dans le mouvement ouvrier international pour des formations semi-staliniennes disputant l'influence au stalinisme officiel. Les ouvriers communistes yougoslaves ne peuvent accepter la théorie nationaliste du "socialisme dans un seul pays" et continuer à critiquer ses effets désastreux sur le mouvement ouvrier mondial. Ils ne peuvent dénoncer efficacement les méthodes staliniennes brutales de Staline à l'extérieur sans dénoncer ses sources dans le régime bureaucratique en Union soviétique ; la politique extérieure de Staline n'est qu'un prolongement de sa politique intérieure. Ils ne peuvent combattre efficacement l'étranglement des rapports démocratiques entre pays et partis, et accepter le monolithisme stalinien comme forme organisationnelle de vie intérieure du parti. C'est seulement par une rupture nette avec le stalinisme que les ouvriers communistes yougoslaves peuvent se lier aux masses révolutionnaires dans le monde.

Un tel développement hâterait le processus de désintégration dans le camp stalinien, qui est le plus grand obstacle au sein du mouvement ouvrier à la révolution socialiste. Le devoir de tous les marxistes, de tous les combattants pour l'émancipation socialiste est d'aider la réalisation de ce processus.

26 Septembre 1949

La question yougoslave, la question du glacis soviétique et leur implication dans la théorie marxiste

(extraits)

par E. Germain

I. - LE PROBLEME

Marxisme et cas nouveau

Le cas de la Yougoslavie rompant avec le Kremlin est certainement nouveau, imprévu des théoriciens marxistes de quelque tendance qu'ils soient. Passons rapidement sur tous ceux qui proclamaient dès la fin de la guerre la "stabilisation" ultime et définitive de la bureaucratie. Les événements leur ont infligé un démenti trop sévère pour qu'ils puissent encore être pris au sérieux. La IV^e Internationale, dans son immense majorité, a compris le caractère contradictoire des "succès" staliniens et la nature plus que jamais instable et déchirée de la bureaucratie soviétique. C'est là notre grand mérite théorique qui nous permet d'aborder la discussion présente avec un maximum de garanties quant à un sérieux déroulement scientifique. Mais même la IV^e Internationale avait toujours conçu la crise du stalinisme comme la rupture d'une partie des masses, d'une partie de l'appareil ou même d'une partie des dirigeants de l'URSS et des P.C. avec le Kremlin. Nous n'avions jamais prévu, pour utiliser une formule bien connue, que fraction Reiss et fraction Boutenko puissent s'opposer à Staline non seulement sur le plan des idées et des organisations mais même sur le plan des pouvoirs étatiques. Voilà ce qu'il y a de neuf, d'imprévu, dans le cas de la Yougoslavie ; voilà ce qui se trouve au fond des difficultés que nous rencontrons pour déterminer d'une façon rigoureuse la nature du conflit, de la Yougoslavie et des nos tâches.

Le fait que la vie se trouve plus riche en formes que la théorie n'a pu le prévoir, n'est nullement en contradiction avec les prétentions universelles du marxisme. Nous partons, dans toutes nos analyses, de la primauté de la réalité matérielle et sociale sur tout schéma préétabli, et nous comprenons, avant même d'aborder une analyse, que la théorie, qui est forcément abstraite et schématique, ne peut jamais inclure toutes les données de la réalité. Les hommes ne pourront jamais dans la théorie "saisir" la réalité dans sa totalité ; ils le pourront seulement dans l'action. Voilà le pas décisif en avant que le marxisme représente par rapport à toute philosophie, même la plus avancée. Mais pour que l'action soit scientifique, consciente, elle doit partir de l'analyse la plus rigoureuse possible de la réalité et de sa dynamique. En reconnaissant les limites de la théorie, le marxisme ne la dégrade pas, mais au contraire lui attribue la place suprême qui lui revient dans l'histoire présente des mouvements révolutionnaires et dans l'histoire future de l'humanité : celle de guider toute action, celle de rendre tout le comportement humain conduit par la conscience.

C'est pourquoi nous pouvons à la fois garder tout notre sang froid chaque fois que se produit un événement ou un tournant brusque qui n'a pas été prévu, et conserver notre confiance entière dans la perfection de cet incomparable instrument d'analyse qui est la méthode marxiste. Bien sûr, c'est précisément dans le cas où la réalité semble nous confronter avec sa supériorité créatrice en prenant au détour que les théoriciens devaient pu prévoir, que s'avère en même temps la supériorité de cette théorie, seule capable d'interpréter le mystère de l'histoire. Ce n'est pas là, de notre part, une "foi" mystique dans la force miraculeuse de quelques formules magiques. Le marxisme nous offre un certain nombre de lois tirées d'une analyse scientifique de l'histoire des sociétés humaines, de leurs transformations et de leur succession. Sa vérification est fournie par quelque 100.000 ans de préhistoire et d'histoire humaine. Il est logique et nullement mystique d'admettre dans ces conditions que si les marxistes sont incapables de "tout prévoir", les mêmes lois qui sont valables pour 100.000 ans d'histoire humaine gardent leur validité pour quelques années ou décades de plus.

Il s'ensuit que les marxistes ont un double devoir face à de nouveaux phénomènes comme celui de la Yougoslavie : 1) les soumettre à l'analyse la plus rigoureuse ; ne pas se contenter des solutions faciles qui "suppriment" les difficultés théoriques seulement en "supprimant" des parties essentielles de la réalité ; énumérer fidèlement tout ce qui y a vraiment de nouveau dans le phénomène ; essayer de l'expliquer dans le cadre de leur interprétation d'ensemble de la réalité historique contemporaine, etc., 2) honnêtement comparer les résultats de cette analyse aux conceptions générales auxquelles est arrivée jusqu'à maintenant la théorie marxiste et, sans esprit de conciliation ou d'éclectisme aucun, décider si les résultats de cette analyse infirment certaines hypothèses de la théorie marxiste telle qu'elle était formulée jusqu'à maintenant.

Cette seconde tâche est d'une importance beaucoup plus grande encore que la première. Le marxisme déseste en théorie autant que dans l'action les voies de moindre résistance. La juxtaposition de conclusions théoriques contradictoires transformerait ce système de pensée cohérent en une collection de thèses purement empiriques. On ne peut, impunément, avoir, revêché, "complété" la théorie marxiste de l'Etat, pour ne prendre que cet exemple, sans en même temps soumettre à une critique toutes les données fondamentales de la stratégie révolutionnaire. Rétrospectivement, toutes les analyses et jugements historiques qui étaient basés sur cette théorie dans son ancienne formulation. **ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE, ÊTRE MARXISTE, SIGNIFIE sur ce plan : AVOIR LE COURAGE DE SUIVRE SA PENSÉE JUSQU'AU BOUT, JUSQU'À SES ULTIMES CONSÉQUENCES, SI BOULEVERSANTES OU SUPRÉMENTES QU'ELLES PUISSENT ÊTRE.** Léon Trotsky a caractérisé de façon tranchante la différence entre la pensée hésitante, tâtonnante et peureuse de l'éclectisme et la marche audacieuse et fidèle à elle-même de la pensée marxiste, dans les termes suivants :

" Le mode de pensée des marxistes est infiniment rigoureux, il est exigeant ; il n'admet pas de lacunes, pas de formules, pas d'ajustage grossier des pièces. C'est justement pour cela qu'il tient si strictement compte des faits ; il ne se fie pas à l'ouïe ni à la mémoire, il contrôle d'après les sources. La façon de penser du citoyen moyen est triviale, approximative, elle craque, tétonne sans regarder devant soi..."

("La Révolution défigurée")

La nécessité de revoir des hypothèses fondamentales de la théorie marxiste à la lumière des faits, ne comporte rien d'effrayant pour nous. Le marxisme n'est pas une série de dogmes mais l'expression consciente du processus historique. Si, pour des raisons qu'il s'agirait alors de déterminer soigneusement, ce processus historique a brusquement fait un "saut" qui entraîne la caducité d'hypothèses fondamentales du marxisme, il serait criminel de ne pas reconnaître honnêtement cette caducité et de s'accrocher à des textes dépassés par les événements, par vénération, inertie ou simplement par timidité de pensée. Encore faudrait-il expliquer exactement ce qui est devenu caduc, pour quelles raisons il en est ainsi, et quelles incidences cette révision comporte pour le reste d'hypothèses marxistes. CE QUI, PAR CONTRE, N'EST PAS PERMIS, c'est de tirer tacitement d'analyses correctes la conclusion de cette caducité SANS LA FORMULER OUVERTEMENT, SANS INDICER SON SENS ET SES CONSEQUENCES, ou, pis encore, de prétendre se placer sur le terrain des principes jusqu'à maintenant admis de la théorie marxiste, tout en formulant des analyses qui n'ont une signification quelconque que dans la mesure où l'on admet la révision d'une partie de notre théorie.

+ +

DEUX VOIES POUR ABORDER UNE REVISION
DE NOTRE POSITION SUR LA QUESTION
Y O U G O S L A V E

} Il y a deux thèses différentes
pour prouver la nature ouvrière
de l'Etat yougoslave :

a) La première est celle que la Yougoslavie est (et, logiquement, a été depuis au moins 1944) un Etat ouvrier parce que la révolution prolétarienne y a été victorieuse, sous une forme particulière et inédite, à travers le mouvement des partisans durant la guerre. b) La seconde est celle que la Yougoslavie est (ou a été depuis au plus tôt 1947) un Etat ouvrier parce que l'industrie et le commerce de gros ont été nationalisés et que la bourgeoisie y a perdu le pouvoir politique.

Ces deux thèses sont contradictoires, car tandis que la première s'appuie sur ce qu'il y a de particulier dans l'évolution de la Yougoslavie, sur ce qui différencie la Yougoslavie des autres pays du glacis, la seconde s'appuie sur ce qu'elle a de commun avec les autres pays de la zone d'influence soviétique en Europe. En d'autres termes : alors que la première thèse implique que la Yougoslavie, et seule la Yougoslavie, est un Etat ouvrier, la seconde implique que, parce que la Yougoslavie est un Etat ouvrier, tous les autres pays du glacis le sont aussi ou sont en cours de le devenir rapidement.

Ces deux thèses s'excluent l'une l'autre, car il est évident que si la Yougoslavie est un Etat ouvrier parce que la révolution prolétarienne y a triomphé avec le mouvement des partisans en 1943-44, le degré réel des nationalisations ou la composition ultérieure des gouvernements n'a pas d'importance essentielle. Nous savons tous que six mois après la victoire de la Révolution d'Octobre, les nationalisations de l'industrie avaient à peine commencé. Nous n'ignorons pas non plus que trois ou quatre années après la Révolution d'Octobre, l'Armée Rouge dirigée par Trotsky incorporait de nombreux généraux tsaristes dans ses cadres. Le critère décisif était sans aucun doute que, du fait de la victoire de la Révolution d'Octobre, de l'établissement du pouvoir des Soviets, nous nous trouvions en présence d'un Etat ouvrier, et que tout le reste impliquait seulement des problèmes tactiques de ce genre : une révolution prolétarienne victorieuse peut-elle, et

dans quelles conditions et dans quelles proportions, maintenir la propriété bourgeoise des moyens de production, la participation de techniciens bourgeois à l'appareil d'Etat, etc. Mais il est évident qu'on ne peut pas à la fois appliquer le critère de la révolution et celui de la transformation de l'Etat et de la société par voie d'évolution, quelques années plus tard, sans vider de leur substance ceux deux critères.

Des camarades nous expliquent que la Yougoslavie est un Etat ouvrier parce que: a) le mouvement révolutionnaire des masses y avait détruit l'ancien appareil d'Etat bourgeois, et parce que b) après l'arrêt du mouvement des masses, la direction du PC a éliminé par des moyens administratifs les partis bourgeois et les membres bourgeois du gouvernement. Mais cette explication est caduque à tout point de vue,

Tout d'abord, il est absolument nouveau et inadmissible de définir la nature d'un Etat par le fait qu'avant sa constitution, les masses avaient détruit l'ancien appareil d'Etat bourgeois. C'est là confondre le début avec la fin de la révolution prolétarienne. D'innombrables fois dans l'histoire, les masses réussirent à détruire l'armature de l'ancien Etat sans être capable d'en constituer un nouveau basé sur leur classe. Chaque fois (pour ne prendre l'exemple de L'Espagne républicaine de juillet 1936 à mai 1937), les marxistes en ont déduit correctement qu'il n'y avait pas lieu de changer leur jugement sur la nature sociale de l'Etat. Pour démontrer que l'Etat yougoslave est un Etat ouvrier, il ne suffit nullement d'expliquer que les masses ont détruit l'ancien Etat bourgeois; il faut encore prouver que le nouvel appareil d'Etat construit en 1944-45 était un appareil d'Etat ouvrier. Et c'est cela que nos amis ne peuvent précisément pas prouver, et ce qui explique leurs contradictions théoriques.

D'autre part, si l'élimination des ministres et des partis bourgeois du pouvoir par l'action administrative du PC, détermine la nature ouvrière de l'Etat yougoslave, en quoi l'action des masses de deux ou trois ans antérieure à ces événements a-t-elle une portée quelconque sur cette analyse? La même élimination administrative n'a-t-elle pas eu lieu en Roumanie par exemple, où aucun mouvement des masses ne s'était produit ni auparavant ni ultérieurement? La Roumanie est-elle donc, elle aussi, un Etat ouvrier ou non? On voit, les critères utilisés par nos amis s'avèrent capables seulement de mener la confusion.

+ +

LES PARTICULARITES DU DEVELOPPEMENT Y O U G O S L A V I E

Nous n'avons nullement attendu l'éclatement du conflit entre le Kremlin et le PC yougoslave pour insister sur le fait que la Yougoslavie a connu un développement particulier dans le cadre du glacis soviétique. Déjà en 1946 nous avons indiqué dans nos premiers documents sur la question du glacis, la différence entre la Yougoslavie et le reste du glacis. Le Secrétariat européen avait attiré l'attention du mouvement sur ces différences dès la fin de 1943. (Voir articles dans les Nos 2 et 3 de "Quatrième Internationale").

Ces particularités peuvent être précisées comme suit :

- a) Le mouvement des partisans était en Yougoslavie beaucoup plus profond et beaucoup plus populaire que dans n'importe quel autre pays européen, peut-être à l'exception de la Grèce. Il a entraîné la grande majorité des paysans pauvres et conduit une véritable guerre civile à la campagne. Le contact avec la classe ouvrière

re était représenté par la direction ouvrière du PC, et par la participation des cadres et sympathisants ouvriers du PC. Cependant, la majorité du prolétariat n'a pas pu participer à ce mouvement, celui-ci se déroulant dans les régions arriérées et montagnardes du pays et ne touchant les grands centres industriels qu'au moment de la victoire finale, c'est-à-dire de la suppression de tout élan populaire.

- b) Tout en ayant en premier lieu un caractère de ^{soulevement} national et contenant un appel à toutes les classes de la "nation" sur la voie de la libération nationale, le mouvement des partisans yougoslaves a eu un caractère plus plébiscien-communiste (il est difficile de dire: prolétarien-communiste, vu l'énorme majorité de paysans qui en faisait partie) que n'importe quel autre mouvement de résistance des masses en Europe. Cela est non seulement dû à l'extrême exacerbation des contradictions sociales en Yougoslavie, dans des conditions d'une terrible misère et d'une guerre civile véritable, mais également aux différences de tactique entre le PC yougoslave et les PC des autres pays du glacis. Ce facteur jadis inconnu et révélé seulement aujourd'hui dans toute son ampleur par la publication de documents de l'époque, se trouve confirmé dans toute la littérature nazie au sujet de la "guerre des bandits dans les Balkans", où l'on insiste constamment sur le fait que des groupes entiers de partisans décidaient de se battre pour une "République soviétique yougoslave" etc.

Ces particularités sont d'une importance considérable, à la fois pour comprendre les liens entre les masses yougoslaves et le PC yougoslave, et les liens entre le PC yougoslave et le Kremlin. C'est uniquement à ces particularités du développement yougoslave que la rupture entre le Kremlin et Tito a été possible et que le PC yougoslave a pu avec succès maintenir son indépendance du Kremlin pendant 18 mois sans se heurter à une opposition stalinienne d'une importance quelconque en Yougoslavie.

Mais quelle que soit cette importance des particularités du développement yougoslave pour la compréhension de la crise actuelle et de sa dynamique, elle ne permet nullement de tirer la conclusion : le mouvement des partisans yougoslaves a abouti à la constitution d'un Etat ouvrier --- le PC yougoslave dit : à l'érection de la dictature du prolétariat --- en Yougoslavie. Pour justifier cette affirmation, il faut examiner de plus près les événements qui se sont produits en Yougoslavie durant les deux années cruciales de l'établissement du pouvoir de Tito (1944-45).

Le fait dominant de cette époque a été la reconnaissance du mouvement de Tito par Londres comme le mouvement de résistance "officiel" en Yougoslavie, la rupture de l'impérialisme avec Mikhaïlovitch, la conclusion de l'accord Tito-Choubatchich. Ces différents accords impliquaient :

- a) Constitution d'un gouvernement de coalition auquel participaient, au côté du "Front Populaire" yougoslave (pratiquement du P.C.Y.) les représentants des partis bourgeois traditionnels ;
- b) la constitution momentanée d'un Conseil de Régence laissant en suspens la question de la dynastie des Karageorgevitch et du trône du roi Pierre ; l'organisation d'un plébiscite décidant du régime ultérieur de la Yougoslavie ;
- c) l'inclusion du nouveau gouvernement yougoslave dans les Nations Unies, sa reconnaissance officielle comme allié par les Grands,

l'aide militaire donnée à ses forces (de partisans) par tous les alliés.

En d'autres termes, cet accord conclu dans le cadre des arrangements de la Conférence de Yalta était absolument équivalent à celui qui conduisit Benes, représentant de la bourgeoisie tchèque, à constituer son gouvernement à Kosice, ou Mikolajzok, représentant de la bourgeoisie polonaise, à "fusionner" son gouvernement avec celui que les staliniens avaient constitué à Lublin. LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE DE 1944-1945 CORRESPOND ABSOLUMENT AVEC LA POLITIQUE DE COLLABORATION GOUVERNEMENTALE ET LE COLLABORATION DE CLASSE INAUGURÉE... CE MOMENT OFFICIELLEMENT PAR LES STALINIENS DANS TOUTE L'EUROPE.

Il est important de considérer le moment où cet accord --comme d'ailleurs les autres accords de l'Europe orientale-- a été conclu. Ce n'était nullement le moment où les partisans yougoslaves se trouvaient au seuil de la victoire finale. Tout au contraire, c'était au moment où les défaites militaires les plus graves leur avaient été infligées, et où le Grand Commandement Allemand prétendait même avoir capturé tout leur quartier général et avoir détruit le gros de leur troupes.

Bien que dans son rapport politique au Ve Congrès du PC yougoslave (p. 113-114), Tito n'admette pas la gravité de cette défaite, il reconnaît pourtant qu'après l'attaque des parachutistes allemands sur le quartier général des partisans à Drvar, l'Etat-major des partisans décida de se transférer dans l'île de Vis. Ce transfert fut opéré par les avions soviétiques et américains venus au secours des partisans yougoslaves. Ce fut à ce moment particulièrement significatif de l'évolution de la lutte des partisans yougoslaves : le moment où le contact permanent avec les armées russes et impérialistes se trouva rétabli. Et ce fut à ce moment même que commencèrent les pourparlers pour la formation d'un gouvernement yougoslave unique :

"Immédiatement après le départ pour l'île de Vis, le Comité National de Libération de Yougoslavie, sur l'initiative des Alliés, entreprit des pourparlers avec le gouvernement royal de Choubatchich à Londres, afin de trouver un moyen de collaborer".

(Rapport de Tito au Ve Congrès du PCY, p. 131)

La conclusion de cet accord du 16 juin 1944, fut accompagnée par deux déclarations extrêmement importantes :

- 1)- Déclaration du gouvernement royal yougoslave à Londres, invitant "tout le peuple à s'unir en un front unique de combat sous la direction du Maréchal Tito". (Rapport de Tito, p. 134).
- 2)- Déclaration du Comité National de Libération de Yougoslavie, disant : "Nous soulignons encore une fois que la direction du Mouvement de Libération Nationale de Yougoslavie a devant elle un but unique et de la plus haute importance -- la lutte contre l'occupant et ses valets, ainsi que la création d'une Yougoslavie fédérative et démocratique, et non pas l'établissement du communisme, comme nos ennemis nous l'imputent". (Rapport de Tito, p. 135). Et le rapporteur ajoute ces paroles significatives : "Cette déclaration était évidemment exacte à l'époque". (Nous soulignons).

Le moment de la conclusion de l'accord Tito-Choubatchich n'a pas seulement une signification militaire et de politique internationale. Il a également la plus grande importance sociale. Car il est conclut au moment où se prépare l'occupation des grandes villes, des centres industriels et administratifs, par l'armée des partisans. Jusqu'alors, l'essor de l'armée des partisans avait été accompagné par la création d'un réseau de comités populaires, constituant de véritables organes de pouvoir local dans les régions montagnardes et arriérées du pays. Mais le caractère primitif de ce pouvoir est indiqué par les exemples concrets donnés par Tito lui-même sur les attributions de ce pouvoir et sur les divergences qui se présenteront à son sujet le PC yougoslave et les tchetniks ("bandes blanches") de Mikhalovitch. Il n'y a pas d'autres questions posées que l'organisation du ravitaillement, la répression du marché noir et la non-reconstitution du corps de gendarmerie. LA VÉRITABLE QUESTION DE LA RECONSTITUTION D'UN APPAREIL ETATIQUE EN YOUGOSLAVIE SE POSE AU MOMENT OU L'ARMÉE DES PARTISANS S'APPROCHE DES GRANDES VILLES, ET CE FUT PRÉCISÉMENT LE MOMENT DE LA CONCLUSION DE L'ACCORD TITO-CHOUATCHICH!

Si l'on veut pas tomber dans une interprétation grotesque de l'histoire selon laquelle Tito aurait "trompé" non seulement Londres et Washington, mais même le Kremlin, sur ses intentions, on ne peut arriver qu'à une conclusion : L'APPAREIL D'ETAT CONSTRUIT EN 1944-45 DANS LES GRANDES VILLES LIBREES, tout en présentant une multitude de caractéristiques exceptionnelles, NE PEUT ETRE CARACTERISE COMME UN APPAREIL ETATIQUE OUVRIER. De multiples faits se présentent pour confirmer cette conclusion :

- 1) Le gouvernement central ne prit aucune mesure de nationalisation. "La première apparition de type socialiste (?) de notre économie n'a pas fait suite à une nationalisation formelle; mais à la confiscation des biens des traîtres de la nation" (Rapport de Kidric, Ve Congrès du PC yougoslave, p. 7).

"Les positions économiques essentielles qui, par les confiscations, les saisies et les séquestres, sont passées aux mains de l'Etat, représentaient de solides fondements pour le développement de notre économie socialiste. LES ENTREPRISES QUI PASSAIENT AUX MAINS DE L'ETAT POPULAIRE N'ETAIENT PAS ENCORE, il est vrai, de PUR (?) TYPE SOCIALISTE. LES RAPPORTS D'EXPLOITATION Y ONT ETE ABOLIS, MAIS LES FORCES CAPITALISTES DU TRAVAIL HERITEES PREDOMINAIENT TOUJOURS". (id. p. 26)--- (Nous soulignons).

Ajoutons que les nationalisations --et ce n'est pas là chose formelle, puisque ces mêmes nationalisations constituent la base essentielle de l'argumentation de nos camarades partisans de la théorie de la nature ouvrière de la Yougoslavie et du glaci!-- ont été votées en fait en Yougoslavie. a.p.f. è s l'avoir été en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Notons aussi qu'un camarade dirigeant d'une section importante de l'Internationale qui se trouva à Belgrade au printemps de 1945, y a observé d'importantes usines capitalistes travaillant sous la direction de leurs patrons "progressistes"...

- 2.- Le gouvernement central ne prit aucune mesure contraire aux intérêts ou à la volonté politique de la grande majorité de la population petite bourgeoise de la Yougoslavie, la bourgeoisie moyenne. Le parti paysan serbe, dirigé par Yovanovitch, resta partie intégrante du front populaire yougoslave même après la destruction de "l'opposition" bourgeoise et la rupture de la coalition gouvernementale (il ne fut éliminé qu'en 1947 par voie purement administrative d'un procès.- Kidric formula ce fait sous la forme suivante: "La voie de notre révolution non seulement permettait, mais réussit même -- et réussit à y parvenir-- une alliance continue avec le paysan moyen, malgré ses flottements et ses hésitations" (p. 7).
- 3.- Le mouvement central mit en veilleuse les comités qui ne furent plus mentionnés dans les discours et textes officiels durant toute l'année 1945 et la plus grande partie de l'année 1946 (tout en étant mentionnés dans la Constitution comme "base du pouvoir"). Parmi tous les documents du PC yougoslave, il n'y a même aucune indication quant à la constitution spontanée, comme à la naissance, de comités dans les grandes villes libérées en 1944-45. Toutes les données que nous possédons confirment l'impression que, dans les villes, ces comités furent constitués d'en haut, bureaucratiquement, sans participation des masses, sur la base de la représentation proportionnelle des partis faisant partie du Front populaire et du gouvernement.
À ce sujet, il serait bon de rappeler que les dirigeants yougoslaves parlent dans les termes suivants du Front Populaire :
"Les anciens partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie n'y entrèrent pas dans leur ensemble, mais de nombreux groupes démocratiques et patriotiques (?) de ces partis, ainsi que leurs masses, y adhérèrent".- (Rapport de Kardelj, Ve Congrès du PC yougoslave, p. 36).
- 4.- L'essor formidable de l'armée des partisans se fit après la capitulation italienne. PAR UN ACCORD CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT BADGLIO ET TITO, tout l'armement des troupes d'occupation italiennes en Yougoslavie, passa entre les mains des partisans. Kardelj admet ce fait dans son rapport précité. Ce fait est-il compatible avec la construction d'un "appareil d'Etat ouvrier" par Tito, ou l'impérialisme s'est-il une fois de plus "laissé tromper"?
- 5.- Alors que jusqu'au début de 1944, l'esprit internationaliste avait été prédominant dans les rangs des partisans yougoslaves, et que le PC yougoslave, à l'encontre de la politique suivie par d'autres PC sous l'occupation, s'était efforcé de maintenir cet esprit internationaliste (création de formations bulgares, italiennes et allemandes dans les rangs des partisans), cette attitude changea brusquement après la formation du gouvernement central (dans lequel, il ne faut point l'oublier, le bourgeois Chouthachich occupa le poste de ministre des affaires étrangères). La déportation en masse de toute la minorité allemande fut entreprise en 1945, et l'occupation de l'Istrie et de Trieste déclencha de véritables crises de chauvinisme sous lesquelles la minorité italienne fut soumise à une telle terreur qu'elle reste encore aujourd'hui violemment hostile au communisme.

Tout cela confirme la conclusion déjà formulée plus haut : l'appareil d'Etat reconstruit en 1944-45 ne fut pas un appareil d'Etat ouvrier. Le mouvement révolutionnaire des masses yougoslaves fut stoppé avant d'arriver à son but, et cet arrêt du mouvement des masses fut le prix que le PC yougoslave paya pour sa reconnaissance par l'impérialisme et par la clique royale de Choutatchin. Arrêté avant d'arriver à son but, le mouvement des masses est resté en veilleuse jusqu'en 1948. Si, plus tard, comme dans les autres pays du glacis, le PC au pouvoir élimina les partis bourgeois et prit des mesures radicales de nationalisation, cela fut fait par voie purement administrative. Le PC au pouvoir ne s'adressa plus aux masses à aucun moment avant la rupture d'avec le Kremlin. SI L'ACTION DES MASSES AVANT 1945 EST COTE DES DIFFERENCES FONDAMENTALES AVEC CELLE DE TOUTS LES AUTRES PAYS DU GLACIS, ELLE N'A JAMAIS EU UN ROLE EN 1945 et 1946, PERIODE PENDANT LAQUELLE TOUTS LES BOUTELEMANTS POLITIQUES ET ECONOMIQUES SE SONT PRODUITS EN YUGOSLAVIE.

Notons en passant que le PC yougoslave lui-même n'était nullement conscient d'avoir construit "la dictature du prolétariat" en 1944-45. Les grandes discussions se sont produites en son sein durant toute l'année 1946 au sujet du caractère de la Yougoslavie nouvelle. Deux membres du Bureau Politique, Hebrang et Yovovitch, qui se trouvaient à la direction de l'économie yougoslave, considéraient la Yougoslavie comme capitalisme d'Etat et agissaient en conséquence. Cette opinion, soit dit en passant, est aujourd'hui reprise par les théoriciens staliniers "officiels" partout dans le monde. Quant à nous, nous ne pensons pas le moins du monde que la Yougoslavie ou les pays du glacis soient des "capitalismes d'Etat". Mais il est extrêmement instructif de lire chez Kidric comment cette discussion s'est terminée :

" En 1946, se tenant fermement avec le camarade Tito sur les positions de l'édification socialiste de notre pays, le Comité Central a mis fin aux discussions continuelles. Notre appareil d'Etat fut réorganisé, ainsi que toutes les institutions économiques. On commença à poser les fondements de l'organisation socialiste de notre économie, de l'accumulation et du plan financier. On organisa des entreprises économiques d'Etat sur le type socialiste..." - (Souligné par nous).
(cp. cit. p. 27)

On commença à faire tout cela en 1946... Nous ne pourrions vraiment pas trouver une meilleure confirmation de notre thèse! Le mouvement des masses, arrêté en 1944-45, n'a pas réussi à aboutir à des transformations fondamentales dans la structure de l'appareil d'Etat et de l'économie. Ce n'est qu'en 1946, après l'arrêt du mouvement des masses, que ces transformations furent entreprises par l'action administrative comme dans les autres pays du glacis. Quelle que soit leur importance pour comprendre le développement ultérieur de la Yougoslavie, les particularités du développement yougoslave ne permettent pas de caractériser ce pays comme "Etat ouvrier". Cette caractérisation n'est donc possible que si l'on considère la question des nationalisations et celle du "contrôle sur l'Etat", c'est-à-dire la question de ce qu'il y a de commun entre tous les pays du glacis.

II.- LE CRITERE

La métaphysique de la propriété nationalisée

Il y a deux ans, à la veille du Congrès Mondial, les camarades de la Commissaire Johnson-Forest ont lancé contre la majorité de l'Internationale et contre l'auteur de cet article en particulier l'accusation d' "économisme" : nous étions accusés de baser nos raisonnements sur la formule : Nationalisation des moyens de production = Etat ouvrier.

Nous avons immédiatement réfuté cette accusation absurde. Nous avons dit que seule la nationalisation des moyens de production produite par la révolution prolétarienne était un critère de l'existence d'un Etat ouvrier. C'est seulement si l'on considère l'ensemble des transformations économiques produites par la Révolution d'Octobre qu'on a le droit de considérer pour l'URSS les formules "mode de production", "rapports de production" et "rapports de propriété" comme trois formules équivalentes, exprimant le fait de la révolution prolétarienne respectivement sur le terrain économique, social et juridique. Mais il ne s'ensuit nullement que n'importe quelle propriété nationalisée s'identifie avec un mode de production non-capitaliste et par conséquent avec une révolution dans les rapports de production. Pareille conception serait effectivement "économiste", c'est-à-dire une grave déviation phénoménologique du marxisme. Mais telle n'était jamais la conception de Trotsky ou celle de l'actuelle majorité de la IVe Internationale.

Aujourd'hui, les camarades du R.C.P. et plusieurs camarades partisans de la théorie de la nature ouvrière de l'Etat yougoslave reprennent contre nous l'accusation des camarades Johnson-Forest en sens inverse : ils nous accusent d'avoir abandonné la conception de Trotsky qui, d'après eux, identifiait la propriété nationalisée à l'Etat ouvrier. Naturellement, en s'y appliquant, on peut trouver ça et là dans les articles de Trotsky des formules ambiguës qu'on pourrait interpréter dans un sens "économiste". Mais ces formules ont exactement autant de valeur que les quelques citations de Lénine, sans cesse ressassées par les staliniens, concernant la possibilité de "la victoire du socialisme en Russie".

Il s'agit, dans les deux cas, non d'exposés théoriques systématiques du sujet, mais de formulations elliptiques dans des articles de polémique, dont la signification réelle ne peut être retrouvée que si l'on considère tout le contexte. Dans l'ensemble, dans ses écrits théoriques abordant spécialement le sujet, Trotsky utilise de préférence la formule : "la propriété nationalisée produite de la Révolution", dont le sens a été précisé plus haut.

En fait, dans cette discussion sont impliquées la possibilité et l'extension des nationalisations bourgeoises. Et nous ne devons point hésiter à reconnaître que, sur ce terrain, l'extraordinaire affaiblissement du capitalisme hors des USA a, depuis deux ou trois décades, changé pas mal de données. En 1925, Trotsky écrivait dans "Où va l'Angleterre" qu'une nationalisation des charbonnages britanniques était impossible sans révolution prolétarienne. Cette définition était absolument exacte à ce moment -- et les camarades du RCP qui expliquent que Trotsky "s'est trompé" à ce sujet, n'ont compris ni ce qui était juste dans cette thèse ni pourquoi elle est aujourd'hui dépassée. Mais l'affaiblissement considérable de l'impérialisme britannique a eu pour résultat qu'en 1945-49 non seulement cette nationalisation a été possible, mais

qu'elle a même été nécessaire à la survie de l'impérialisme britannique.

De même, il y a deux décades, aucun marxiste n'aurait admis la possibilité d'une nationalisation bourgeoise des principales banques françaises, l'impérialisme français étant l'impérialisme rentier et banquier par excellence. Aujourd'hui, la seconde partie de cette thèse ayant perdu toute réalité, la première a pu se réaliser sans provoquer des heurts majeurs dans la vie interne de la bourgeoisie française. La nationalisation des sociétés pétrolières mexicaines, des chemins de fer argentins, de toute "l'industrie" birmanne et d'autres mesures analogues, reflètent fondamentalement deux phénomènes combinés, expression de la décomposition progressive du capitalisme mondial : dans les pays avancés, la bourgeoisie est forcée de nationaliser certains secteurs-clés afin de maintenir la rentabilité et la survie des principaux secteurs industriels ; dans les pays arriérés, la bourgeoisie est forcée de nationaliser des secteurs-clés et autres de l'industrie, sa pauvreté en capitaux l'empêchant de les gérer sur la base de la propriété privée.

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser de plus près la signification historique de ces deux processus ; mais leur réalité est indéniable. La décomposition du capitalisme s'approfondissant et cette tendance se manifestant de plus en plus dans la tendance à la fusion de l'économie et de l'Etat, il devient de plus en plus dangereux pour les marxistes d'opérer avec des formules du genre : "La bourgeoisie est incapable de nationaliser 50, ou 60 ou 80 % de l'industrie", sans préciser ni le temps, ni le lieu, ni les conditions qui déterminent cette "impossibilité". En fait, chacun sait que dans un passage célèbre, Engels admet la possibilité d'une nationalisation de toute la propriété bourgeoise par l'Etat bourgeois suivant le modèle de l'étatisation des chemins de fer allemands par Bismarck. Et si Trotsky exclut cette nationalisation totale dans un passage non moins fameux de sa "Révolution Trahie", il cite comme seuls arguments les divergences d'intérêts entre différents groupes bourgeois et la tentation que présenterait pareil Etat pour la révolution. La valeur de ces arguments, si elle est considérable, n'a pourtant qu'une portée limitée dans deux cas précis : a) celui de pays arriérés dont la bourgeoisie se trouve à peine en formation (les dissensions internes de la bourgeoisie birmane ou birmane ne peuvent être de toute évidence des facteurs historiques décisifs) ; b) celui de régimes politiques ayant exproprié politiquement la bourgeoisie et lui imposant des mesures qui, tout en exprimant ses intérêts historiques peuvent être fort contradictoires avec ses intérêts immédiats. (Cfr. Stalinisme dans ses dernières années ; "République sociale" de Mussolini, etc.).

En considérant tous ces facteurs, nous définissons comme métaphysique le raisonnement des camarades qui disent : La Yougoslavie (et la plupart des pays du globe) sont des Etats ouvriers parce que l'industrie et le commerce de gros y trouvent presque entièrement nationalisés. Ces camarades font en effet abstraction de facteurs décisifs pour juger la nature de ces nationalisations : qui les a instaurés, quand, au profit de qui et dans quelles conditions. Ils isolent un facteur historique de son contexte et réduisent à un simple syllogisme -- on fait : à une tautologie et à une pétition de principe, car en disant que la Yougoslavie est un Etat ouvrier parce que la propriété industrielle y est nationalisée, on présume que ces nationalisations sont des nationalisations ouvrières, c'est-à-dire on présuppose ce qu'il on devrait prouver... -- ce qui devrait être sérieusement une analyse historique approfondie.

Est-il exact que l'étatisation complète des moyens de production et

d'échange démontre "automatiquement" l'existence d'un Etat ouvrier? Oui, si l'on considère cette formule comme s'appliquant uniquement à l'histoire des sociétés prise dans son aspect historique. Non si on la considère comme s'appliquant également à toutes les situations concrètes, par exemple à des situations transitoires. En effet, que signifie au juste cette formule? Elle signifie, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, que les rapports de propriété sont normalement l'expression juridique des rapports de production qui représentent, sur le plan social, la réalité d'un mode de production déterminé. Ces trois expressions (économique, social et juridique) se couvrent normalement comme des centaines de citations marxistes classiques l'indiquent:

" La façon (le mode) dont les hommes gagnent leur vie, produisent les marchandises nécessaires à leur vie, dépend de la nature de leurs instruments de travail, de leurs matières premières, en un mot... de leurs moyens de production... A l'évolution de la production (du mode de production: trad.) correspond une évolution de la société. Les formes de la société et les rapports réciproques de ses membres (les rapports de classe ou rapports sociaux) dépendent cependant de la façon la plus étroite des formes de propriété qui les reconnaissent et les maintiennent. L'évolution de la production est par conséquent accompagnée d'une évolution de la propriété".

(K. Kautsky : "Le Programme d'Erfurt", 9e édition.- Notre traduction).

Mais il est évident que l'équivalence de ces trois expressions ne signifie ni leur identité, ni leur simultanéité complète dans le temps. Ainsi, les formes de propriété féodales et semi-féodales ont été abolies en France à un moment où le mode de production féodal ou semi-féodal était sinon inexistant depuis longtemps, du moins quantité négligeable dans la vie économique de la nation. Il est vrai qu'une révolution prolétarienne du type classique réalisera en général le bouleversement sur tous les trois terrains à la fois sans grands intervalles entre eux. Mais dans notre époque de décomposition de la société capitaliste et de retard prolongé de la révolution mondiale, des cas transitoires, des cas de développement combiné se présentent, qui font que les rapports de propriété peuvent être bouleversés sans pour cela l'économie devienne automatiquement une économie s'orientant du capitalisme vers le socialisme, et sans qu'on puisse conclure à l'existence d'un Etat ouvrier. Un exemple frappant est celui de la République Populaire de la Mongolie Extérieure. Ce pays est le premier exemple d'un pays traité comme ceux du glacis par l'URSS. Il possède une Constitution fidèlement copiée sur celle de l'Union soviétique. L'étatisation quasi-complète des moyens de production et d'échange y est proclamée et indubitablement réalisée. Or, il est impossible de déclarer la Mongolie Extérieure un "Etat ouvrier" pour la simple raison qu'il n'y existe pas et n'y a jamais existé ni prolétariat, ni bourgeoisie, ni même une classe nombreuse d'agriculteurs propriétaires, et que la presque totalité de la population consistait en pasteurs nomades. Le mode de production y est donc plus près du communisme primitif que du socialisme moderne. Néanmoins, nous y trouvons les rapports de propriété les plus avancés du monde. Le développement combiné a ainsi donné à tous les métaphysiciens une leçon éclatante que ceux-ci feraient bien de ne pas oublier quand ils étudient la société transitoire des pays du glacis.

+ + +

Trois types de nationalisations

Irrités par toutes ces considérations d'un ordre théorique, nos partisans de la "théorie du caractère ouvrier des pays du glauc nous accuseraient ici de brouiller volontairement les cartes. "Comment peut-

on parler des nationalisations françaises ou britanniques à propos des nationalisations du glauc? Ces dernières n'ont-elles pas été imposées à la bourgeoisie au point de l'exproprier presque complètement? Il n'existe fondamentalement que deux types de nationalisations : les nationalisations bourgeoises, "nationalisations des portes", réalisées par la bourgeoisie à son profit, et les nationalisations ouvrières, mesures d'un Etat ouvrier dégénéré ou non, tendant à l'expropriation de la bourgeoisie. Dans quelle catégorie placez-vous les nationalisations du glauc?"

Malheureusement, la loi du développement combiné, les situations transitoires et autres capricieux dialectiques de l'histoire, n'ont point encore fini de jouer des tours aux théoriciens à la pensée métaphysique. Bien sûr, puisque le marxisme ne conçoit à notre époque fondamentalement que deux types d'Etat, des Etats bourgeois et des Etats ouvriers, il n'y a fondamentalement que deux types de nationalisations quant à leur nature sociale : des nationalisations bourgeoises et des nationalisations ouvrières. Cependant, cette constatation n'implique nullement que soit exclue une combinaison entre les deux types, apparaissant dans des conditions spéciales, exceptionnelles, transitoires : des nationalisations qui tout en étant bourgeois ont un point de vue historique -- le gouvernement qui les a prises étant un gouvernement bourgeois -- sont pourtant imposées contre la volonté de la bourgeoisie et vont directement à l'encontre de ses intérêts.

Ainsi Mussolini, durant la période de sa "République sociale de Salò", a pris contre la volonté et les intérêts de toute la bourgeoisie italienne une série de mesures dont l'audace était d'autant plus grande que la possibilité de réalisation était plus limitée. D'après "The Economist" du 5 mai 1945, "la République fasciste de Mussolini nationalisa tout le secteur industriel de l'Italie du Nord". Le gouvernement de Mussolini était-il pour cette raison un gouvernement ouvrier ("puisque'il prend des mesures allant à l'encontre des intérêts de toute la classe")? Personne ne tirera cette conclusion. Mussolini se trouva à la tête d'un gouvernement bourgeois de par ses origines historiques et sa structure, gouvernement qui était cependant non au service de la bourgeoisie italienne mais de la bourgeoisie allemande. Ce sont là des cas "nouveaux" tels que l'agonie du capitalisme nous en procurera constamment.

Tout le monde sait que des nombreux gouvernements des pays latino-américains et des pays semi-coloniaux en général, peuvent très souvent représenter exclusivement les intérêts d'une puissance impérialiste et agir en contradiction complète avec les intérêts des bourgeoisies "autochtones". Cela n'empêchera pas un marxiste de les caractériser comme des gouvernements bourgeois.

Mais nous avons, sur le plan des nationalisations, des exemples plus récents : celui de la Birmanie et celui de la Tchécoslovaquie. La Birmanie a, dès la proclamation de son indépendance, manifesté la décision de se donner un régime d'étatisation des moyens de production industriels, de la terre et des banques. En fait, la Birmanie s'est donnée une consti-

tution copiée sur la constitution yougoslave, déclarant propriété du peuple toutes les richesses du sol et du sous-sol, toutes les industries et toutes les banques. Y aurait-il quelqu'un parmi nous pour déclarer pour cette raison la Birmanie "Etat ouvrier"? (il est d'ailleurs curieux de remarquer que la constitution birmane déclare aussi que le pouvoir émane des comités du peuple. Il est temps de comprendre que les paroles et les formules jadis claires sont hélas aujourd'hui remplies d'un contenu différent suivant ceux qui les utilisent...).

D'autre part, le gouvernement Benés formula dès sa constitution à Koscice — ainsi que d'ailleurs le premier gouvernement de coalition polono-tchécoslovaque participa Micholayczik — un projet de nationalisation de toute l'industrie lourde, de toutes les banques moins une, de toutes les grandes entreprises de l'industrie légère et des plus importantes entreprises du commerce extérieur. Ces nationalisations touchaient de 60 à 80 % de tout le capital tchécoslovaque. Peut-on placer ces nationalisations sur le même plan que les nationalisations françaises ou britanniques? Bien sûr que non. Dans le second cas, il s'agit de nationaliser des entreprises déficitaires ou de nationaliser des entreprises dont les intérêts particuliers gênaient les intérêts généraux de la classe capitaliste. La masse de la bourgeoisie profita grandement de ces mesures, au point que les conservateurs britanniques par exemple ne proposent nullement de les abolir. Dans le premier cas au contraire, il s'agit de mesures de nationalisation restreignant la classe capitaliste à un secteur secondaire et insignifiant de la vie économique et lui enlevant pratiquement les leviers de commande de l'économie nationale. Un concours de circonstances particulières (expropriation préalable de la bourgeoisie nationale par l'impérialisme allemand; vide créé par l'effacement de celui-ci; incapacité de la bourgeoisie à remplir ce vide par suite de son extrême pauvreté en capitaux; pression des masses; tendance à l'assimilation structurelle imposée par la bureaucratie soviétique qui contrôle le pays etc.) obligea la bourgeoisie à admettre ces mesures la mort dans l'âme. Ces mesures deviennent-elles pour cette raison des mesures de nationalisation ouvrières? Bien sûr que non. L'histoire s'est permis le luxe de combiner de façon peu élégante des traits dominants des deux types de nationalisation, et ceux qui essayent de voir clair dans cette situation à l'aide de critères simplistes ne réussissent qu'à s'égarer dans le maquis des caractéristiques contradictoires.

Or, nous savons que le trait dominant de l'évolution économique des pays du glacis depuis la fin de la guerre consiste précisément en ceci : que par suite du concours de circonstances précitées, dans une mesure différente d'un pays à l'autre, mais en général partout de façon à bouleverser toute la structure économique, les secteurs-clés de l'économie ont échappé à la bourgeoisie et à la propriété privée, soit qu'ils deviennent propriété étatique, soit qu'ils deviennent propriété de sociétés mixtes soviétiques ou de sociétés soviétiques par actions. Nous savons en outre qu'il s'agit là de mesures auxquelles de toute façon la bourgeoisie ne pouvait pas échapper, les capitaux lui manquant pour occuper la place laissée libre par l'effondrement de l'impérialisme allemand. Alors la question suivante se pose : la nature capitaliste de l'économie de ces pays pouvait-elle être mesurée par les limites des nationalisations, c'est-à-dire par le fait qu'en Tchécoslovaquie et en Pologne les entreprises d'industrie légère

ainsi que les commerçants restaient les seuls représentants de la bourgeoisie moyenne, la grosse bourgeoisie ayant disparu? Peut-on défendre sérieusement la thèse que la "destruction du capitalisme" a consisté par exemple en Tchécoslovaquie dans les mesures de "parachèvement" des nationalisations en février 1948, qui ont amené les nationalisations de 70 à 80 % de l'industrie? Pareil raisonnement ne s'est-il pas lui-même ramené à l'absurde?

Une conclusion s'impose à notre avis, impérieusement : DANS CES SITUATIONS DE TRANSITION, LA LOI DU DEVELOPPEMENT COMBINE PEUT PRESENTER DES CAS DANS LESQUELS L'ETATISATION DE LA PLUS GRANDE PARTIE DES MOYENS DE PRODUCTION ET D'ENCHARGE PEUT ETRE L'OEUVRE D'UN ETAT OUVRIER. DANS DE PAREILLES SITUATIONS, CETTE ETATISATION CESSÉ D'ÊTRE D'UN CRITERE AUTOMATIQUE PROUVANT L'EXISTENCE D'UN ETAT OUVRIER (défini ou non). DANS DE PAREILLES SITUATIONS, LES RAPPORTS DE PRODUCTION PEUVENT, PENDANT UNE BREVE PERIODE, NE PAS CORRESPONDER AU MODE DE PRODUCTION DOMINANT, c'est-à-dire un mode de production prédominairement capitaliste peut être accompagné par l'étatisation des moyens de production.

- + -

LA METAPHYSIQUE DES
"GROUPES D'HOMMES ARMÉS".

) Les partisans de la théorie de la nature
(ouvrière des pays du glacis sentent trop for-
) tement combien toute leur argumentation, ba-
) sée sur l'étatisation des moyens de produc-
) tion, est ébranlable, pour ne pas chercher leur salut ailleurs. Ils en

viennent ainsi tout naturellement à la question de la nature de l'Etat. En effet, Lénine a maintes fois insisté sur le fait, et les léninistes l'ont toujours admis, que la victoire de la révolution socialiste (c'est-à-dire l'établissement du pouvoir des soviets) est elle-même le critère décisif pour prouver sa propre existence. L'Etat résultant d'une telle révolution est de toute évidence "ouvrier", même si les rapports économiques n'ont encore connu aucun bouleversement immédiat.

Mais, abstraction faite de la Yougoslavie, aucun pays du glacis ne présente de l'avis même des camarades contre lesquels nous devons polémiquer, des traits aussi clairs et simples permettant de tirer une conclusion "évidente" du genre de celle dont nous parlons plus haut. Or, la combinaison de l'argument économiste et de l'argument étatique présente, dans le cas précis des situations transitoires et plus particulièrement du glacis, toutes les caractéristiques du cercle vicieux : pour prouver la nature ouvrière de l'Etat, on invoque les nationalisations presque complètes ; mais pour prouver le caractère ouvrier de ces nationalisations, on invoque... le caractère ouvrier de l'Etat! De ce cercle vicieux, certains camarades, en premier lieu ceux du RCP, ont cherché une sortie en se rabattant sur une métaphysique phénoménologique des "groupes d'hommes armés", digne pendant de la métaphysique de la "propriété étatisée".

Chaque marxiste sait qu'Engels, dans une de ses formules lapidaires, brillantes et pleines de signification, a caractérisé l'Etat comme "un groupe d'hommes armés". Cette formule suffit certes pour expliquer aux novices la théorie marxiste de l'Etat et pour se retrouver dans des

cas d'une simplicité relative, y compris celui d'une révolution socialiste "normale". Mais dès que cet éternel trouble-fête, le développement combiné, se mêle à la partie, provoquant des situations transitoires et paradoxales imprévues dans les textes classiques, la formule d'Engels, comme toute formule, est absolument impuissante pour remplacer à elle seule une analyse ardue et documentée. Tenter de demander à cette formule une réponse ad hoc à tous les cas nouveaux, exceptionnels, transitoires, que l'histoire produira, qu'elle ne peut donner, risque de discréditer de façon absolument imméritée le vieil Engels et la méthode marxiste en général.

L'Etat c'est "un groupe d'hommes armés". Cela signifie dans des cas normaux : l'Etat c'est la classe dominante armée (règle qui s'applique notamment à une révolution socialiste normale), ou bien : c'est un corps spécial d'hommes armés directement au service d'une classe dominante. Cependant, l'histoire a déjà depuis longtemps offert des cas de bonapartisme, où l'Etat devient une bande d'aventuriers expropriant politiquement la bourgeoisie et pillant ses caisses, tout en défendant ses intérêts historiques. Puis nous avons vu, vers la fin du régime fasciste allemand et italien, l'Etat devenir une bande d'aventuriers armés qui, au nom de la défense des intérêts "historiques" des classes dominantes, menaçaient d'entraîner celles-ci jusque dans l'extermination physique. Par conséquent, il est impossible de juger sur la base de son action pendant une brève période la nature de classe d'un Etat en se posant la simple question : au profit de qui travaille-t-il?

Mais certains des partisans de la théorie du caractère ouvrier des pays du glacis vont même plus loin. Ainsi, les camarades du RCP expliquent que pour répondre à la question : "quelle est la nature sociale de l'Etat", il suffit de répondre simplement à la question : "qui contrôle l'Etat". Puis, de toute évidence, la bourgeoisie des pays du glacis ne contrôle plus l'appareil d'Etat, et que celui-ci se trouve entre les mains des staliniens, il s'ensuit logiquement pour ces camarades que l'Etat a cessé d'être un Etat bourgeois.

Que signifie au juste cette formule vague : "contrôler l'Etat"? Il semble bien que les camarades du RCP, appliquant à tort la définition des "groupes d'hommes armés" donnée par Engels, conçoivent le "contrôle de l'Etat" exactement de la même façon que les schachtmanistes et les journalistes bourgeois : contrôle l'Etat celui qui contrôle la police et l'Armée. Et puisque les staliniens se sont indubitablement emparés du contrôle de ces "groupes d'hommes armés", ils ont donc conquis le pouvoir politique et détruit l'Etat bourgeois...

Dans des conditions normales, la police et l'armée sont les instruments les plus sûrs d'une classe dominante. Mais dans des périodes de bouleversement, dans des situations exceptionnelles et transitoires, la police et l'armée reflètent dans leur évolution chaotique plutôt la dissolution et l'effacement des exploités que l'établissement de leur domination. La plupart des pays belligérants d'Europe se trouvèrent à la fin de la guerre privés aussi bien d'une police que d'une armée sérieuse. Dans les pays du glacis, les staliniens réussirent dès le début de l'occupation à prendre en mains les positions-clés contrôlant l'armée et la police. Néanmoins, à la tête de l'armée ils placèrent en général des vieux cadres de l'armée bourgeoise au passé semi-fasciste. Ainsi, les "groupes d'hommes armés" so

trouvèrent en Finlande, pays resté classiquement bourgeois, contrôlés par le ministre stalinien Heino jusqu'au début de 1948. Cela fit-il de la Finlande un pays ouvrier, qui a connu ensuite une "contre-révolution" victorieuse au moment où Heino a été expulsé du gouvernement? De même en Autriche, un stalinien, Hauner, reçoit en 1945 le ministère de l'intérieur et le contrôle sur la police. Et comment expliquer qu'après les coups d'Etat qui donnèrent le contrôle de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie aux staliens, les armées de ces deux pays continuèrent à être contrôlées pendant plusieurs mois par des généraux (Pika, Palffy) dont le caractère bourgeois ne fait aucun doute, et qui furent d'ailleurs ultérieurement trainés devant les tribunaux comme des agents étrangers? Aucune gymnastique ne nous sort de l'embarras à l'aide de la formule simpliste des "groupes d'hommes armés".

Plus simpliste encore est un autre critère appliqué par certains partisans de la théorie du caractère ouvrier des pays du glacis. Ils disent : la bourgeoisie mondiale et les bourgeois qui subsistent dans le glacis sont violemment hostiles aux gouvernements de ces pays. La seule classe dans laquelle ces gouvernements disposent d'un certain appui, c'est la classe ouvrière. Cela ne prouve-t-il pas le caractère de classe de ces Etats? De nouveau, un critère qui est fort exact quand il s'applique à des conditions normales et pour toute une période historique, perd son sens quand on veut l'utiliser pour une situation transitoire déterminée. En outre, c'est une grave erreur méthodologique que de confondre nature de l'Etat et nature du gouvernement. Nous avons connu maints gouvernements d'un Etat bourgeois qui, parce qu'ils étaient composés en grande partie ou exclusivement de représentants de parties ouvrières, jouissaient du soutien enthousiaste de toute la classe ouvrière et de l'hostilité ouverte ou voilée de la bourgeoisie nationale et internationale. Faut-il mentionner ici le gouvernement du Labour Party qui illustre de façon éclatante cette thèse? Le fait que le gouvernement de l'Espagne républicain a été combattu avec acharnement par la bourgeoisie nationale et internationale et soutenu de la façon la plus enthousiaste par tout le prolétariat mondial enlève-t-il quelque chose à notre analyse de l'Etat de l'Espagne républicain en tant qu'Etat bourgeois?

Mais allons plus loin. Les léninistes n'ont jamais nié la possibilité de l'existence transitoire, dans des moments d'ébranlement de la société capitaliste, de gouvernements ouvriers, ou ouvriers et paysans, dans le cadre de l'Etat bourgeois non encore renversé. De tels gouvernements seraient caractérisés par une concentration de tous les efforts pour accélérer le renversement de la bourgeoisie. Ce serait, si l'on veut, des gouvernements qui prépareraient "ouvertement" la guerre civile, qui reprendraient dans des circonstances exceptionnelles le rôle que le Soviet de Petrograd a joué à la veille d'Octobre. En fait, l'histoire a donné des exemples concrets de tels gouvernements : les gouvernements socialo-communistes de Saxe et de Thuringe constitués en 1923. Nous savons que ces gouvernements ont échoué dans leur tâche. Nous savons qu'ils ont commis des erreurs opportunistes qui ont gravement freiné l'élan des masses vers la prise du pouvoir dans toute l'Allemagne. Nous savons que les communistes y étaient prisonniers du orétinisme parlementaire des socialistes de gauche, eux-mêmes prisonniers de l'aile réformiste social-démocrate, agence ouverte de la contre-révolution. Mais personne ne peut nier que toute une série de mesures prises par ces gouvernements (convocation et partici-

pation au Congrès des comités d'usine ; début d'armement du prolétariat etc.) dépassent de loin les cadres d'une politique d'un gouvernement bourgeois. Néanmoins, ces mesures ont été prises à un moment où l'Etat, de toute évidence, gardait toutes ses caractéristiques d'un Etat bourgeois classique.

Ces considérations nous permettront plus loin de donner une définition plus exacte de la nature du gouvernement et de l'Etat yougoslave. Mais un autre facteur important doit être considéré dans l'analyse des Etats du type bonapartiste. Ce sont des Etats bonapartistes, mais des Etats bonapartistes d'un type tout à fait spécial : l'Etat n'y défend les intérêts d'aucune des classes fondamentales de la société nationale, ni de la bourgeoisie, ni du prolétariat, ni de la paysannerie. Il est au service d'une force étrangère à la société nationale, au service de la bureaucratie soviétique. Par cela il se rapproche évidemment dans ses rapports avec la bourgeoisie "nationale" de la fonction des autres types d'Etat que nous avons déjà énumérés plus haut, et qui étaient au service d'une force étrangère à la société nationale : gouvernements de certains pays semi-coloniaux, République mussolinienne de Salò, gouvernements Quisling sans base nationale etc. Bien entendu, ces types spéciaux de gouvernements bonapartistes "indépendants" de la société nationale étaient tous au service d'une puissance impérialiste étrangère ; les gouvernements bonapartistes du glacis sont au service de la bureaucratie soviétique. De cette différence, d'importantes conclusions se dégageront quand nous analyserons le problème de l'assimilation structurelle. Mais cette différence ne change rien à la façon d'aborder le problème qui doit s'inspirer de cette qualification spéciale de type bonapartiste.

Shachtman et quelques-uns de ceux qui ont hérité sa tournure d'esprit, nous posent la colle suivante : Vous dites que les pays du glacis sont des pays capitalistes. Vous dites que leurs gouvernements sont des gouvernements semi-fascistes (le bonapartisme contemporain ayant le plus souvent un caractère semi-fasciste), c'est-à-dire, d'après la définition donnée par Trotsky dans l'Histoire de la Révolution Russe, du "pouvoir concentré de la bourgeoisie". N'est-il pas grotesque de caractériser comme "pouvoir concentré de la bourgeoisie" des gouvernements qui ont exproprié à un degré très élevé les capitalistes, les soumettant à toutes sortes de terreur ?

Ce raisonnement pêche par la base, c'est-à-dire par sa définition du bonapartisme bourgeois. Il y a en effet deux types de gouvernements bonapartistes bourgeois dans l'histoire contemporaine. L'un de ces deux, c'est le type classique de Napoléon Bonaparte, de Napoléon III, de von Papen et von Schleicher en Allemagne avant Hitler, de Dolfus en Autriche etc. Avec des différences considérables de cas en cas, ces gouvernements se laissent tous plus ou moins classer dans la catégorie "pouvoir concentré de la bourgeoisie". Mais il y a aussi un autre type de gouvernement bonapartiste, dont les deux exemples les meilleurs sont ceux de Robespierre, à partir de son tournant à droite (repression des déchristianisateurs et des Hébertistes) et de Kerensky (à partir du soulèvement de Kornilov). Ces deux pouvoirs étaient bonapartistes parce qu'élevés au-dessus des classes et s'efforçant de gouverner par l'appareil "indépendant" et "impartial". Mais leur bonapartisme, loin de représenter le pouvoir concentré de la bourgeoisie, représentait leur isolement de la bourgeoisie aussi bien que des masses laborieuses. Cette définition explique leur position précaire, qui a provoqué leur renversement facile - dans le cas de Robespierre de la part des bourgeois, dans le cas de Kerensky de la part du prolétariat. Les gou-

vernements des pays du glacis seraient sans aucun doute renversés avec la même facilité, dans certains cas par la bourgeoisie, dans certains autres par le prolétariat, si l'on enlève le seul facteur solide de leur pouvoir : le poids de la bureaucratie soviétique, force étrangère, sur la société du glacis. Nous voyons ainsi que l'histoire du bonapartisme depuis 150 ans permet de donner une définition du type de ces gouvernements qui ne peut être crédit nullement les conclusions de notre analyse sociologique de ces situations.

De tout ce qui précède nous pouvons maintenant dégager une conclusion beaucoup plus générale : DANS LE CAS DE SITUATIONS TRANSITOIRES, EXCEPTIONNELLES, IL EST AUSSI IMPOSSIBLE DE JUGER DE LA NATURE SOCIALE D'UNE ECONOMIE ET D'UN ETAT EN SE BASANT EXCLUSIVEMENT SUR LES RAPPORTS DE PROPRIETE QU'EN SE BASANT SUR LA QUESTION : "DANS L'INTERET DE QUELLE CLASSE AGIT L'ETAT", "QUI CONTROLE LES GROUPES D'HOMMES ARMES". On ne peut juger ces situations transitoires que si l'on pèse l'ensemble des facteurs, le mode de production prédominant aussi bien que les rapports de propriété, les origines historiques et la structure de l'Etat aussi bien que sa fonction, la dynamique de la société en présence et les différentes variantes d'évolution qui se laissent déduire de la situation transitoire donnée. Seule une telle analyse d'ensemble permet d'indiquer non seulement le processus de transformation auquel ces sociétés sont soumises, mais encore le point précis auquel cette transformation est arrivée.

----- ++-----

(.....)

LES PERSPECTIVES HISTORIQUES A LA LUMIERE DE LA DISCUSSION PRESENTE

Arrivés à ce point de l'analyse, nous pouvons quitter le glacis et la Yougoslavie et nous tourner vers des problèmes plus fondamentaux. "Toute définition sociologique est au fond un pronostic historique" ; cette formule lucide de Trotsky nous permettra de comprendre les implications décisives de la discussion présente concernant l'ensemble de nos perspectives et le rôle même de la IV^e Internationale dans l'histoire contemporaine.

A la base de la discussion sur le glacis peuvent se trouver deux estimations différentes de l'étape de développement à laquelle le stalinisme est aujourd'hui arrivé. Le raisonnement des camarades qui définissent la plupart des autres pays du glacis comme des Etats ouvriers, implique que l'URSS a réussi plus ou moins définitivement à stabiliser sa domination sur l'Europe orientale et centrale sans avoir besoin d'incorporer effectivement l'économie de ces pays dans l'économie soviétique. Mais cette destruction du capitalisme, cette constitution d'Etats ouvriers a été possible en Europe orientale et centrale sans révolution prolétarienne, du moment que : a) l'URSS possédait sur ces différents pays bourgeois une supériorité militaire et économique écrasante ; b) le capitalisme s'y trouvait en état de décomposition avancée suite à la guerre, etc., c) le mouvement ouvrier ne connaissait pas suffisamment de montée pour se libérer de la camisole stalinienne. Ces conditions si exceptionnelles qu'elles soient, sont intimement liées au caractère même de notre époque. Dans l'éventualité de l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale avant que la crise interne de l'URSS ne renverse le stalinisme, ou avant que la révolution prolétarienne ne triomphât dans le reste du monde --éventualité peut-être improbable mais de toute

raison nullement exclue-- LES MEMES CONDITIONS FONDAMENTALES SE REPETERAIENT POUR TOUTE L'EUROPE OCCIDENTALE ET LA PLUS GRANDE PARTIE DU SUD-EST ASIATIQUE. Poussée à ce point la définition sociologique de nos camarades devient donc une perspective concrète : perspective de la possibilité d'une croissance et d'un développement grandissant du stalinisme à l'échelle internationale dans les années et décades à venir!

Par contre, les opposants de la théorie des "pays du glacis, Etats ouvriers", partent d'une perspective complètement différente. Ils partent de l'hypothèse qu'il est impossible pour la bureaucratie soviétique d'asseoir plus ou moins stablement sa domination sur ces pays sans une incorporation effective de leur économie dans celle de l'URSS. Par conséquent, ils sont d'avis que la bureaucratie est loin d'avoir atteint ces buts, aujourd'hui, en Europe orientale et centrale, et qu'il est douteux qu'elle ne les atteigne jamais pour l'ensemble du glacis. Cette analyse se place dans la perspective plus générale que le stalinisme a déjà atteint et dépassé le point culminant de son évolution et se trouve au début de sa décomposition finale. Même si, ce qui nous paraît beaucoup plus improbable qu'aux camarades susnommés, la guerre éclatait dans des conditions permettant à l'armée russe d'occuper toute l'Europe et la plus grande partie de l'Asie, ce serait, à notre avis, nullement le début de la destruction du capitalisme dans ces pays, mais au contraire la répétition sur une échelle infiniment plus grande de la politique initiale de la bureaucratie dans le glacis, c'est-à-dire : action essentiellement contre-révolutionnaire, alliance avec les bourgeoisies "locales", chaos économique de plus en plus prononcé, décomposition accélérée de l'économie planifiée en URSS même.

Jusqu'ici, nous avons justifié toute notre attitude envers le stalinisme en jugeant son action du point de vue de la révolution mondiale. Nous n'avons jamais abandonné les critères du matérialisme historique qui consiste à juger les modes de production par leur capacité de développer les forces productives. Nous n'avons jamais condamné le stalinisme d'un point de vue de moralité abstraite. Nous avons basé tout notre jugement sur l'inefficacité des méthodes stalinienne du point de vue du renversement mondial du capitalisme. Nous avons expliqué que les méthodes ignobles utilisées par le Kremlin ne pouvaient pas faire avancer, mais faisaient reculer la cause de la révolution mondiale. Nous avons expliqué qu'on ne peut pas, globalement, renverser le capitalisme "par n'importe quel moyen" mais qu'il n'y a qu'un moyen à appliquer : celui de la mobilisation révolutionnaire des masses prolétariennes dans leurs organes de démocratie prolétarienne. Et nous avons jugé -et condamné- l'assimilation structurelle de telle ou telle province ou de tel ou tel petit pays à l'URSS, précisément de ce point de vue, en disant : ce qui compte aujourd'hui ce n'est pas l'expropriation de la bourgeoisie sur des petits bouts de territoire, mais la destruction mondiale du régime capitaliste ; et, sur la voie de cette destruction mondiale, le recul de la conscience ouvrière, la démoralisation et la désorganisation mondiale que provoquent les crimes du stalinisme sont infiniment plus lourds de conséquences que ces quelques "succès" isolés.

Il est évident que l'hypothèse de la destruction du capitalisme, non pas en Estonie ou en Roumanie ou même en Pologne, mais dans toute l'Europe et la plus grande partie de l'Asie, transformerait de fond en comble notre attitude face au stalinisme. La destruction du capitalisme sur plus de la moitié de l'humanité, englobant pratiquement tous les pays importants du monde à l'exception des Etats-Unis, changerait radicalement la balance des

avantages et désavantages historiques de l'action stalinienne. NOTRE CRITÈRE DU STALINISME DU POINT DE VUE DE SON INEFFICACITÉ FACE AU CAPITALISME PERDRAIT TOUT SON SENS.

Certains camarades, se rappelant vaguement la fameuse citation de Trotsky de 1939, ont essayé de rétorquer à cette argumentation en alléguant que l'établissement de rapports de forces favorables entre la bureaucratie et le prolétariat, permettant à la première d'atteindre ses buts sur des continents entiers, signifierait en réalité la prostration complète du prolétariat. Ce serait alors la perspective de la barbarie qui s'ouvrirait.

Nous ne pouvons admettre que ce raisonnement soit sérieux. L'établissement de rapports de forces favorables entre la bureaucratie stalinienne, à la tête de la deuxième machine militaire du monde, et le prolétariat polonais par exemple, a-t-il signifié la "prostration complète" de celui-ci? Ne peut-on pas admettre que des travailleurs puissent se battre vaillamment durant des années pour succomber ensuite temporairement à la supériorité de la bureaucratie stalinienne? Contrairement à Shachtman, nous n'avons jamais caractérisé de barbarie le régime social qui règne en URSS. À la longue, le développement des forces productives qui s'y produit augmente le prolétariat en nombre et en qualité et accroît les forces révolutionnaires de celui-ci, bien loin de les détruire définitivement. Si l'on définit le glaucis d'aujourd'hui ou des glaucis de demain comme étant socialement égal à l'URSS, pourquoi le même raisonnement ne s'y appliquerait-il pas? Bien loin d'être un régime barbare, basé sur "la prostration définitive" du prolétariat, le régime social s'étendant à toute l'Europe et à la plus grande partie du Sud-Est asiatique, serait un régime supérieur au capitalisme du point de vue du développement des forces productives, et, à la longue, accroîtrait les qualités révolutionnaires et socialistes du prolétariat bien loin de les détruire. Cette éventualité, que les camarades partisans de la théorie du caractère ouvrier des pays du glaucis sont loin d'envisager, mais qui se trouve être l'aboutissement logique de la voie sur laquelle ils se sont engagés, nous obligerait à réviser de fond en comble notre appréciation historique du stalinisme. Nous devrions alors examiner les raisons pour lesquelles le prolétariat n'a pas été capable de détruire le capitalisme sur de telles étendues territoriales, où la bureaucratie aurait accompli cette tâche avec succès. Nous devrions également préciser, comme le font déjà certains camarades du RCP, que la mission historique du prolétariat ne serait pas celle de détruire le capitalisme, mais bien celle de construire le socialisme, tâche que la bureaucratie ne pourrait résoudre par sa nature même. Nous devrions alors rejeter toute l'argumentation trotskyste en face du stalinisme depuis 1924, argumentation basée sur l'inévitabilité de la destruction de l'URSS par l'impérialisme en cas de retard trop prolongé de la révolution mondiale. Déjà aujourd'hui, certains camarades expliquent que "la destruction du stalinisme se fera par son extension". Toutes ces révisions du trotskysme seraient parfaitement justifiées si elles correspondaient aux faits, **MAIS IL FAUT AVOIR LE COURAGE DE POUSSER SA PENSÉE JUSQU'AU BOUT ET DE LES FORMULER QUAND ELLES S'IMPOSENT!**

Il apparaît clairement que cette thèse du caractère ouvrier du glaucis ouvre la voie aux perspectives shachtmanistes des "trois possibilités" quand on pose aux camarades qui la défendent la simple question : Quels sont vos pronostics en ce qui concerne le développement d'une éventuelle guerre mondiale? Si ces camarades voulaient être conséquents avec eux-mêmes, ils devraient répondre que la troisième guerre mondiale pourrait se

terminer fondamentalement de trois différentes façons, soit par la victoire de la révolution prolétarienne mondiale ; soit par la victoire de l'impérialisme ; soit par une victoire militaire du stalinisme, "se décomposant" ensuite par suite de l'impossibilité de maintenir un contrôle monolithique sur des pays plus avancés, etc. ON NE PEUT ADOPTER CES "TROIS POSSIBILITES" ET MAINTENIR EN MEME TEMPS LA STRATEGIE DE L'INTERNATIONALE ENVERS LES OUVRIERS COMMUNISTES ; STRATEGIE BASEE FONDAMENTALEMENT SUR L'INEFFICACITE STALINIENNE FACE AU CAPITALISME, SUR L'INEVITABILITE DE LA DESTRUCTION DE L'URSS PAR L'IMPERIALISME DANS LE CAS DE LA DEFAITE DE LA REVOLUTION INTERNATIONALE. Il nous faudrait alors nous retirer sur une critique du stalinisme basée sur son traitement de la classe ouvrière dans les pays qu'il "domine", et rejoindre, par là aussi, la stratégie fondamentale du shachtmanisme.

+ +

NOUS RESTONS FIDELLES A NOTRE PROGRAMME

Au contraire, l'interprétation officielle que la IV^e Internationale a donnée de la nature des pays du glacis maintient en entier notre programme tel qu'il est, avec tout ce qu'il implique sur le plan des perspectives, du caractère de notre époque, et du rôle historique de notre mouvement. Nous partons de la définition suivante de la période historique actuelle : Elle est une période intermédiaire, ouverte par la montée révolutionnaire de 1943-44 qui a été suffisamment puissante pour rendre impossible toute continuation immédiate de la guerre impérialiste pour la destruction de l'URSS, mais pas suffisamment forte pour permettre la libération du mouvement ouvrier du stalinisme. Qu'il y ait cependant la guerre ou la révolution au bout de cette période intermédiaire, elle ne peut trouver que deux issues fondamentales : ou bien la révolution prolétarienne triomphante, liquidant à la fois le capitalisme et la dictature stalinienne en URSS, ou bien la victoire du capitalisme liquidant ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre. Ce qui s'est passé dans les pays du glacis n'infirme pas mais confirme cette analyse fondamentale. L'histoire du glacis a prouvé qu'expansion soviétique n'est pas synonyme de destruction du capitalisme ; qu'au contraire cette destruction, exigeant l'incorporation effective de pays (ou provinces) dans l'URSS, comporte tant de difficultés si elle se fait en dehors de l'action des masses, qu'elle exige des années, non pas pour se réaliser mais même pour pouvoir être entamée dans un cadre territorial encore fort limité. Elle répond pour cette raison par avance à toutes les hypothèses concernant le déroulement éventuel de la 3^e guerre mondiale et maintient en entier notre argumentation quant à la nature fondamentalement inefficace de l'action anti-capitaliste du stalinisme. Ce que les masses, par leur action révolutionnaire, peuvent réaliser en quelques mois de temps, la bureaucratie ne peut pas réaliser par des moyens administratifs-terroristes au delà d'une limite territoriale fort étroite.

La discussion sur le glacis est donc essentiellement une discussion sur la dynamique du stalinisme ; sur sa place dans le mouvement ouvrier et dans l'histoire contemporaine. C'est seulement à condition d'être menée dans ce sens qu'elle peut être comprise pour ce qu'elle est : non pas une dispute scolastique sur le degré de "propriété bourgeoise" qui subsiste dans tel ou tel pays, mais une discussion qui concerne tout l'avenir de l'humanité!

Nous pensons que notre mouvement a pu avoir son caractère fondamentalement révolutionnaire et communiste en étant capable, dans des conditions difficiles et sans le guide éclairé qu'était Léon Trotsky, de se garder de toute erreur fondamentale, aussi bien à sa droite qu'à sa gauche, dans l'évaluation de ce qui s'est produit dans le glacis depuis 1944. Une révision aussi bien présente que rétrospective, du résultat de cette analyse, impliquant à la fois une révision des critères utilisés et une révision de la théorie marxiste de l'Etat, ne pourraient avoir que des résultats désastreux pour la IV^e Internationale. Les empêcher, est la tâche de tous les ouvriers révolutionnaires, de tous les militants conscients de notre mission historique essentielle : conserver l'héritage marxiste-léniniste, condition primordiale d'une nouvelle montée du mouvement ouvrier.

20 octobre 1949

E. GERMAIN

Notre camarade J.G. LANUQUE a répertorié les thèses déposées au CERMTRI. Il en fait un classement et une rapide présentation. A titre informatif nous publions la contribution qu'il nous a fait parvenir.

LE C.E.R.M.T.R.I. ET LA RECHERCHE

Dès sa création, le C.E.R.M.T.R.I. plaça la recherche historique parmi ses finalités. Tant il est vrai que, pour un centre d'archives, rassembler une grande quantité de sources écrites ne constitue qu'une première étape ; il convient ensuite d'utiliser ces documents pour mener des analyses, faire progresser la connaissance, voire en tirer des leçons politiques. Mais pour que ces travaux puissent avoir un réel impact, il est nécessaire, non seulement de les archiver, mais aussi de les rendre accessibles au plus grand nombre d'adhérents et de visiteurs occasionnels. La présentation (partielle) que nous allons faire ici des résultats de la recherche s'inscrit donc dans ce souci de vulgarisation.

A ce jour, le C.E.R.M.T.R.I. possède en dépôt 40 travaux de recherche, essentiellement d'ordre universitaire (mémoires de maîtrise, thèses). Pour permettre aux personnes intéressées de s'y retrouver, nous avons choisi de les rassembler par grands thèmes d'étude, avant d'en broser un rapide tableau chronologique.

Incontestablement, le domaine le plus parcouru reste celui du trotskysme et du mouvement trotskyste, qui concerne 14 travaux de recherche :

- ARCHER John, *Trotskyism in Britain, 1931-1937*, 1979.
- ATTIAS Eric, *Les trotskystes sous le Front Populaire en France*, 1982.
- BRABANT Jean-Michel, *Les partisans de la IVème Internationale en France sous l'occupation (POI, CCI, Groupe Octobre) et leur fusion*, 1976.
- CASSARD Jean-Pierre, *Les trotskystes français pendant la deuxième guerre mondiale*, 1981¹.
- GOUJON Gérard, *Les écrivains prolétariens français et Léon Trotsky*, 1990.
- GRZYBEK Gérard, *Les trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante*.
- KETZ Salomon, *De la naissance du Groupe Bolchevik-Léniniste à la crise de la section française de la Ligue Communiste Internationaliste (1934-1935)*, 1974.
- LANUQUE Jean-Guillaume, *Le mouvement trotskyste et la question coloniale: le cas de la guerre d'Indochine, 1945-1954 (la direction internationale et la section française de la Quatrième Internationale face au premier conflit colonial de l'après-guerre)*, 1995.
- LEGEIN Catherine, *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*, 1982².
- MAGNANT Jean-Pierre, *Les thèmes développés par la presse et les publications trotskystes (1968-1970)*.
- MICHELET Stéphane, *La scission de 1952 du PCI - exclusion de la section française*, 1980.
- STOBNICER Maurice, *Le mouvement trotskyste allemand sous la République de Weimar*, 1979.
- VASSEUR Laurence, *Les Moliniéristes, 1935-1939*, 1983.

Précisons, pour terminer ce premier inventaire, qu'il existe également une thèse sur le mouvement trotskyste en Grèce, actuellement en prêt.

¹ Ce mémoire de maîtrise a été publié sous forme de brochure, avec le même titre, et une préface de Pierre Lambert, par la SELIO.

² Le *Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.* n°27, décembre 1982, contient une appréciation du travail de Catherine Leguin par Pierre Broué, ainsi qu'un résumé d'une autre étude portant également sur le trotskysme en Belgique.

Suivent 3 travaux ayant pour objet des préoccupations économiques :

- EISLE P. / GAVIRIA-RINCON A., *La montée de la fraction monopoliste de la bourgeoisie et son effet sur la planification, lieu de réfléchissement des contradictions de la formation sociale française*, 1970.
- FARNETTI Richard, *Essors financiers et déclin relatif de l'économie britannique (1873-1989)*.
- PATRY Richard, *Caractère spécifique de la production militaire aux Etats-Unis*.

Enfin, 2 études portent, l'une sur la démographie, l'autre sur la médecine; il s'agit de

- DUBESSET Martine, *L'émergence d'une population dans la commune agricole de Gennevilliers (1875/80-1914)*
- LEVY Clara, *Contribution à l'étude de la pathologie mentale nord-africaine dans une institution*.

Il convient également de mentionner l'existence de deux documents qui ne sont pas, à proprement parler, des travaux de recherches, mais des outils particulièrement utiles pour toute étude de Trotsky, du trotskysme et du mouvement trotskyste ; à savoir:

- LUBITZ Petra, *Trotskyist Serial Bibliography*, 1993.
- MOLINIER Raymond, *Mémoires d'un militant trotskyste*.

Ce dernier cas s'apparente à un type de sources historiques que le C.E.R.M.T.R.I. a eu, jusqu'à présent, tendance à négliger, les souvenirs (écrits ou oraux) de militants. Il conviendrait en effet que les anciens militants qui le souhaitent déposent au Centre un témoignage écrit de leur activité, ou aient un entretien oral (et enregistré) avec un des membres du Bureau ou du Conseil d'Administration. De même, il serait bien que les chercheurs ayant réalisé, au cours de leurs travaux, des entretiens, en déposent une copie au C.E.R.M.T.R.I. une fois leur travail accompli (et ce pour éviter tout pillage de leur recherche en cours).

Si l'on s'intéresse maintenant aux dates de réalisation de tous ces travaux, plusieurs éléments sautent aux yeux (cf. tableau ci-dessous).

	Nombre de travaux de recherche
Période 1970-1979	8
Période 1980-1989	11
Période 1990-1997	5
Travaux non-datés	16

D'abord, il convient de relativiser toute interprétation de ces chiffres, les travaux non-datés étant presque aussi nombreux que ceux qui le sont. Ceci étant dit, et en attendant de voir si les dates inconnues infirmeraient ou non ces analyses, on peut voir que la décennie qui a connu l'apogée de la recherche est celle des années 80 ; ce qui peut s'expliquer par le fait que le C.E.R.M.T.R.I., créé à la fin des années 70, a pu, à partir de ce moment-là, constituer un pôle d'attraction pour la recherche. Avec la décennie 70, elle rassemble la très grande majorité des travaux portant sur les mouvements révolutionnaires en général, et en particulier sur le mouvement trotskyste. Ce qui coïncide également avec les parutions de livres ou de revues sur ces sujets.

Toujours sur le plan des organisations politiques, 7 travaux concernent les communistes ou les socialistes français, essentiellement :

- AYME Jean-Jacques, *Ces jeunes dont leur parti ne voulait pas - les Jeunes Socialistes de France de 1944 à 1947*, 1981³.
- BRAVO-CASTRO Mathilde / PORTE Dominique, *Le PSU en Tarn et Garonne, des origines à 1973*, 1983.
- CHOUVEL François, *Des oppositionnels dans le PCF - Unir pour le socialisme (1952-1974)*, 1984.
- COULAMBON Gillon, *L'Humanité et le procès des seize*.
- DUFRASNE Claude, *Etudes sur les attitudes des jeunes à l'égard des mouvements de jeunesse de 1944 à 1962*.
- MORIN Gilles, *La crise de la SFIO et l'agonie de la IVème République (novembre 1957-juin 1958)*.
- VEYSSET Alain, *L'école de formation du Parti Bolchévique à Longjumeau*.

Des études biographiques sont également présentes, au nombre de 4 :

- CHEVALIER Pierre, *Aux origines de la pensée et de l'action de Jean Rous (1908-1934)*, 1991.
- JACQUIER Charles, *Boris Souvarine, un intellectuel anti-stalinien de l'entre-deux-guerres (1924-1940)*, 1994.
- MICCOLI Rosengela, *Pietro Trasso oppositore comunista (1928-1944)*, 1988.
- STORA Benjamin, *Masali Hadj, 1898-1974, fondateur du Mouvement nationaliste algérien*, 1978⁴.

De même, 4 travaux ont pour objet des problèmes politiques à l'étranger :

- CALDERON Jean-Louis, *La Confédération des Travailleurs Mexicains, les Syndicats Indépendants et l'Etat au Mexique, 1969-1976*, 1984.
- MAGASICH Jorge, *Pouvoir formel et pouvoir réel au Chili (1972-1973)*.
- RIES Philippe, *Le corps des officiers dans la Révolution portugaise (1976)*.
- STORA Benjamin, *Histoire du MNA (1954-1956)*.

Citons enfin 2 analyses de presse :

- MONTANDRAUD Dominique, *Idéologie du travail féminin dans « Elle »*.
- ROUCH Jean-Louis, *La vision de la lutte des classes dans l'histoire du Drapeau Rouge de Maurice Dommanget*.

Nous quittons à présent le domaine proprement politique, pour aborder des thèmes plus variés, avec tout d'abord 4 études concernant l'éducation :

- ELIARD Michel, *L'école et la division du travail*.
- FLAMMANT Thierry, *L'Ecole Emancipée, une contre-culture de la Belle Epoque*, 1982.
- RODRIGO Jean-Michel, *L'Ecole Emancipée (1910-1921)*.

³ Les Cahiers de la Trinité n°14, décembre 1981, une publication éditée par le comité de rédaction de la revue.

⁴ Dans l'édition de 1978, sous le titre : STORA B., Masali Hadj (1898-1974), Le Espérance, Paris, 1978.

Depuis le début des années 90, cependant, une régression du nombre de travaux est visible. La cause peut aussi bien résider dans les effets de la chute du mur de Berlin et de l'URSS, qui ont jeté un certain discrédit sur les idées de socialisme ou de communisme, que dans le résultat de l'offensive intellectuelle contre le mouvement ouvrier ; la pensée unique s'accommodant mal de tout germe d'opposition et de contestation. Et il va de soi que le milieu universitaire est directement concerné par cet état d'esprit, peu favorable à l'étude des minorités politiques d'extrême-gauche.

Ceci dit, cette faiblesse apparente de la quantité d'études réalisées sur ces sujets peut également s'expliquer par l'isolement d'un certain nombre de chercheurs, professionnels ou amateurs. Ils ne connaissent pas toujours l'existence du C.E.R.M.T.R.I., et n'ont pas nécessairement le réflexe d'y déposer leurs travaux achevés. Cette constatation doit amener à un certain nombre de conclusions : il est nécessaire pour le C.E.R.M.T.R.I. d'étendre encore plus son influence, en multipliant les abonnements, en étant présent à toutes les réunions importantes de l'extrême-gauche, en se faisant connaître directement dans le milieu de l'histoire ouvrière et sociale. C'est là une tâche qui repose sur tous les adhérents ; à eux de répandre le message dans leurs secteurs, en particulier chez les étudiants...

De même, il serait bon de régulariser la consultation de tous les travaux en dépôt au C.E.R.M.T.R.I. L'installation dans de nouveaux locaux devrait permettre de ranger et classer ces études, aussi importantes que les ouvrages de la bibliothèque, de manière à les rendre plus facilement accessibles. La consultation sur place en sera facilitée, et quant à d'éventuels prêts, ils devraient être accordés pour un temps limité, et sous réserve de laisser une caution, afin d'éviter toute disparition. Ces mesures seraient complémentaires d'un effort de dépôt systématique des travaux actuellement en cours. C'est à ces conditions que le C.E.R.M.T.R.I. apparaîtra comme un des pôles de rassemblement incontournables de la recherche, et pourra multiplier la motivation et le nombre de chercheurs...

Jean-Guillaume LANUQUE, mai 1997.